

PORTÉE PAR LA RÉSILIENCE

RAPPORT ANNUEL DE L'EXERCICE 2024



APERÇU FINANCIER

Principales informations financières du quatrième trimestre et de l'exercice 2024^{1, 2, 5}

	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars			
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2024	2023	2022	T4/24 par rapport au T4/23	2024	2023	2022	Variation d'un exercice à l'autre
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	201 229 \$	196 774 \$	196 976 \$	2,3 %	755 193 \$	749 114 \$	761 843 \$	0,8 %
Financement de sociétés	55 786	50 962	108 801	9,5 %	174 694	160 944	561 725	8,5 %
Honoraires de consultation	69 005	104 649	122 353	(34,1) %	230 530	364 554	493 057	(36,8) %
Négociation à titre de contrepartiste	31 962	26 921	41 960	18,7 %	105 158	117 238	158 978	(10,3) %
Intérêts	49 322	45 949	10 264	7,3 %	197 809	115 245	36 028	71,6 %
Divers	1 744	5 134	19 439	(66,0) %	15 421	3 302	34 371	n.p.
Total des produits des activités ordinaires	409 048	430 389	499 793	(5,0) %	1 478 805	1 510 397	2 046 002	(2,1) %
Charges								
Charge de rémunération	249 966	276 066	294 695	(9,5) %	858 652	936 872	1 248 184	(8,3) %
Autres charges indirectes ³	131 695	151 535	108 024	(13,1) %	536 767	500 578	395 709	7,2 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	515	—	—	7 403	9 197	(100,0) %
Frais de restructuration	—	—	—	—	18 147	—	—	n.p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	11 629	—	(100,0) %	13 250	11 629	8 519	13,9 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151)	(14 278)	—	35,9 %	(27 325)	(14 278)	—	(91,4) %
Ajustement de la juste valeur des débtentures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	—	n.p.	4 421	—	—	n.p.
Coûts liés au rachat des débtentures convertibles	—	—	—	—	—	—	5 932	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	17 756	—	—	—	17 756	102 571	—	(82,7) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	10	11	(100,0) %	70	55	192	27,3 %
Total des charges	394 687	424 962	403 245	(7,1) %	1 421 738	1 544 830	1 667 733	(8,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat	14 361	5 427	96 548	164,6 %	57 067	(34 433)	378 269	265,7 %
Résultat net	7 912 \$	3 763 \$	68 995 \$	110,3 %	29 782 \$	(54 742) \$	270 565 \$	154,4 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	(3 696) \$	(4 326) \$	58 657 \$	14,6 %	(13 163) \$	(90 104) \$	246 314 \$	85,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	11 608 \$	8 089 \$	10 338 \$	43,5 %	42 945 \$	35 362 \$	24 251 \$	21,4 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 391 \$	—	11 408 \$	10 948 \$	9 484 \$	4,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(6 548) \$	(7 178) \$	56 266 \$	8,8 %	(24 571) \$	(101 052) \$	236 830 \$	75,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,07) \$	(0,08) \$	0,53 \$	12,5 %	(0,27) \$	(1,16) \$	2,16 \$	76,7 %
Dividendes par action ordinaire	0,085 \$	0,085 \$	0,085 \$	—	0,34 \$	0,34 \$	0,32 \$	—
Total de l'actif	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	(2,7) %				
Total du passif	4 772 354 \$	4 903 763 \$	5 833 476 \$	(2,7) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466 \$	343 998 \$	238 700 \$	6,0 %				
Total des capitaux propres	995 645 \$	1 054 639 \$	1 178 069 \$	(5,6) %				
Nombre d'employés	2 798	2 829	2 587	(1,1) %				
Compte non tenu des éléments importants⁴								
Total des produits des activités ordinaires	409 278 \$	430 389 \$	490 793 \$	(4,9) %	1 479 732 \$	1 523 348 \$	2 040 602 \$	(2,9) %
Total des charges	370 205 \$	414 055 \$	396 268 \$	(10,6) %	1 346 572 \$	1 397 476 \$	1 623 036 \$	(3,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat	39 073 \$	16 334 \$	94 525 \$	139,2 %	133 160 \$	125 872 \$	417 566 \$	5,8 %
Résultat net⁴	30 779 \$	17 428 \$	66 822 \$	76,6 %	94 233 \$	100 986 \$	305 827 \$	(67,0) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	20 249 \$	9 645 \$	57 069 \$	109,9 %	56 830 \$	71 260 \$	284 069 \$	(20,2) %
Participations ne donnant pas le contrôle	10 530 \$	7 783 \$	9 753 \$	35,3 %	37 403 \$	29 726 \$	21 758 \$	25,8 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 391 \$	—	11 408 \$	10 948 \$	9 484 \$	4,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	17 397 \$	6 793 \$	54 678 \$	156,1 %	45 422 \$	60 312 \$	274 585 \$	(24,7) %
Résultat par action ordinaire après dilution ⁴	0,15 \$	0,07 \$	0,52 \$	114,3 %	0,40 \$	0,59 \$	2,51 \$	(32,2) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 (32,7 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.

4) Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

5) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Results depuis le 17 août 2022 et les résultats d'exploitation de PSW depuis le 31 mai 2022.

n.p. : non pertinent

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La division internationale des marchés des capitaux de la Société exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (« TSX »).

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2024	1 479,7 \$
2023	1 523,3 \$
2022	2 040,6 \$
2021	1 993,5 \$
2020	1 223,9 \$

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2024	133,2 \$
2023	125,9 \$
2022	417,6 \$
2021	386,1 \$
2020	123,1 \$

RÉSULTAT PAR ACTION APRÈS DILUTION¹

(en \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2024	0,40 \$
2023	0,59 \$
2022	2,51 \$
2021	2,48 \$
2020	0,81 \$

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Performance mondiale	2
Message du président et chef de la direction	4
Message du président du conseil d'administration	7
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	8
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	10
Comité d'exploitation mondial	12
Rapport de gestion et états financiers	13
Renseignements à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

PERFORMANCE MONDIALE

Les marchés ont continué de composer avec l'incertitude géopolitique et économique tout au long de l'exercice 2024, mais nous avons continué de canaliser nos efforts pour offrir une expérience exceptionnelle à nos clients tout en les aidant à atteindre leurs objectifs et à faire face aux enjeux persistants et aux nouveaux défis.

1,5 milliard \$

Produits des activités ordinaires pour l'exercice 2024¹

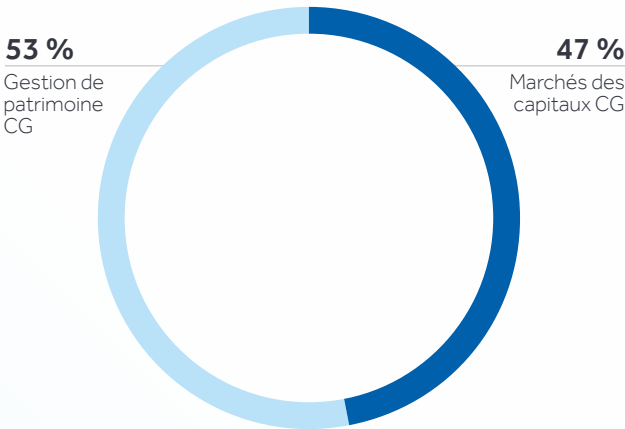
0,40 \$

Résultat par action après dilution de l'exercice 2024¹

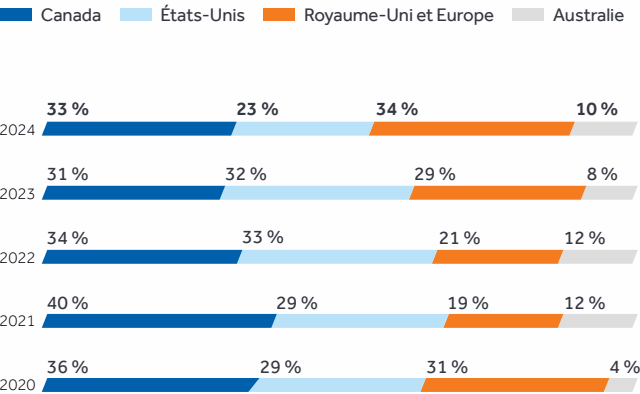
1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

Nos activités de gestion de patrimoine ont continué d’afficher des résultats stables et en croissance tout au long de l’exercice, ce qui a contribué à atténuer l’incidence de la faiblesse prolongée de la conjoncture pour les activités sur les marchés des capitaux dans nos secteurs cibles.

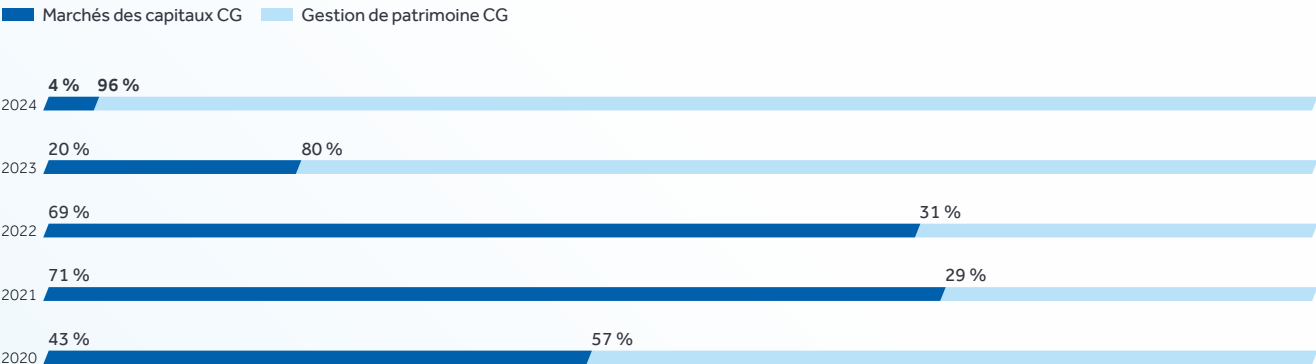
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR DIVISION OPÉRATIONNELLE POUR L'EXERCICE 2024



PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION (exercices clos les 31 mars)



RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT¹ – APPORT PAR DIVISION OPÉRATIONNELLE (exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Chers actionnaires,

Nous avons amorcé l'exercice 2024 en faisant preuve d'un optimisme prudent à l'égard du regain de confiance et d'appétence pour le risque des investisseurs, mais l'exercice a été marqué par des vents contraires persistants, notamment des tensions géopolitiques continues et nouvelles, la poursuite de la trajectoire haussière et incertaine des taux d'intérêt et la hausse de l'inflation. Malgré la toile de fond du marché, nous avons continué de réaliser des progrès à l'égard des priorités stratégiques que nous avons établies.

Principal artisan de notre résilience à l'exercice 2024, notre division de gestion de patrimoine joue un rôle de plus en plus important dans la rentabilité croissante de nos activités. Les activités de prise ferme et de consultation ont été mises à l'épreuve dans l'ensemble du secteur, tout particulièrement dans certains de nos secteurs cibles du marché intermédiaire, bien que nous ayons observé un léger redressement vers la fin de l'exercice.

Sur une base consolidée, les produits tirés des activités de gestion de patrimoine ont augmenté de 9,0 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 773 millions \$. Chacun de nos secteurs d'activité au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, au Canada et en Australie a favorisé notre rentabilité et, ensemble, ils nous ont permis de présenter un résultat net avant impôt ajusté de 140 millions \$.

Nous avons clôturé l'exercice avec des actifs pour le compte des clients d'un montant record de 104 milliards \$, ce qui reflète, dans l'ensemble des régions où nous sommes présents, des augmentations qui sont attribuables aux entrées de trésorerie nettes positives générées par nos clients actuels et portées par des valorisations boursières à la hausse et de nouveaux actifs liés à nos initiatives en matière d'acquisition et de recrutement.

Au cours de l'exercice, nous avons continué d'investir prudemment dans la croissance de cette division, en effectuant des investissements ciblés pour améliorer nos capacités de base et accroître la pertinence de nos services auprès des clients.

En novembre, notre division au Royaume-Uni a conclu l'acquisition d'Intelligent Capital, laquelle vient bonifier nos capacités en matière de planification financière et permet de renforcer notre présence actuelle sur le marché de l'Écosse, où nous entrevoyons un potentiel continu de croissance. Les activités de recrutement au Canada continuent de progresser comme prévu. D'ailleurs, nous avons accueilli de nouvelles équipes de conseillers en placement au Québec, en Ontario et au Manitoba au cours de l'exercice, tout en créant un solide bassin de projets dans l'ensemble des succursales. Notre division en Australie a également accueilli de nouveaux conseillers à Perth, à Melbourne et à Brisbane, lesquels contribuent à la croissance des actifs assortis d'honoraires.

Les résultats de nos activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur de l'Australie ont continué de refléter un niveau d'activité modéré dans l'ensemble du secteur et des secteurs cibles du marché intermédiaire, mais nous avons été encouragés par l'amélioration des niveaux d'activité vers le second semestre de l'exercice.



Les activités de prise ferme de titres de participation sur les marchés des capitaux se sont considérablement améliorées au cours du deuxième semestre de l'exercice, mais, dans l'ensemble, elles sont demeurées bien en deçà des niveaux normaux tout au long de la période de douze mois considérée.

Le secteur des métaux et mines a encore été le plus dynamique, porté principalement par nos activités en Australie et au Canada. La répartition des nouvelles émissions dans la plupart de nos secteurs cibles a profité d'une excellente coordination dans l'ensemble des régions où Canaccord Genuity mène ses activités, alors que nous avons aidé des sociétés en croissance à accéder à du capital au moment le plus propice.

Malgré un rendement supérieur à celui du marché élargi à l'exercice 2023, nous avons été confrontés à un contexte plus difficile sur le plan des transactions de consultation dans nos secteurs cibles du marché intermédiaire, et la baisse des produits générés par ce secteur a été le facteur qui a eu l'incidence la plus marquée sur les résultats de cette division. Nous partageons le sentiment général du secteur et pensons que le creux enregistré dans le niveau des activités de consultation a été franchi, et nous entendons mener à bien les nombreux mandats issus de notre bassin de projets à mesure que s'accroît la confiance du marché.

« Nous avons clôturé l'exercice avec des actifs pour le compte des clients d'un montant record de 104 milliards \$, ce qui reflète, dans l'ensemble des régions où nous sommes présents, des augmentations qui sont attribuables aux entrées de trésorerie nettes positives générées par les clients actuels et portées par des valorisations boursières à la hausse et de nouveaux actifs issus de nos initiatives en matière d'acquisition et de recrutement. »

De plus, nos pupitres de vente, de négociation et de services spécialisés ont su garder le rythme, s'employant à soutenir nos clients durant les épisodes de volatilité du marché et à leur fournir des liquidités au besoin.

Au cours de l'exercice, nous avons également entrepris un processus visant à établir une structure organisationnelle plus rentable, ce qui s'est traduit par une compression des effectifs au sein de la division des marchés des capitaux en Amérique du Nord. Bien qu'il ne soit jamais facile de se séparer de collègues appréciés, nous pouvons encore compter sur un solide bassin de gens talentueux pour faire avancer nos priorités stratégiques, tout en aidant nos clients à atteindre leurs objectifs. Avec la mise en place d'autres mesures rigoureuses liées aux dépenses, notre division des marchés des capitaux a renoué avec une rentabilité modeste au cours du deuxième semestre de l'exercice, et nous sommes donc en meilleure position pour atteindre nos fourchettes de rentabilité historiques, le contexte de produits des activités ordinaires s'étant normalisé.

Malgré les défis des deux dernières années, nous sommes toujours résolus à améliorer la valeur à long terme de la Société.

Nous avons privilégié plusieurs initiatives importantes à l'échelle de l'organisation en vue de renforcer notre position concurrentielle, de stimuler la croissance de nos activités de gestion de patrimoine et, finalement, d'accroître la valeur pour nos actionnaires. Nous continuons de pratiquer une gestion prudente de notre bilan dans un contexte de baisse des produits des activités ordinaires,

d'inflation plus élevée et d'augmentation des coûts des fournisseurs et des systèmes. En outre, nous avons accru nos investissements dans les capacités en matière de réglementation et de conformité.

Bien qu'il puisse être difficile de garder le cap en ce qui concerne les objectifs à long terme en période d'incertitude persistante, je suis fier de mes 2 800 collègues de Canaccord Genuity qui ont été à même de respecter notre engagement d'agir avec intégrité et toujours au mieux des intérêts de nos actionnaires.

Nous avons toujours été d'avis qu'une importante participation des employés et une solide culture de partenariat sont essentielles à notre réussite à long terme et s'inscrivent concrètement dans les priorités de nos actionnaires.

Après la fin de l'exercice, nous avons mené une importante initiative pour accroître l'actionnariat des employés de Canaccord Genuity. En mars 2024, nous avons conclu un placement privé sans courtier de débentures convertibles auprès d'un actionnaire solidaire de longue date, mobilisant ainsi un produit brut de 110 millions \$. Une tranche du produit a été affectée au soutien de nos priorités à l'échelle mondiale alors que les niveaux d'activité s'améliorent, tandis que la tranche restante du produit a été utilisée pour appuyer la création d'une société en commandite indépendante, qui sera détenue par certains des employés les plus performants au sein de nos divisions de gestion de patrimoine et des marchés des capitaux.

Nous avons la conviction profonde qu'un esprit d'entreprise est essentiel pour optimiser nos activités à long terme et notre performance financière. Cette société en commandite permet de créer un véhicule d'investissement permanent et dynamique pour les employés qui leur garantit un niveau minimal et constant de participation dans la Société, tout en renforçant leur sentiment d'appartenance à l'égard des décisions, des résultats et du rendement. Au cours des prochaines années, nous avons également l'intention d'obtenir des approbations réglementaires supplémentaires afin d'élargir l'étendue du programme de sorte que d'autres employés puissent y adhérer, le cas échéant.

L'établissement d'une structure de gouvernance rigoureuse afin de protéger les intérêts de nos actionnaires constitue également une priorité de longue date.

Comme nous l'avons annoncé l'année dernière, le président de notre conseil d'administration, David Kassie, a l'intention de quitter son poste après l'assemblée générale annuelle des actionnaires. M. Kassie s'est joint au conseil d'administration en 2010 et pendant toute la durée de son mandat, il s'est révélé un partenaire et un ami précieux en plus de jouer un rôle déterminant pour positionner la Société en vue d'une réussite à long terme. M. Kassie restera lié à la Société, à titre d'actionnaire important, et recevra le titre honorifique de président émérite.

« Notre stratégie est conçue pour assurer stabilité et résilience en période d'incertitude ainsi que pour générer une valeur attrayante pour les actionnaires lorsque la conjoncture du marché est favorable. Même si la croissance économique mondiale demeure faible, nous sommes heureux de constater que l'inflation globale et de base commence à reculer et que la rentabilité plus forte des entreprises contribue à la hausse du cours des actions. »

De plus, les administrateurs indépendants Amy Freedman, Jo-Anne O'Connor et Rod Phillips ne solliciteront pas le renouvellement de leur mandat. Au nom de mes collègues administrateurs, je tiens à exprimer notre profonde gratitude à M^{me} Freedman, M^{me} O'Connor et M. Phillips pour leur contribution et leur engagement indéfectible à maintenir une gouvernance solide tout au long de leurs mandats respectifs. M. Phillips restera actif auprès de la Société et, à titre de vice-président du conseil d'administration de notre courtier canadien en valeurs mobilières, continuera de contribuer à la croissance de nos activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux.

Nous planifions cette relève depuis un certain temps, et je suis très honoré d'agir à titre de président du conseil d'administration en plus d'assumer mes responsabilités de chef de la direction. Je fais partie du conseil d'administration depuis ma nomination à titre de chef de la direction en 2015, et je me réjouis à la perspective de collaborer avec nos administrateurs indépendants et notre comité d'exploitation mondial en vue d'optimiser la valeur et de promouvoir les intérêts de nos employés, de nos clients et de nos actionnaires.

Outre le fait que j'occupe dorénavant le double rôle de président du conseil d'administration et de chef de la direction, Michael Auerbach, président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, deviendra quant à lui l'administrateur principal indépendant et Terry Lyons continuera d'agir à titre d'administrateur indépendant et de président du comité d'audit et de risque. Nous sommes également impatients de présenter les candidatures de Shannon Eusey et de Cindy Tripp à titre d'administratrices indépendantes. M^{me} Eusey mettra à profit au sein du conseil d'administration son expérience exceptionnelle en gestion de patrimoine et M^{me} Tripp, quant à elle, possède une grande expertise à l'égard des marchés des capitaux, combinée à une expérience très pertinente en matière de réglementation.

Nous sommes d'avis qu'un conseil d'administration plus restreint et ciblé accroîtra l'agilité et la responsabilisation des administrateurs à l'égard de notre orientation stratégique, tout en leur permettant de s'acquitter avec efficacité des obligations fiduciaires et autres responsabilités qui leur incombent. Qui plus est, nous sommes convaincus que les candidats proposés aux postes d'administrateur procurent non seulement le meilleur équilibre qui soit entre le développement stratégique et la surveillance indépendante, mais aussi une combinaison optimale d'expertise, pour orienter la stratégie à long terme et les activités courantes de la Société.

Dans l'ensemble, je crois que la Société est en bien meilleure position aujourd'hui et le demeurera pour les années à venir.

Notre stratégie est conçue pour assurer stabilité et résilience en période d'incertitude ainsi que pour générer une valeur attrayante pour les actionnaires lorsque la conjoncture du marché est favorable. Même si la croissance économique mondiale demeure faible, nous sommes heureux de constater que l'inflation globale et de base commence à reculer et que la rentabilité plus forte des entreprises contribue à la hausse du cours des actions. Bien que notre perspective ne soit pas sans risque, nous restons résolument engagés à agir dans votre intérêt tout en nous efforçant d'accroître progressivement la valeur de notre entreprise.

Je vous remercie pour votre soutien indéfectible.

(signé)

Dan Daviau
Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers actionnaires,

Ce fut pour moi un privilège d'agir à titre de président du conseil d'administration. En repensant au mandat qui m'a été confié ces 14 dernières années, j'éprouve une immense fierté à l'égard de nos réalisations et des progrès que nous avons accomplis.

Depuis 2010, l'équipe de la haute direction et le conseil d'administration partagent la même vision fondamentale : bâtir une organisation capable de générer des rendements plus prévisibles et stables dans tous les cycles du marché afin d'apporter une valeur durable à nos actionnaires.

Encore aujourd'hui, notre stratégie s'articule autour de la volonté de tirer une part accrue de résultats de nos activités de gestion de patrimoine, d'accroître l'apport des activités de consultation à marge plus élevée et, ultimement, d'investir dans nos forces afin que Canaccord Genuity soit reconnue comme la société indépendante de choix pour les investisseurs et les entrepreneurs à la tête d'entreprises à petite et à moyenne capitalisation.

Au fil des 14 dernières années, nous avons transformé notre modèle d'affaires et créé une entreprise aux activités diversifiées présentant un risque de concentration minime et une combinaison équilibrée de capacités de base, qui possède une expertise dans des secteurs clés du marché intermédiaire réagissant différemment à l'évolution du contexte économique.

Aujourd'hui, Groupe Canaccord Genuity est une entreprise durable à même d'apporter une valeur réelle à ses clients, à ses employés et à ses actionnaires. Les produits des activités ordinaires annuels générés à l'échelle de la Société ont progressé, passant d'un peu moins de 600 millions \$ en 2010 à 1,7 milliard \$ en moyenne pour chacun des quatre derniers exercices. Nous avons en outre réussi à faire passer l'entreprise d'un niveau marginal de rentabilité à un résultat net avant impôt ajusté moyen de 125 millions \$¹ par année au cours de chacun des quatre derniers exercices.

Pour cette période, dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine, les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société ont augmenté, passant d'environ 13 milliards \$ à 104 milliards \$. De même, la proportion d'actifs assortis d'honoraires s'est considérablement accrue, ce qui nous a permis de dépendre dans une moins large mesure des produits tirés des transactions, moins prévisibles. En parallèle, nous avons également amélioré l'expérience de nos experts en placement en investissant dans une infrastructure à la fois moderne et évolutive et en renforçant nos capacités, de sorte qu'ils puissent offrir à nos clients une gamme plus complète de services. Les actifs assortis d'honoraires ont ainsi continué à s'améliorer dans toutes les régions.

Nos activités au Canada offrent l'exemple par excellence de l'efficacité de cette stratégie, comme en témoigne la valeur moyenne du portefeuille de chaque équipe de conseillers en placement, laquelle a plus que quintuplé depuis 2010, passant de 43 millions \$ à 265 millions \$.

Au chapitre de nos activités de consultation, nous avons fait croître les produits qui, d'un montant négligeable en 2010, sont passés à une moyenne annuelle d'environ 320 millions \$ pour les quatre derniers exercices. Nos capacités de consultation ont augmenté de façon marquée et contrebalancé en partie la volatilité inhérente à nos activités de prise ferme. Elles ont représenté près de la moitié du total des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'exercice 2022, et 33 % en moyenne au cours de chacun des quatre derniers exercices. Dans les créneaux sectoriels sur lesquels nos activités sont axées, c'est-à-dire la technologie, les soins de santé, les métaux et mines et les produits de consommation, CG s'est imposée comme un chef de file auprès des entreprises à petite et à moyenne capitalisation et des investisseurs constituant son marché cible.

À mesure que la Société et ses capacités prenaient de l'expansion, nous avons également mis en œuvre un cadre de gestion des risques rigoureux visant à relever, évaluer et atténuer les risques, tout en préservant notre agilité et notre capacité de nous adapter à l'évolution des exigences réglementaires.

L'exercice d'une saine gouvernance requiert un juste équilibre entre les compétences, l'expérience, la diversité et l'indépendance requises pour favoriser l'atteinte de nos objectifs à court et à long terme, tout en gérant la relève de façon proactive et en assurant un transfert harmonieux des responsabilités. Tout au long de mon mandat, l'une de mes grandes priorités a été de constituer un bassin diversifié de candidats dotés des compétences et de l'expérience pertinentes en vue d'améliorer l'efficacité du conseil d'administration et la représentation des parties intéressées. Au fil du temps, nous avons ajusté périodiquement la composition du conseil d'administration afin d'y intégrer des gens qui apporteraient une expertise et des points de vue pertinents à l'appui de nos objectifs à court et à long terme, tout en accordant de l'importance à la continuité et aux connaissances institutionnelles.

Au cours des cinq derniers exercices, nous avons accordé une attention toute particulière au rendement pour les actionnaires. À ce titre, nous avons abaissé le nombre dilué d'actions ordinaires pour le ramener à un peu plus de 115 millions au 31 mars 2024, comparativement au sommet de plus de 140 millions atteint à la fin de l'exercice 2019.



Les dividendes sur actions ordinaires ont augmenté, pour passer de 0,10 \$ en 2016 au taux actuel de 0,34 \$ par année, cinq hausses ayant eu lieu pendant cette période. Nous avons maintenu le cap sur nos priorités, soit accroître constamment les versements de dividendes grâce à la performance de la division de gestion de patrimoine et racheter davantage d'actions lors des périodes pendant lesquelles nos activités sur les marchés des capitaux ont généré de solides résultats.

Bien entendu, le succès d'une stratégie dépend largement de la qualité de l'équipe chargée de l'exécuter. Je suis extrêmement reconnaissant envers le groupe diversifié de membres de la haute direction et d'employés talentueux qui, avec dévouement et intégrité, ont incarné sans cesse nos valeurs fondamentales, même dans les conditions de marché les plus difficiles. Leur expertise, leur vision et leurs efforts collectifs ont joué un rôle déterminant, aidant Canaccord Genuity à devenir la société prospère et résiliente qu'elle est aujourd'hui.

Enfin, je tiens à remercier nos actionnaires de leur soutien indéfectible.

Si la décision de quitter mes fonctions de président du conseil d'administration marque la fin d'un chapitre, elle ne met aucunement fin à mon engagement à l'égard du succès continu de Canaccord Genuity. Je demeurerai un actionnaire fidèle et un ambassadeur dévoué de la Société; je reste d'ailleurs très optimiste quant aux possibilités que l'avenir lui réserve. J'ai une grande confiance dans le niveau de qualité qu'atteindra le comité d'exploitation mondial sous la gouverne de M. Daviau, ainsi que dans l'expérience et l'intégrité des nouveaux membres du conseil d'administration.

(signé)

Cordialement,

David Kassie
Président du conseil d'administration
Groupe Canaccord Genuity Inc.

¹ Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Nous avons continué d'investir de façon stratégique dans nos activités de gestion de patrimoine dans l'ensemble des régions où nous sommes présents en déployant des efforts pour mieux répondre aux besoins des clients, tout en positionnant la Société de façon à assurer la croissance durable de ses activités. De plus, nous investissons considérablement dans notre capacité d'offrir des services de gestion de patrimoine et de planification financière complets liés à tous les aspects de la vie de nos clients.

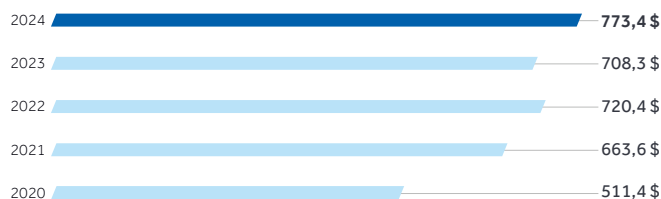
104 milliards \$

Actifs totaux pour le compte des clients

Les actifs pour le compte des clients ont atteint un nouveau record à l'exercice 2024. Malgré l'incidence de l'inflation persistante et de la hausse des taux d'intérêt sur la capacité d'investir des clients, nous avons généré des entrées de trésorerie positives dans tous nos secteurs d'activité, portées par nos activités d'acquisition et de recrutement ciblé. Cette réalisation renforce la confiance des clients quant à notre capacité de générer de la valeur et nous positionne en vue d'une croissance et d'une réussite soutenues.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

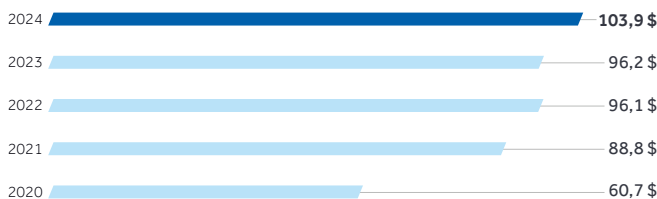


L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE CG A CONTRIBUÉ À NOTRE RENTABILITÉ À L'EXERCICE 2024

Nous avons réalisé de nouveaux records au chapitre des produits tirés des activités ordinaires et des actifs pour le compte des clients à l'exercice 2024, ce qui témoigne de l'efficacité de nos stratégies de croissance interne et externe ainsi que du dévouement de nos experts en placement et de nos équipes de soutien, toutes régions confondues.

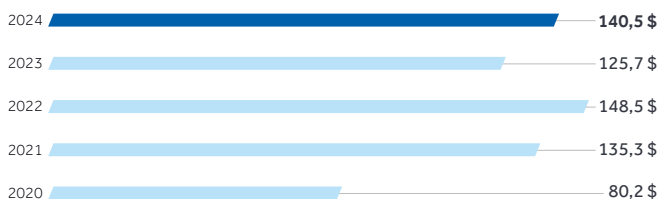
ACTIFS POUR LE COMPTE DES CLIENTS ATTRIBUABLES AUX ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE

(en milliards \$ CA, exercices clos les 31 mars)



RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



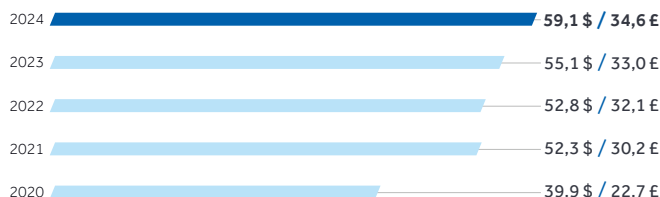
1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

ROYAUME-UNI ET DÉPENDANCES DE LA COURONNE

Les produits des activités ordinaires et les actifs pour le compte des clients liés à nos activités au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont atteint un sommet historique à l'exercice 2024, renforçant davantage notre position au nombre des dix sociétés de gestion de patrimoine les plus importantes en fonction de l'actif dans ces régions. Le résultat net avant impôt sur le résultat¹ pour l'exercice a progressé de 18 %, reflétant les excellents progrès réalisés dans le cadre de nos efforts visant à améliorer les synergies et à favoriser la croissance interne. Nous avons également élargi nos capacités en matière de planification financière en Écosse grâce à l'acquisition d'Intelligent Capital.

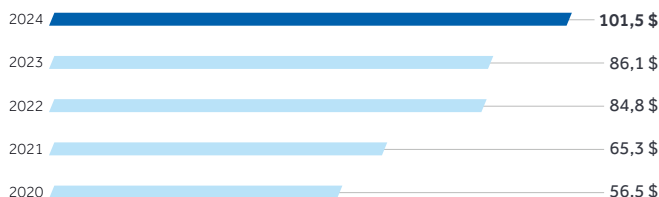
ACTIFS POUR LE COMPTE DES CLIENTS DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE²

(en milliards \$ CA et £, exercices clos les 31 mars)



RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

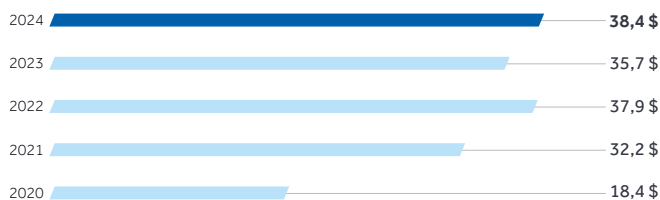


CANADA

Malgré le ralentissement des activités liées aux transactions qui persiste depuis plus de deux ans, les actifs pour le compte des clients dans ce secteur ont atteint un sommet sans précédent. Les produits tirés des honoraires en pourcentage des produits des activités ordinaires ont progressé pour représenter 51 % et les actifs sous gestion discrétionnaires ont atteint un nouveau record, se chiffrant à 12 milliards \$, une hausse de 34 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Nos initiatives de recrutement et de rétention ont continué de se dérouler comme prévu, et notre bassin de projets demeure solide, toutes succursales confondues.

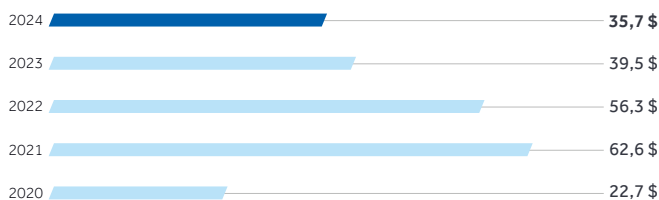
ACTIFS POUR LE COMPTE DES CLIENTS DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE AU CANADA²

(en milliards \$ CA, exercices clos les 31 mars)



RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE AU CANADA¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

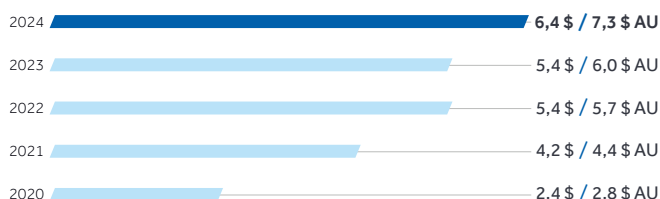


AUSTRALIE

Au cours de l'exercice, nous avons accueilli de nouveaux conseillers à Perth, à Melbourne et dans notre nouveau bureau à Brisbane. Bien que les activités aient également été touchées par la baisse des produits tirés des transactions, nos activités de recrutement dans cette région et le lancement de nos modèles de portefeuilles conçus en interne ont contribué favorablement à la croissance des actifs des clients gérés. En particulier, les produits tirés des honoraires en pourcentage des produits des activités ordinaires dans cette région ont progressé, pour représenter 40 % à l'exercice 2024.

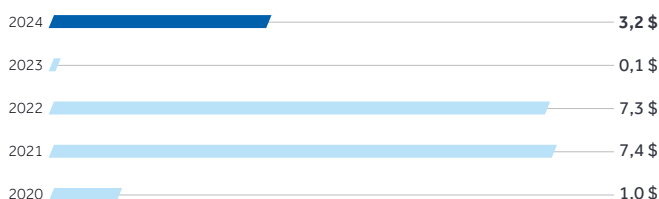
ACTIFS POUR LE COMPTE DES CLIENTS DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE EN AUSTRALIE²

(en milliards \$ CA et \$ AU, exercices clos les 31 mars)



RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE GESTION DE PATRIMOINE EN AUSTRALIE^{1,3}

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui excluent les éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables, à la page 25.

2) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

3) L'apport des activités de gestion de patrimoine en Australie était auparavant comptabilisé dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie. À compter du T3/20, ces activités sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct. Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2020 ne tient compte que des résultats après la conclusion de l'acquisition de Patersons le 19 octobre 2019.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

En raison de l'inflation persistante et de la hausse des taux d'intérêt, l'optimisme qui avait gagné les marchés des capitaux au début de l'exercice 2024 a commencé à se refroidir. Par conséquent, les résultats de l'exercice complet pour la division reflètent le contexte difficile, qui a donné lieu à une baisse de l'appétence pour les actions à risque et au recul marqué du nombre de transactions conclues dans nos secteurs cibles du marché intermédiaire.

17 milliards \$

Produits mobilisés au cours
de l'exercice 2024

Nous avons joué un rôle déterminant pour ce qui est d'aider les entreprises du marché intermédiaire à composer avec une conjoncture difficile et à accéder aux capitaux nécessaires, avec le soutien de notre réseau hors pair d'investisseurs dans l'ensemble des régions où nous menons nos activités.

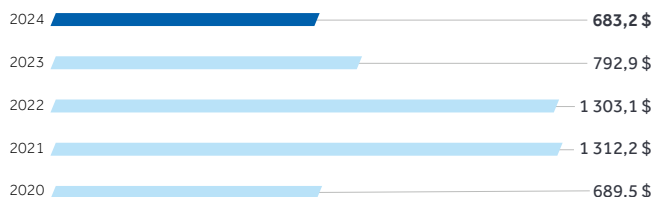
297

transactions au cours de
l'exercice 2024

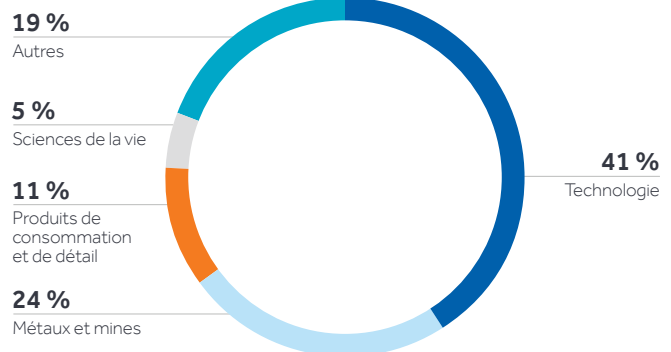
Malgré le niveau d'activité modéré dans l'ensemble du secteur, CG demeure l'un des dix principaux preneurs fermes du marché intermédiaire à l'échelle mondiale, se classant parmi les chefs de file dans chacune des régions où nous menons nos activités.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX MONDIAUX

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



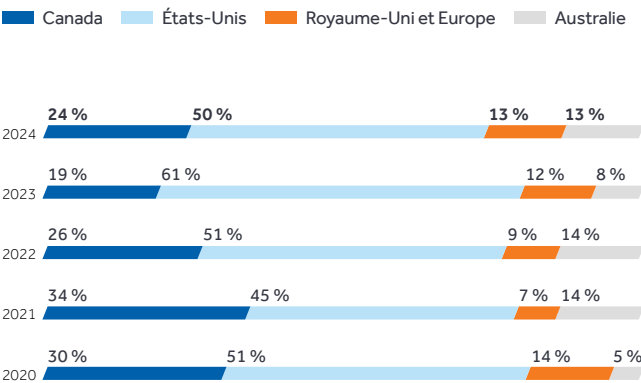
PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE PRISE FERME ET DE CONSULTATION PAR SECTEUR POUR L'EXERCICE 2024



Tout au long de cette période difficile, nous avons maintenu notre engagement à répondre aux besoins uniques des sociétés de croissance et des investisseurs en leur fournissant des services de consultation stratégiques et un accès au capital, et en aidant les clients à saisir les milliers de possibilités d'engagement qui s'offrent à eux.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX PAR RÉGION

(exercices clos les 31 mars)

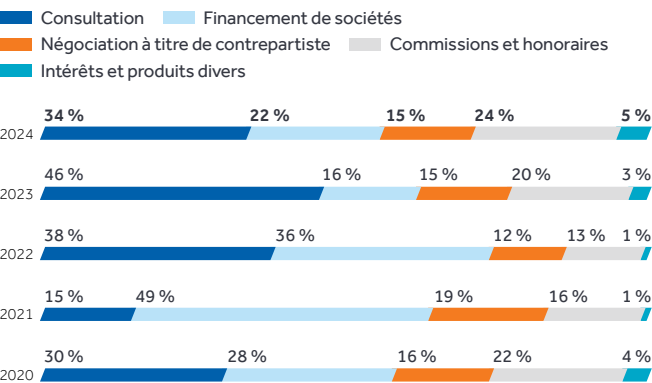


Si nos activités de consultation sont celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires de notre division des marchés des capitaux, le nombre de transactions annoncées et conclues dans l'ensemble du secteur a suivi une tendance à la baisse qui a contribué à une diminution notable de 37 % dans ce secteur par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel nous avons généré le deuxième plus haut niveau de produits tirés des activités de consultation jamais enregistré. Le secteur de la technologie est celui qui a été le plus actif à l'exercice 2024, et a représenté 56 % de nos activités de consultation à l'échelle mondiale, du fait principalement de nos activités aux États-Unis et au Canada. Dans nos activités en Australie, où nous ne comptons pas de groupe chargé des mandats de fusions et acquisitions, nous ciblons maintenant davantage les mandats de consultation, et recrutons des ressources qui seront spécifiquement affectées au soutien de ce groupe, dont ils viendront compléter les principales forces existantes.

Les nouvelles émissions sont demeurées en deçà des niveaux normaux tout au long de l'exercice, mais l'apport de ce secteur aux produits des activités ordinaires a augmenté de 18 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 150 millions \$. Le secteur des métaux et mines a encore été le plus dynamique et a représenté 49 % des produits tirés des activités de prise ferme de l'exercice 2024 en Australie, au Canada et au Royaume-Uni. Étant donné la demande de capital exceptionnellement forte dans nos secteurs cibles, nous avons vu d'un bon œil l'amélioration des niveaux d'activité au deuxième semestre de l'exercice, et nous nous attendons à ce que l'effervescence s'intensifie dans ce secteur à mesure que la confiance du marché s'améliore.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS SUR LES MARCHÉS DES CAPITAUX PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(exercices clos les 31 mars)



L'environnement dans lequel évolue notre secteur semble s'améliorer, et nous sommes impatients de voir se concrétiser les résultats d'un solide bassin de projets liés aux activités de financement de sociétés et de consultation. Quant au contexte de marché, l'inflation commence à reculer, et nous sommes d'avis que le cycle actuel de resserrement des taux tire à sa fin. Bien que des signes semblent indiquer un retour à la normale des activités de prise ferme à l'échelle du marché, les liquidités, la stabilité du marché et les niveaux d'évaluation dicteront la rapidité avec laquelle nous verrons ces activités revenir à leurs niveaux historiques. Nous sommes par ailleurs ravis d'observer une hausse de la propension des acheteurs à investir dans de nouvelles émissions de qualité supérieure. Cela dit, nous portons un regard réaliste sur le rythme de la reprise, sachant que le volume de transactions et la participation généralisée au marché tendent à s'améliorer sporadiquement avant de s'installer pour la durée d'un cycle.

Dans toutes les régions où nous sommes présents, grâce aux professionnels de talent ayant à cœur d'aider nos clients et de s'entraider, et ce, tant en contexte favorable qu'en contexte défavorable, Marchés des capitaux CG demeure très bien placée pour tirer parti des occasions et maintenir une position solide sur le marché, tout en générant une croissance rentable et en créant de la valeur pour nos actionnaires.

COMITÉ D'EXPLOITATION MONDIAL

Notre comité d'exploitation mondial est composé de nos dirigeants les plus chevronnés, représentant nos principaux secteurs d'activité et les principales régions où nous exerçons nos activités, et des responsables de la surveillance mondiale de nos fonctions finances, affaires juridiques et réglementation. Les membres du comité travaillent en étroite collaboration pour traiter les enjeux et les possibilités touchant la Société et veillent à ce que nous agissions toujours au mieux des intérêts de nos employés, de nos clients et de nos actionnaires.



Dan Daviau

Président et chef de la direction, Groupe Canaccord Genuity Inc.



Jeffrey Barlow

Chef de la direction, Canaccord Genuity LLC (É.-U.)



David Esfandi

Chef de la direction, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (R.-U. et Europe)



Marcus Freeman

Chef de la direction, Groupe Canaccord Genuity (Asie-Pacifique)



Fera Jeraj

Cheffe de la technologie



Don MacFayden

Vice-président à la direction et chef des finances



Jason Melbourne

Chef de Marchés des capitaux CG – Canada et chef mondial de la distribution



Jen Pardi

Cheffe mondiale des marchés des capitaux propres et cocheffe des valeurs mobilières aux États-Unis



Adrian Pelosi

Vice-président à la direction, chef de la gestion des risques et trésorier



Stuart Raftus

Chef de la direction, Corporation Canaccord Genuity (Canada)



Nick Russell

Chef de la direction, Marchés des capitaux, Canaccord Genuity Limited (R.-U. et Europe)



Andrew F. Viles

Vice-président à la direction et chef du contentieux

NOS BUREAUX À L'ÉCHELLE MONDIALE

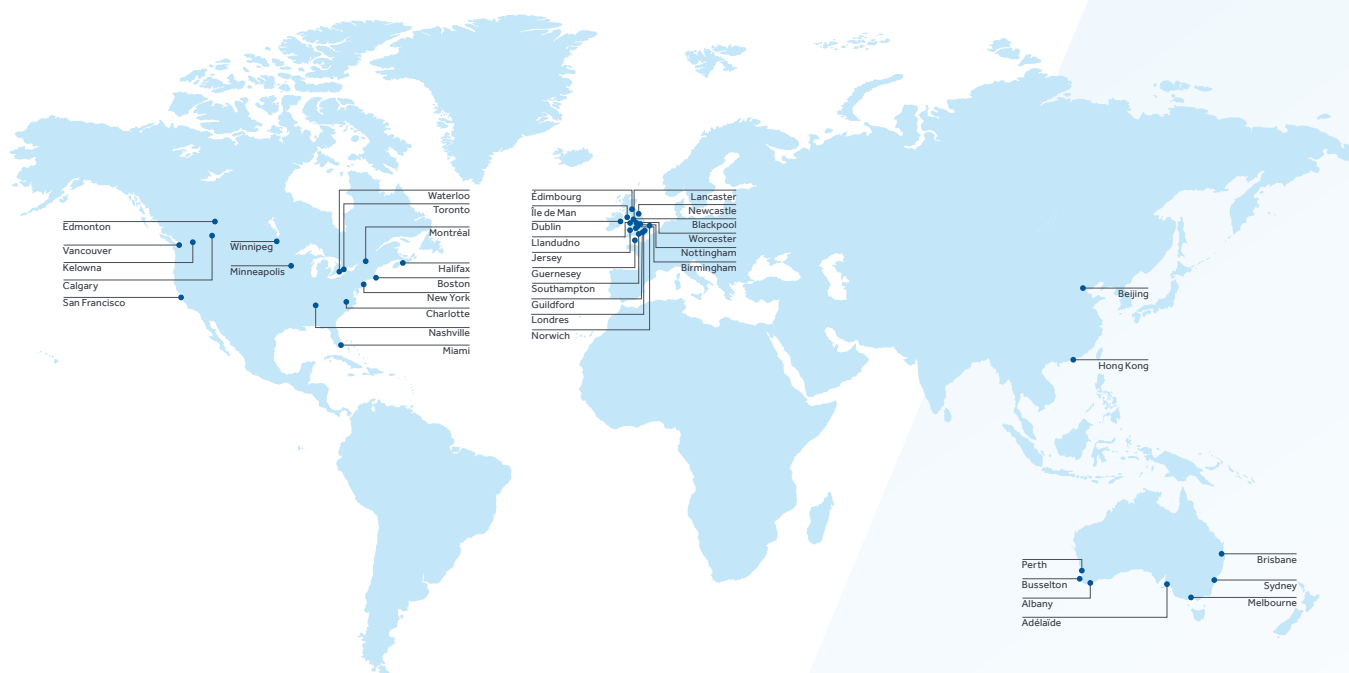


Table des matières

14	Rapport de gestion	51	Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation
18	Conjoncture du marché	54	Transactions avec des parties liées
22	Sommaire des faits saillants de la Société	55	Méthodes comptables critiques et estimations
24	Aperçu financier	60	Instruments financiers
31	Résultats par secteur d'activité – Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2024 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2023	60	Pilier 2
43	Informations financières trimestrielles pour le T4/24 et les sept trimestres précédents	61	Adoption de nouvelles normes et de normes révisées
45	Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants pour le T4/24 et les sept trimestres précédents	61	Normes publiées, mais non encore en vigueur
50	Arrangements hors bilan	61	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
50	Dette bancaire et autres facilités de crédit	61	Gestion des risques
50	Situation de trésorerie et sources de financement	66	Politique en matière de dividende
		66	Déclaration de dividende
		67	Renseignements supplémentaires
		72	États financiers consolidés

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; le moment ou l'exécution du financement des prêts d'achat (au sens donné à ce terme ci-après) aux participants qui souscrivent des parts de société en commandite de la société en commandite; le moment de l'apport en capital initial et de l'apport en capital supplémentaire (au sens donné à ces expressions ci-après) versés par les participants à la société en commandite, y compris l'obtention des approbations des organismes de réglementation requises pour l'apport en capital supplémentaire versé par les participants; le moment du remboursement du montant en capital du prêt (au sens donné à ce terme ci-après) consenti par la Société à la société en commandite; les changements au sein du conseil d'administration et dans les fonctions exercées par les administrateurs; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2025 », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché et des prix du pétrole; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; les conséquences des guerres en Ukraine et à Gaza et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale, notamment les répercussions sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque lié à la cybersécurité et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2025 » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Quatrième trimestre de l'exercice 2024 et exercice clos le 31 mars 2024 – ce document est daté du 5 juin 2024.

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2024 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La période de trois mois close le 31 mars 2024 est aussi désignée par les termes « quatrième trimestre de 2024 », « T4/24 » et « quatrième trimestre de l'exercice 2024 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » ou « CG » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés des exercices clos les 31 mars 2024 et 2023, à partir de la page 68 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés de notre compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure les éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements de la juste valeur applicables à certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, les charges de restructuration, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (« CGWM UK ») et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, certains frais pris en compte dans les frais de développement du secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée visant les actions ordinaires de la Société, la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles au titre des activités sur les marchés des capitaux au Canada, les coûts liés au rachat de débentures convertibles au cours de l'exercice 2022, les coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des débentures convertibles et certaines charges liées à des locaux loués en construction; iii) des charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et ajustées, le cas échéant, aux fins du calcul selon la méthode du rachat d'actions lorsque l'effet est dilutif; viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants,

qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les éléments importants au cours des périodes précédentes pour calculer les charges, le résultat net avant impôt, le résultat net et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, tous compte non tenu des éléments importants, comprennent la dépréciation du goodwill et des autres actifs, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation des profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, les frais de restructuration, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018 et la perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables au cours de l'exercice 2022; et ix) le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants et compte non tenu également de certains produits d'intérêts, charges d'intérêts et amortissements du siège social.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés de l'exercice 2024 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2024 et de l'exercice 2024 » à la page 25.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par les présentes, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des intérêts, des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage, des services de consultation et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (« TSX »). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage, de services de consultation et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions

et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. Nous nous sommes engagés à fournir des services axés sur la valeur à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. Les territoires de Guernesey, de Jersey et de l'île de Man sont désignés sous l'appellation de « dépendances de la Couronne ». Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne sont collectivement désignées sous le nom de « CGWM UK ».

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité, de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

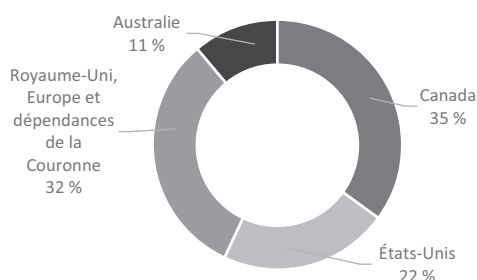
Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires pour ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

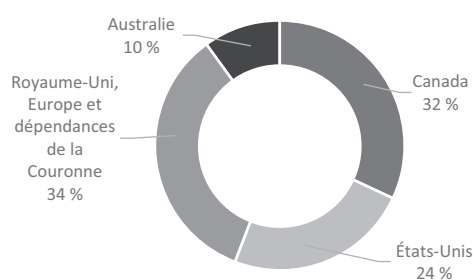
La Société est diversifiée sur le plan de la couverture sectorielle et de la présence géographique. Afin d'accroître ses produits des activités ordinaires récurrents et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a continué d'investir pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans ses secteurs cibles.

Les tableaux ci-après font état des produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région au cours du T4/24 et de l'exercice clos le 31 mars 2024 :

Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Quatrième trimestre de l'exercice 2024



Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région
Exercice clos le 31 mars 2024

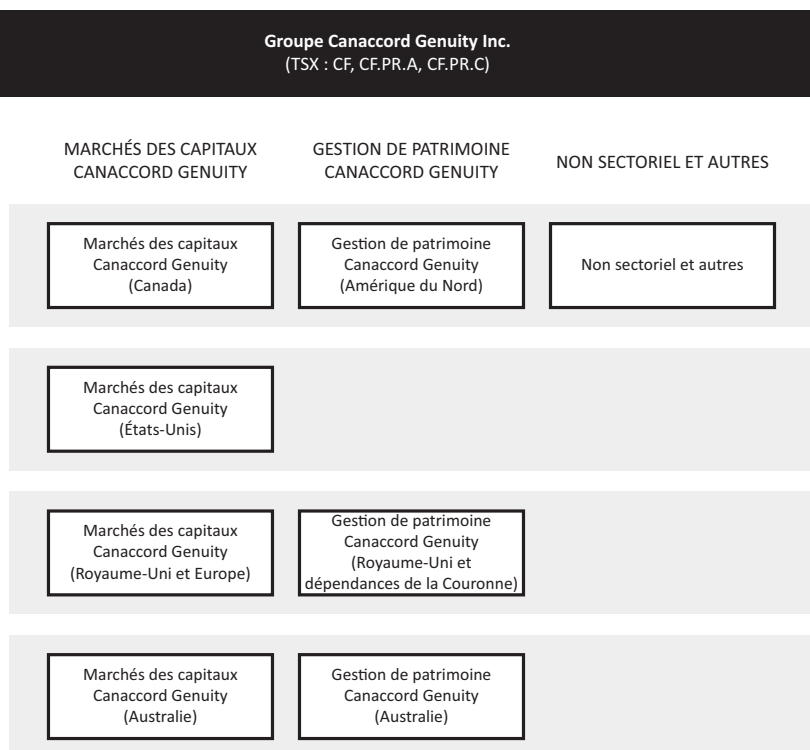


À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme, des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans un paysage financier dynamique.

Les activités sur les marchés des capitaux de la Société sont principalement axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), technologie, métaux et mines, produits de consommation et de détail, et autres. La couverture de ces secteurs englobe le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de

consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche. La valeur des actifs pour le compte des clients attribuables aux activités de gestion de patrimoine de la Société peut être influencée par les variations de la valeur de marché au cours des périodes de présentation de l'information financière.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les principales entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)
Jitneytrade Inc.
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)
Groupe Canaccord Genuity Inc.
Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC
CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)

Canaccord Genuity Wealth Limited
CG Wealth Planning Ltd.
Canaccord Genuity Financial Planning Limited
Canaccord Genuity Asset Management Limited (auparavant « Hargreave Hale Limited »)
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited

1) Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est une ressource partagée pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté deux séries d'actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, une filiale de la Société qui est également la société mère de toutes les sociétés en exploitation incluses dans CGWM UK. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited. Les conditions relatives aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles sont présentées à la note 8 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

La Société détient une participation de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont respectivement pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et le secteur Non sectoriel et autres. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 et les résultats d'exploitation de CG Sawaya, LLC (« Sawaya ») depuis la date de clôture du 31 mars 2021 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. CGWM UK comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (« McCarthy Taylor ») (renommée « CG McCarthy Limited »), dont les activités ont été par la suite transférées à CG Wealth Planning Limited, depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (« Thomas Miller ») (renommée « CG Wealth Planning Limited ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) depuis la date de clôture du 1^{er} octobre 2021 et les résultats d'exploitation de Punter Southall Wealth Limited (« PSW »), dont les activités ont été par la suite transférées à Canaccord Genuity Wealth Limited et à CG Wealth Planning Limited, depuis la date de clôture du 31 mai 2022. Les résultats d'exploitation de Results International Group LLP (« Results ») depuis la date de clôture du 17 août 2022 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe, et les activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer Global Investments Canada Limited, désignée sous le nom de « Mercer », sont prises en compte dans les résultats d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 29 mai 2023.

Conjoncture du marché

Contexte économique

Au cours du quatrième trimestre, les indices S&P 500 (+10,6 % d'un trimestre à l'autre et +29,9 % d'un exercice à l'autre), S&P/TSX (+6,6 % et +14,0 %) et des actions de sociétés mondiales (+8,3 % et +23,8 %) ont tous affiché de solides rendements positifs.

Après plusieurs trimestres marqués par de piètres résultats, l'activité manufacturière et le commerce international ont montré des signes d'amélioration au cours du trimestre. Étant donné la vigueur des prix des produits de base et les prévisions concernant une reprise de l'inflation aux États-Unis, les marchés ont commencé à réduire leurs attentes quant à une réduction prochaine des taux par la Réserve fédérale des États-Unis (« Réserve fédérale »), et les bons du Trésor américain affichaient un recul respectivement de 1,7 % et 2,3 % à la fin du quatrième trimestre et de l'exercice 2024 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Au Canada, les progrès réalisés à l'égard de l'inflation de base, conjugués au ralentissement de la croissance de l'économie et de l'emploi, donnent à penser que la Banque du Canada pourrait finalement réduire son taux directeur avant la Réserve fédérale. Des conditions similaires en Europe laissent également supposer que la Banque centrale européenne pourrait annoncer une réduction préventive des taux. De manière générale, hors des États-Unis, un cycle d'assouplissement monétaire est attendu au cours du présent exercice.

Financement de sociétés et consultation

Les taux d'intérêt élevés et les tensions géopolitiques persistantes ont continué de peser sur les activités de mobilisation de capitaux au cours du trimestre considéré; toutefois, les données indiquent que les fonds obtenus dans le cadre de ces activités à l'échelle mondiale ont augmenté de 16 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Après être tombée à son niveau le plus bas en six ans au cours de l'année civile 2023, l'activité mondiale sur le marché des PAPE s'est légèrement améliorée au quatrième trimestre de l'exercice, bien que la confiance demeure globalement assombrie par les tensions géopolitiques et l'incertitude liée aux taux d'intérêt. Les annonces de fusions et acquisitions à l'échelle mondiale demeurent à un niveau réduit même si une légère hausse des transactions a été observée dans l'extrémité supérieure de la fourchette. Bien que

ces facteurs aient entraîné une baisse du niveau d'activité dans nos secteurs cibles du marché intermédiaire, la modeste reprise de l'activité est le signe que les entreprises sont davantage convaincues que la conjoncture de marché est plus favorable aux activités de fusion et acquisition.

	T4/23		T1/24		T2/24		T3/24		T4/24		
Valeur de l'indice à la fin du trimestre	31 mars 2023	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 sept. 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 déc. 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2024	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	274,4	-12,0 %	280,7	5,2 %	278,2	14,6 %	298,0	12,8 %	294,0	7,2 %	-1,4 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	221,0	-13,3 %	221,1	-1,1 %	213,5	8,4 %	229,6	7,4 %	235,0	6,3 %	2,3 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent connaître une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. La réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

Le volume des actions négociées à la TSX et à la Bourse de croissance TSX au cours du trimestre considéré a reculé respectivement de 16,4 % et 9,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Nous demeurons d'avis qu'il faudra probablement plusieurs trimestres marqués par un rendement supérieur dans nos principaux secteurs d'expertise, particulièrement ceux des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation, pour que les volumes de négociation s'améliorent de manière notable.

	T4/23		T1/24		T2/24		T3/24		T4/24		Exercice 2024
Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice	31 mars 2023	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 sept. 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 déc. 2023	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2024	(D'un trimestre à l'autre)	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1856,9	-9,7 %	1797,8	-3,2 %	1892,3	3,2 %	1810,0	0,9 %	2013,6	8,4 %	11,2 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2555,4	-4,3 %	2492,7	0,7 %	2624,6	8,5 %	2545,2	4,9 %	2837,4	11,0 %	11,5 %
FTSE 100	7755,5	4,2 %	7692,6	3,5 %	7508,6	2,9 %	7511,4	3,2 %	7671,9	-1,1 %	2,1 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1239,3	-5,7 %	1229,9	1,1 %	1209,4	6,4 %	1191,0	5,8 %	1271,8	2,6 %	6,8 %
S&P/TSX	20184,0	-5,3 %	20187,7	-1,8 %	20156,3	4,3 %	19896,7	2,0 %	21309,3	5,6 %	7,1 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine mondiale

Le rendement positif des principaux indices boursiers a plus que compensé les pertes attribuables aux obligations du Trésor au cours du trimestre considéré, ce qui a fait augmenter la valeur des actifs pour le compte des clients, tant sur une base séquentielle qu'annuelle.

	T4/23	T1/24	T2/24	T3/24	T4/24	Exercice 2024
Rendement total (hors monnaies étrangères)	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un exercice à l'autre)
S&P 500	7,5 %	8,7 %	-3,3 %	11,7 %	10,6 %	29,9 %
S&P/TSX	4,6 %	1,1 %	-2,2 %	8,1 %	6,6 %	14,0 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	3,8 %	1,8 %	-1,3 %	5,6 %	4,6 %	11,1 %
MSCI MONDE	7,4 %	6,3 %	-3,3 %	11,1 %	8,3 %	23,8 %
INDICE S&P GS COMMODITY	-4,9 %	-2,7 %	16,0 %	-10,7 %	10,4 %	11,1 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	4,3 %	-1,9 %	-5,1 %	6,8 %	-1,7 %	-2,3 %
\$ CA/\$ US	0,3 %	2,1 %	-2,5 %	2,5 %	-2,2 %	-0,2 %
\$ CA/€	-1,0 %	1,4 %	0,6 %	-1,8 %	0,0 %	0,2 %

Source : Refinitiv Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Perspectives pour l'exercice 2025

L'amélioration de la performance économique en Asie et dans l'ensemble des marchés émergents confirme un début de reprise de l'activité industrielle et des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Les paramètres fondamentaux de plusieurs produits de base demeurent solides en raison de la croissance résiliente de la demande, exacerbée par les conditions d'approvisionnement serrées. Cela étant dit, les indicateurs économiques récents laissent entrevoir un ralentissement de la croissance aux États-Unis, lequel touchera davantage le secteur des services. Ce ralentissement cadre avec la détérioration de nombreux indicateurs du marché du travail. Ailleurs, les progrès réalisés au chapitre de l'inflation, combinés à la faiblesse de la croissance au Canada et en Europe, donnent à penser que la Banque du Canada et la Banque centrale européenne pourraient réduire leurs taux avant la Réserve fédérale. Dans une optique à plus long terme, nous prévoyons que les marchés attendront d'avoir plus de certitude quant au recul de l'inflation aux États-Unis à un niveau assez bas pour que la Réserve fédérale puisse réduire les taux rapidement en cas de détérioration marquée de la croissance économique.

À court terme, la vigueur des prix des produits de base et la balance commerciale positive devraient soutenir le dollar canadien, et nous croyons que plusieurs facteurs fondamentaux améliorent les perspectives des composantes procycliques de l'indice S&P/TSX ainsi que celles des marchés boursiers mondiaux (hors États-Unis). Pour ce qui est des États-Unis, nous sommes d'avis que la trésorerie et les obligations sont en voie de devenir des solutions de rechange concurrentielles alors que les rendements de l'indice S&P 500 sont inférieurs à 5 %.

Pour l'avenir, les données suggèrent que le creux des nouvelles émissions, des émissions de titres de créance de sociétés et des transactions de fusions et acquisitions pourrait être chose du passé, à moins qu'un choc inattendu ne touche les résultats, les taux d'intérêt et les conditions financières. Enfin, les activités de négociation devraient s'améliorer, et nous prévoyons que l'appétence pour le risque augmentera à l'égard des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation en raison de la reprise de l'activité manufacturière mondiale et de la remontée des prix des produits de base.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité ».

Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2024

	Trimestres clos les							
	31 mars 2024				31 mars 2023			
	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total
Produits des activités ordinaires – ajustés ²	200 078 \$	202 850 \$	6 350 \$	409 278 \$	197 109 \$	226 140 \$	7 140 \$	430 389 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants – ajusté ²	33 999	3 309	1 765	39 073	36 874	(5 491)	(15 049)	16 334
Résultat dilué par action – ajusté ²	0,14 \$	0,01 \$	— \$	0,15 \$	0,16 \$	(0,09) \$	— \$	0,07 \$

1) Les pertes du secteur Non sectoriel et autres sont attribuées aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires ainsi que d'autres facteurs et hypothèses aux fins de la présentation du résultat par action ordinaire après dilution sur une base ajustée et par division.

2) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

	Exercices clos les							
	31 mars 2024				31 mars 2023			
	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total
Produits des activités ordinaires – ajustés ²	773 371 \$	683 196 \$	23 165 \$	1 479 732 \$	708 304 \$	792 853 \$	22 191 \$	1 523 348 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants – ajusté ²	140 484	6 018	(13 342)	133 160	125 725	30 784	(30 637)	125 872
Résultat dilué par action – ajusté ²	0,57 \$	(0,17) \$	— \$	0,40 \$	0,60 \$	(0,01) \$	— \$	0,59 \$

1) Les pertes du secteur Non sectoriel et autres sont attribuées aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires ainsi que d'autres facteurs et hypothèses aux fins de la présentation du résultat par action ordinaire après dilution sur une base ajustée et par division.

2) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 200,1 millions \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 773,4 millions \$ pour l'exercice 2024, soit des hausses respectivement de 1,5 % et 9,2 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des produits d'intérêts, attribuable au contexte de hausse des taux d'intérêt, a été le principal facteur responsable de la progression des produits des activités ordinaires pour le trimestre et l'exercice, alors que les produits tirés des commissions et des honoraires ont été généralement conformes à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a dégagé un résultat net avant impôt de 34,0 millions \$¹ pour le quatrième trimestre et de 140,5 millions \$¹ pour l'exercice complet, soit respectivement une baisse de 7,8 % et une hausse de 11,7 %.

- Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 77,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 6,7 millions \$ au T4/24. Pour l'exercice 2024, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 298,0 millions \$ et, après les imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 35,7 millions \$, en baisse de 9,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 105,5 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 26,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2024, soit une augmentation de 0,9 % d'un exercice à l'autre. Pour l'exercice 2024, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 411,5 millions \$, en hausse de 19,7 % d'un exercice à l'autre, et un résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, de 101,5 millions \$, en hausse de 17,9 %.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 17,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 0,7 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2024¹. Pour l'exercice 2024, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 63,9 millions \$ et un résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, de 3,2 millions \$.

Les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se chiffraient à 103,9 milliards \$ au 31 mars 2024, ce qui représente une augmentation de 7,7 milliards \$, ou 8,0 %, par rapport à 96,2 milliards \$² au 31 mars 2023. Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation au 31 mars 2024 s'établissaient comme suit :

- 38,4 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 2,7 milliards \$, ou 7,6 %, par rapport à ceux au 31 mars 2023²;
- 59,1 milliards \$ (34,6 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, soit une augmentation de 4,0 milliards \$ ou 7,2 %, par rapport à 55,1 milliards \$ (33,0 milliards £) à la fin du quatrième trimestre de l'exercice précédent²;
- 6,4 milliards \$ en Australie, détenus dans la plateforme de gestion des placements de la Société, en hausse de 1,0 milliard \$, ou 18,4 %, par rapport à ceux au 31 mars 2023².

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 202,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice considéré et de 683,2 millions \$ à l'exercice 2024, soit des baisses respectivement de 10,3 % et 13,8 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses reflètent principalement le recul des produits tirés des services de consultation dans nos secteurs cibles comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Par rapport à l'exercice précédent, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont affiché une progression pour les périodes de trois mois et douze mois. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 3,3 millions \$¹ pour le quatrième trimestre et de 6,0 millions \$¹ pour l'exercice complet.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a agi comme chef de file ou cochef de file dans le cadre de 204 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 6,4 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2024.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé, y compris à titre de chef de file et de cochef de file, à 297 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 17,1 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2024.

¹) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

²) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Commissions et honoraires	21,3 %	19,4 %	1,9 p. p.	23,6 %	19,7 %	3,9 p. p.
Financement de sociétés	24,3 %	18,1 %	6,2 p. p.	21,9 %	16,0 %	5,9 p. p.
Honoraires de consultation	34,0 %	45,9 %	(11,9) p. p.	33,6 %	45,7 %	(12,1) p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	15,7 %	11,8 %	3,9 p. p.	15,4 %	14,7 %	0,7 p. p.
Intérêts	4,0 %	4,5 %	(0,5) p. p.	4,7 %	3,2 %	1,5 p. p.
Divers	0,7 %	0,3 %	0,4 p. p.	0,8 %	0,7 %	0,1 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité » à la page 31.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 9 janvier 2023, la société 1373313 B.C. Ltd (l'« initiateur »), agissant en son propre nom et au nom d'un groupe dirigé par la direction qui réunit le président et chef de la direction de la Société ainsi que certains membres de la direction et employés de la Société et de ses filiales (collectivement, le « groupe d'employés de CG », et conjointement avec l'initiateur, les « initiateurs »), a annoncé son intention de lancer une offre publique d'achat visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Société (l'« offre publique d'achat »). Le 27 février 2023, une circulaire identifiant les membres du groupe d'employés de CG a été déposée sur SEDAR+ relativement à l'offre publique d'achat. Le 13 juin 2023, certaines conditions importantes de l'offre publique d'achat, dont celles liées à l'obtention des approbations réglementaires requises, n'étaient pas raisonnablement susceptibles d'être satisfaites au moment de l'expiration de l'offre publique d'achat, et les initiateurs ont décidé de ne pas prolonger l'offre publique d'achat. Par conséquent, aucune action ordinaire n'a été acquise dans le cadre de l'offre publique d'achat, et celle-ci a été résiliée.

Le 13 juin 2023, la Société a conclu un accord moratoire. Entre autres modalités, l'accord moratoire prévoit le maintien du statu quo pendant deux ans ainsi que l'engagement en matière d'intention de vote de certains membres du groupe d'employés de CG en faveur des candidats aux postes d'administrateurs ayant reçu l'approbation du conseil d'administration, le remboursement de certains frais raisonnables engagés par le groupe d'employés de CG (sous réserve d'une récupération dans certaines circonstances) et, le cas échéant, le maintien en fonction d'un comité spécial indépendant chargé d'examiner d'autres possibilités de transactions qui pourraient s'offrir à la Société pour accroître la valeur.

Au cours du T1/24, la Société a apporté les changements suivants au sein de la haute direction de ses activités en Amérique du Nord : Stuart Raftus a été nommé chef de la direction de Corporation Canaccord Genuity assumant la responsabilité de la surveillance des activités de courtage au Canada. Il continue de diriger Gestion de patrimoine CG au Canada, comme il le fait depuis 2014. Jason Melbourne a été promu chef des activités sur les marchés des capitaux au Canada et demeurera chef mondial de la distribution. Jeff Barlow est devenu chef de la direction de Canaccord Genuity LLC (États-Unis), un changement de titre qui reflète l'importance accrue, pour nos activités à l'échelle mondiale, de ces activités aux États-Unis dont il est le président depuis 2015.

Le 17 août 2023, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2023 au 20 août 2024, jusqu'à 4 985 290 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée ou annulée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Au cours du troisième trimestre, Rod Phillips, un administrateur de la Société, a conclu avec Corporation Canaccord Genuity une convention de consultation visant la prestation de services au groupe du financement de sociétés de la Société au Canada. Dans le cadre de la convention, M. Phillips siègera au conseil d'administration de Corporation Canaccord Genuity en tant que vice-président du conseil. Il demeurera également administrateur de la Société, mais n'est plus membre d'aucun comité du conseil. M. Phillips ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat d'administrateur de la Société à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires, le 9 août 2024.

Le 18 mars 2024, la Société a annoncé la conclusion d'un placement privé sans courtier (« placement privé ») de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (« débentures convertibles ») auprès de deux investisseurs institutionnels, pour un produit brut de 110 000 000 \$. Les débentures convertibles portent intérêt à un taux de 7,75 % par année payable semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 30 juin 2024. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 9,68 \$ par action

ordinaire, sous réserve de certaines limites quant au nombre d'actions pouvant être détenues, ainsi que des dispositions antidilution habituelles et d'un ajustement dans le cas où la Société verse un dividende supérieur au dividende versé dans le cours normal des activités. Les débentures convertibles viendront à échéance le 15 mars 2029 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027. En cas de rachat par la Société dans certaines circonstances, la Société versera aux porteurs un montant en trésorerie correspondant à l'excédent de la valeur de conversion par rapport à la limite quant au nombre d'actions pouvant être détenues à ce moment. La conversion des débentures convertibles ne peut faire en sorte qu'un porteur détienne plus de 9,9 % des actions émises et en circulation de la Société à la suite de la conversion, à moins d'avoir obtenu l'approbation des organismes de réglementation.

La Société a utilisé une tranche d'environ 80 millions \$ du produit du placement privé pour consentir un prêt garanti portant intérêt (« prêt ») à une société en commandite qui sera la propriété de certains employés de la Société (« société en commandite »). La société en commandite constituera un instrument de propriété à long terme pour les cadres supérieurs de la Société et, par conséquent, la société en commandite a utilisé le produit du prêt pour acquérir environ 9,9 millions d'actions ordinaires en circulation de la Société (ce qui représente 9,7 % des actions émises et en circulation de la Société) dans le cadre d'une transaction privée qui a été conclue au même moment que le placement privé. Le reliquat du produit du placement privé a été affecté à certaines priorités actuelles en matière de croissance à l'échelle de l'entreprise.

Il est attendu que certains membres de la haute direction et cadres générateurs de revenus (appelés aux présentes les participants) concluront des conventions de prêt (« prêts-achats ») avec des filiales de la Société (collectivement, « Groupe CG ») et des conventions de souscription avec la société en commandite en vue de souscrire pour environ 80 millions \$ de parts de société en commandite (« parts de SEC ») de la société en commandite. Un montant total de 80 millions \$ devrait être prêté par Groupe CG aux participants aux termes des prêts-achats avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2025. Les prêts-achats portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC acquises avec le produit tiré des prêts-achats. La société en commandite utilisera le produit tiré de la souscription des parts de SEC pour rembourser le montant en capital impayé à la Société aux termes des prêts-achats.

Après la fin du quatrième trimestre de l'exercice considéré, soit le 8 avril 2024, la Société a annoncé avoir conclu l'acquisition d'Intelligent Capital, une société de planification financière établie à Glasgow, en Écosse, par l'intermédiaire de sa division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni (« CGWM UK »).

Après la clôture du quatrième trimestre de l'exercice, soit le 5 juin 2024, la Société a présenté la nouvelle liste de candidats à l'élection à titre d'administrateur de la Société dans le cadre de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se déroulera le 9 août 2024 (« assemblée générale annuelle »), à savoir Dan Daviau, Michael Auerbach, Shannon Eusey, Terry Lyons et Cindy Tripp. L'actuel président du conseil d'administration, David Kassie, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat à la prochaine assemblée générale annuelle et il recevra le titre de président émérite. Amy Freedman, Jo-Anne O'Connor et Rod Phillips, qui siègent actuellement au conseil d'administration, quitteront leurs fonctions pour se consacrer à d'autres projets et ne solliciteront pas le renouvellement de leur mandat d'administrateur à l'assemblée générale annuelle. Après l'assemblée générale annuelle, Dan Daviau deviendra président et chef de la direction et président du conseil d'administration, et Michael Auerbach sera l'administrateur principal indépendant.

Après la clôture du quatrième trimestre de l'exercice, soit le 31 mai 2024, la Société a annoncé avoir conclu une convention d'achat d'actions visant l'acquisition de Cantab Asset Management Ltd., par l'intermédiaire de sa division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. L'acquisition devrait être réalisée au cours du trimestre prenant fin le 30 septembre 2024.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2024 ET DE L'EXERCICE 2024^{1, 2, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 31 mars			T4/24 par rapport au T4/23	Exercices clos les 31 mars			Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023	2022		2024	2023	2022	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	201 229 \$	196 774 \$	196 976 \$	2,3 %	755 193 \$	749 114 \$	761 843 \$	0,8 %
Financement de sociétés	55 786	50 962	108 801	9,5 %	174 694	160 944	561 725	8,5 %
Honoraires de consultation	69 005	104 649	122 353	(34,1) %	230 530	364 554	493 057	(36,8) %
Négociation à titre de contrepartiste	31 962	26 921	41 960	18,7 %	105 158	117 238	158 978	(10,3) %
Intérêts	49 322	45 949	10 264	7,3 %	197 809	115 245	36 028	71,6 %
Divers	1 744	5 134	19 439	(66,0) %	15 421	3 302	34 371	n. p.
Total des produits des activités ordinaires	409 048	430 389	499 793	(5,0) %	1 478 805	1 510 397	2 046 002	(2,1) %
Charges								
Charge de rémunération	249 966	276 066	294 695	(9,5) %	858 652	936 872	1 248 184	(8,3) %
Autres charges indirectes ³	131 695	151 535	108 024	(13,1) %	536 767	500 578	395 709	7,2 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	515	—	—	7 403	9 197	(100,0) %
Frais de restructuration	—	—	—	—	18 147	—	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	11 629	—	(100,0) %	13 250	11 629	8 519	13,9 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151)	(14 278)	—	35,9 %	(27 325)	(14 278)	—	(91,4) %
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	—	n. p.	4 421	—	—	n. p.
Coûts liés au rachat des débentures convertibles	—	—	—	—	—	—	5 932	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	17 756	—	—	—	17 756	102 571	—	(82,7) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	10	11	(100,0) %	70	55	192	27,3 %
Total des charges	394 687	424 962	403 245	(7,1) %	1 421 738	1 544 830	1 667 733	(8,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat	14 361	5 427	96 548	164,6 %	57 067	(34 433)	378 269	265,7 %
Résultat net	7 912 \$	3 763 \$	68 995 \$	110,3 %	29 782 \$	(54 742) \$	270 565 \$	154,4 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	(3 696) \$	(4 326) \$	58 657 \$	14,6 %	(13 163) \$	(90 104) \$	246 314 \$	85,4 %
Participations ne donnant pas le contrôle	11 608 \$	8 089 \$	10 338 \$	43,5 %	42 945 \$	35 362 \$	24 251 \$	21,4 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 391 \$	—	11 408 \$	10 948 \$	9 484 \$	4,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(6 548) \$	(7 178) \$	56 266 \$	8,8 %	(24 571) \$	(101 052) \$	236 830 \$	75,7 %
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,07) \$	(0,08) \$	0,53 \$	12,5 %	(0,27) \$	(1,16) \$	2,16 \$	76,7 %
Dividendes par action ordinaire	0,085 \$	0,085 \$	0,085 \$	—	0,34 \$	0,34 \$	0,32 \$	—
Total de l'actif	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	(2,7) %				
Total du passif	4 772 354 \$	4 903 763 \$	5 833 476 \$	(2,7) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466 \$	343 998 \$	238 700 \$	6,0 %				
Total des capitaux propres	995 645 \$	1 054 639 \$	1 178 069 \$	(5,6) %				
Nombre d'employés	2 798	2 829	2 587	(1,1) %				
Compte non tenu des éléments importants⁵								
Total des produits des activités ordinaires	409 278 \$	430 389 \$	490 793 \$	(4,9) %	1 479 732 \$	1 523 348 \$	2 040 602 \$	(2,9) %
Total des charges	370 205 \$	414 055 \$	396 268 \$	(10,6) %	1 346 572 \$	1 397 476 \$	1 623 036 \$	(3,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat	39 073 \$	16 334 \$	94 525 \$	139,2 %	133 160 \$	125 872 \$	417 566 \$	5,8 %
Résultat net ⁴	30 779 \$	17 428 \$	66 822 \$	76,6 %	94 233 \$	100 986 \$	305 827 \$	(6,7) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	20 249 \$	9 645 \$	57 069 \$	109,9 %	56 830 \$	71 260 \$	284 069 \$	(20,2) %
Participations ne donnant pas le contrôle	10 530 \$	7 783 \$	9 753 \$	35,3 %	37 403 \$	29 726 \$	21 758 \$	25,8 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 391 \$	—	11 408 \$	10 948 \$	9 484 \$	4,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	17 397 \$	6 793 \$	54 678 \$	156,1 %	45 422 \$	60 312 \$	274 585 \$	(24,7) %
Résultat par action ordinaire après dilution ⁴	0,15 \$	0,07 \$	0,52 \$	114,3 %	0,40 \$	0,59 \$	2,51 \$	(32,2) %

- Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
 - Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 (32,7 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).
 - Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.
 - Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.
 - Les données comprennent les résultats d'exploitation de Results depuis le 17 août 2022 et les résultats d'exploitation de PSW depuis le 31 mai 2022.
- n. p. : non pertinent

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹ DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2024 ET DE L'EXERCICE 2024

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires						
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	409 048 \$	430 389 \$	(5,0) %	1 478 805 \$	1 510 397 \$	(2,1) %
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres						
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	230 \$	—	n. p.	927 \$	12 951 \$	(92,8) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	409 278 \$	430 389 \$	(4,9) %	1 479 732 \$	1 523 348 \$	(2,9) %
Charges						
Charges selon les IFRS	394 687 \$	424 962 \$	(7,1) %	1 421 738 \$	1 544 830 \$	(8,0) %
Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Amortissement des immobilisations incorporelles	218 \$	214 \$	1,9 %	1 163 \$	4 656 \$	(75,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	200 \$	648 \$	(69,1) %	1 667 \$	1 975 \$	(15,6) %
Frais de restructuration	—	—	—	12 673 \$	—	n. p.
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	1 975 \$	—	n. p.	1 975 \$	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	1 477 \$	(100,0) %
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	17 756 \$	—	n. p.	17 756 \$	102 571 \$	(82,7) %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151) \$	(14 278) \$	35,9 %	(27 325) \$	(14 278) \$	(91,4) %
Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 754 \$	6 314 \$	(8,9) %	22 827 \$	22 400 \$	1,9 %
Frais de restructuration	—	—	—	810 \$	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	5 926 \$	(100,0) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	948 \$	1 477 \$	(35,8) %	3 886 \$	3 977 \$	(2,3) %
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres						
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	11 629 \$	(100,0) %	13 250 \$	11 629 \$	13,9 %
Frais de restructuration	—	—	—	4 664 \$	—	n. p.
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	2 361 \$	—	n. p.	2 361 \$	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé	4 421 \$	—	n. p.	4 421 \$	—	n. p.
Frais de développement	—	4 903 \$	(100,0) %	15 038 \$	7 021 \$	114,2 %
Total des éléments importants ¹	24 482 \$	10 907 \$	124,5 %	75 166 \$	147 354 \$	(49,0) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants ¹	370 205 \$	414 055 \$	(10,6) %	1 346 572 \$	1 397 476 \$	(3,6) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ¹	39 073 \$	16 334 \$	139,2 %	133 160 \$	125 872 \$	5,8 %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté ¹	8 294 \$	(1 094) \$	n. p.	38 927 \$	24 886 \$	56,4 %
Résultat net – ajusté ¹	30 779 \$	17 428 \$	76,6 %	94 233 \$	100 986 \$	(6,7) %
Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ²						
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	11 608 \$	8 089 \$	43,5 %	42 945 \$	35 362 \$	21,4 %
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	1 078 \$	306 \$	252,3 %	5 542 \$	5 636 \$	(1,7) %
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) ¹	10 530 \$	7 783 \$	35,3 %	37 403 \$	29 726 \$	25,8 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	—	11 408 \$	10 948 \$	4,2 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	17 397 \$	6 793 \$	156,1 %	45 422 \$	60 312 \$	(24,7) %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,20 \$	0,10 \$	100,0 %	0,53 \$	0,72 \$	(26,4) %
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,15 \$	0,07 \$	114,3 %	0,40 \$	0,59 \$	(32,2) %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
n. p. : non pertinent

Incidence des actions privilégiées convertibles sur le résultat par action ordinaire

Le résultat par action ordinaire après dilution (« RPA après dilution ») et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires sont calculés selon la méthode du rachat d'actions en tenant compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises par Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited sont prises en compte dans le calcul de ces mesures en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul de ces mesures selon les IFRS, mais dilutif aux fins du calcul compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le RPA après dilution et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS du T4/24 et de l'exercice 2024 sont calculés en fonction du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes courus et versés sur les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises par CGWM UK. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ et le RPA après dilution compte non tenu des éléments importants¹ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 reflètent la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat net de CGWM UK compte non tenu des éléments importants¹, après conversion.

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période considérée. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity qui suit.

Régions géographiques

Au cours du T1 de l'exercice 2024, la Société s'est retirée de ses activités à Dubaï. Au cours des périodes antérieures, nos activités à Dubaï étaient incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein des activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées.

Goodwill

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

En raison de la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de consultation, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi des pertes pour l'exercice 2024. Compte tenu de ces pertes et de la faiblesse persistante de nos secteurs cibles au Royaume-Uni, conjuguée à un contexte difficile, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Royaume-Uni dépassait sa juste valeur au 31 mars 2024. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 17,8 millions \$ au titre du goodwill pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

À partir des estimations de la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle et aux taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie ou le goodwill affecté à l'unité d'exploitation de la division Marchés des capitaux aux États-Unis n'avait pas subi de perte de valeur.

Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2024 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des unités d'exploitation applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2024 ET EXERCICE 2024 COMPARATIVEMENT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2023 ET À L'EXERCICE 2023

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités principales : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Commissions et honoraires	201 229 \$	196 774 \$	2,3 %	755 193 \$	749 114 \$	0,8 %
Financement de sociétés	55 786	50 962	9,5 %	174 694	160 944	8,5 %
Honoraires de consultation	69 005	104 649	(34,1) %	230 530	364 554	(36,8) %
Négociation à titre de contrepartiste	31 962	26 921	18,7 %	105 158	117 238	(10,3) %
Intérêts	49 322	45 949	7,3 %	197 809	115 245	71,6 %
Divers	1 744	5 134	(66,0) %	15 421	3 302	n. p.
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	409 048 \$	430 389 \$	(5,0) %	1 478 805 \$	1 510 397 \$	(2,1) %

n. p. : non pertinent

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Pour les trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Commissions et honoraires	49,2 %	45,7 %	3,5 p. p.	51,1 %	49,6 %	1,5 p. p.
Financement de sociétés	13,6 %	11,8 %	1,8 p. p.	11,8 %	10,7 %	1,1 p. p.
Honoraires de consultation	16,9 %	24,3 %	(7,4) p. p.	15,6 %	24,1 %	(8,5) p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	7,8 %	6,3 %	1,5 p. p.	7,1 %	7,8 %	(0,7) p. p.
Intérêts	12,1 %	10,7 %	1,4 p. p.	13,4 %	7,6 %	5,8 p. p.
Divers	0,4 %	1,2 %	(0,8) p. p.	1,0 %	0,2 %	0,8 p. p.
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Les produits des activités ordinaires à l'échelle de la Société se sont établis à 409,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, en baisse de 5,0 %, ou 21,3 millions \$, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 se sont chiffrés à 1,5 milliard \$, en baisse de 2,1 %, ou 31,6 millions \$ d'un exercice à l'autre.

Au cours du trimestre et de l'exercice, les produits d'intérêts ont augmenté respectivement de 7,3 % et 71,6 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, pour s'établir respectivement à 49,3 millions \$ et 197,8 millions \$. Au cours du trimestre et de l'exercice, les produits tirés des honoraires de consultation ont reculé respectivement de 35,6 millions \$, ou 34,1 %, et 134,0 millions \$, ou 36,8 %. Pour le trimestre considéré, le recul des produits tirés des honoraires de consultation a été compensé en partie par une hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste, respectivement de 9,5 % et 18,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2024, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont augmenté de 8,5 %, alors que les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont diminué de 10,3 % d'un exercice à l'autre.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, les produits tirés des commissions et des honoraires se sont établis respectivement à 201,2 millions \$ et 755,2 millions \$, un niveau généralement similaire à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés à l'échelle de la Société se sont établis à 55,8 millions \$ au T4/24, soit une augmentation de 4,8 millions \$, ou 9,5 %, d'un exercice à l'autre, et de 20,0 % sur une base séquentielle, ce qui découle d'une légère augmentation des nouvelles émissions dans nos activités sur les marchés des capitaux et nos activités de gestion de patrimoine. Les produits tirés des activités de financement de sociétés à l'échelle de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024 se sont établis à 174,7 millions \$, en hausse de 13,8 millions \$, ou 8,5 %, d'un exercice à l'autre.

Les produits tirés des honoraires de consultation à l'échelle de la Société ont diminué de 35,6 millions \$, ou 34,1 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 69,0 millions \$ au T4/24. Pour l'exercice, les produits tirés des activités de consultation ont été de 230,5 millions \$, soit une baisse de 134,0 millions \$, ou 36,8 %, d'un exercice à l'autre qui reflète principalement une conjoncture moins favorable pour la conclusion de transactions, malgré un solide bassin de projets, ce qui est en phase avec les tendances sectorielles générales. L'apport de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis s'est chiffré à 24,2 millions \$, soit 35,1 % des produits tirés des activités de consultation à l'échelle de la Société au T4/24, et à 130,1 millions \$, soit 56,5 % des produits tirés des activités de consultation à l'échelle de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 32,0 millions \$ au T4/24, soit une augmentation de 5,0 millions \$, ou 18,7 %, par rapport à ceux du T4/23. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les produits tirés des activités de négociation à l'échelle de la Société se sont chiffrés à 105,2 millions \$, en baisse de 12,1 millions \$, ou 10,3 %, ce qui découle d'une diminution de la volatilité et d'une réduction des activités de négociation dans l'ensemble des marchés par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

À l'échelle de la Société, les produits d'intérêts se sont chiffrés à 49,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, une hausse de 3,4 millions \$, ou 7,3 %, par rapport à ceux du T4/23 qui est en grande partie attribuable à l'intensification de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et au Canada, celles-ci ayant généré des produits d'intérêts respectivement de 22,9 millions \$ et 11,9 millions \$ pour le trimestre considéré. Les produits d'intérêts se sont établis à 197,8 millions \$ pour l'exercice 2024, en hausse de 82,6 millions \$, ou 71,6 %, ce qui est également surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et au Canada. La hausse des produits d'intérêts pour le trimestre et l'exercice découle de l'augmentation des taux du marché par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2023.

Les produits divers se sont chiffrés à 1,7 million \$ au T4/24, soit une baisse de 3,4 millions \$, ou 66,0 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice, les produits divers ont augmenté de 12,1 millions \$, en lien principalement avec l'incidence de l'ajustement de la juste valeur à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, ce qui avait donné lieu à une baisse de 13,0 millions \$ des produits comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres à l'exercice précédent.

CHARGES

À l'échelle de la Société, les charges se sont chiffrées à 394,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, en baisse de 7,1 %, ou 30,3 millions \$, par rapport à celles du T4/23. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹, en pourcentage des produits des activités ordinaires, s'est établi à 90,5 %, en baisse de 5,8 points de pourcentage comparativement à 96,2 % pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les charges ont totalisé 1,4 milliard \$, en regard de 1,5 milliard \$ pour l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 8,0 %. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,7 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice 2023.

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Charge de rémunération	249 966 \$	276 066 \$	(9,5) %	858 652 \$	936 872 \$	(8,3) %
Autres charges indirectes ¹	131 695	151 535	(13,1) %	536 767	500 578	7,2 %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	7 403	(100,0) %
Frais de restructuration	—	—	—	18 147	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	11 629	(100,0) %	13 250	11 629	13,9 %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151)	(14 278)	35,9 %	(27 325)	(14 278)	(91,4) %
Ajustement de la juste valeur des débtentures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	n. p.	4 421	—	n. p.
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	17 756	—	—	17 756	102 571	(82,7) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	10	(100,0) %	70	55	27,3 %
Total	394 687 \$	424 962 \$	(7,1) %	1 421 738 \$	1 544 830 \$	(8,0) %

n. p. : non pertinent

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Charge de rémunération	61,1 %	64,1 %	(3,0) p. p.	58,1 %	62,0 %	(3,9) p. p.
Autres charges indirectes ¹	32,2 %	35,2 %	(3,0) p. p.	36,2 %	33,1 %	3,1 p. p.
Frais de restructuration	0,0 %	0,0 %	0,0 p. p.	1,2 %	0,0 %	1,2 p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,0 %	0,0 %	0,0 p. p.	0,0 %	0,5 %	(0,5) p. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(2,2) %	(3,3) %	1,1 p. p.	(1,8) %	(0,9) %	(0,9) p. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	0,0 %	2,7 %	(2,7) p. p.	0,9 %	0,8 %	0,1 p. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	1,1 %	0,0 %	1,1 p. p.	0,3 %	0,0 %	0,3 p. p.
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	4,3 %	0,0 %	4,3 p. p.	1,2 %	6,8 %	(5,6) p. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	0,0 %	0,0 %	(0,0) p. p.	0,0 %	0,0 %	0,0 p. p.
Total	96,5 %	98,7 %	(2,2) p. p.	96,1 %	102,3 %	(6,2) p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

p. p. : points de pourcentage

CHARGE DE RÉMUNÉRATION

La charge de rémunération à l'échelle de la Société s'est chiffrée à 250,0 millions \$ au T4/24, en baisse de 26,1 millions \$, ou 9,5 %, par rapport à celle du T4/23. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé, passant de 64,1 % au T4/23 à 61,1 % au T4/24, ce qui est en partie attribuable à la baisse de la valeur de certaines attributions de droits à des paiements fondés sur des actions qui ne sont pas acquis, ainsi qu'à des changements dans la composition des produits des activités ordinaires. La rémunération versée ne comporte généralement pas de composante liée aux produits d'intérêts.

La charge de rémunération pour l'exercice 2024 s'est établie à 858,7 millions \$, en baisse de 78,2 millions \$, ou 8,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a reculé de 4,0 points de pourcentage et s'est chiffrée à 58,1 % pour l'exercice 2024, en lien principalement avec la baisse de la valeur de certaines attributions de droits à des paiements fondés sur des actions qui ne sont pas acquis, ainsi qu'à des changements dans la composition des produits des activités ordinaires (par exemple, la hausse susmentionnée des produits d'intérêts).

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Frais de négociation	21 513 \$	23 417 \$	(8,1) %	84 505 \$	96 083 \$	(12,0) %
Locaux et matériel	6 111	6 904	(11,5) %	22 645	21 986	3,0 %
Communications et technologie	23 158	23 239	(0,3) %	90 639	85 482	6,0 %
Intérêts	24 310	23 915	1,7 %	92 677	54 539	69,9 %
Frais d'administration	28 983	43 344	(33,1) %	128 472	138 461	(7,2) %
Amortissement ¹	8 873	10 838	(18,1) %	38 766	41 634	(6,9) %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	8 513	6 552	29,9 %	29 299	26 335	11,3 %
Frais de développement	10 234	13 326	(23,2) %	49 764	36 058	38,0 %
Total des autres charges indirectes	131 695 \$	151 535 \$	(13,1) %	536 767 \$	500 578 \$	7,2 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Le total des autres charges indirectes a été de 131,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice, en baisse de 13,1 % par rapport à celui du T4/23, ce qui reflète surtout la diminution des frais d'administration et des frais de développement, en partie contrebalancée par la hausse de la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation. En pourcentage des

produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont établies à 32,2 % au T4/24, en regard de 35,2 % au T4/23, soit un recul de 3,0 points de pourcentage.

Les frais d'administration ont diminué de 33,1 % par rapport à ceux du T4/23, leur niveau étant revenu à un niveau plus normal après avoir augmenté à l'exercice précédent à la suite de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. Les frais de développement ont baissé de 3,1 millions \$, ou 23,2 %, en raison essentiellement des frais encourus en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée qui avaient été comptabilisés au T4/23, ce qui a été en partie neutralisé par la hausse des frais de recrutement et des coûts relatifs aux mesures incitatives dans les activités de gestion de patrimoine au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a augmenté de 2,0 millions \$, ou 29,9 %, en raison du déménagement prévu des bureaux de New York et de Vancouver. Une charge d'amortissement additionnelle a été comptabilisée en lien avec ces bureaux, même si les nouveaux locaux ne sont pas utilisés et qu'ils sont encore en construction à l'heure actuelle.

La charge d'amortissement a diminué de 2,0 millions \$, ou 18,1 %, par rapport à celle du T4/23, ce qui est attribuable à une réduction de la charge d'amortissement en lien avec les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions réalisées au cours de périodes précédentes. Les frais de négociation ont également diminué de 1,9 million \$, ou 8,1 %, en raison surtout de la baisse du niveau des activités de négociation, principalement dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les autres charges indirectes ont augmenté de 36,2 millions \$, ou 7,2 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, pour s'établir à 536,8 millions de dollars. Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 3,2 points de pourcentage comparativement à celles de l'exercice 2023. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts découlant de la hausse des taux d'intérêt ainsi qu'aux frais liés aux communications et à la technologie engagés en appui à l'élargissement des activités, ainsi qu'aux hausses de prix liées à l'inflation de la part de certains fournisseurs et aux investissements accrus dans les systèmes et les technologies. En outre, les frais de développement ont été de 49,8 millions \$, en hausse de 38,0 % comparativement à ceux de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable aux honoraires professionnels et aux autres coûts engagés dans le secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée qui ont été comptabilisés au premier trimestre de l'exercice 2024.

En raison de la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de consultation, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi des pertes pour l'exercice 2024. Compte tenu de ces pertes et de la faiblesse persistante de nos secteurs cibles au Royaume-Uni, conjuguée à un contexte difficile, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Royaume-Uni dépassait sa juste valeur au 31 mars 2024. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 17,8 millions \$ au titre du goodwill au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024. En outre, un recouvrement de 9,2 millions \$ a été comptabilisé au T4/24 en raison d'une variation de l'évaluation du passif au titre de la contrepartie éventuelle dans le secteur Marchés des capitaux au Royaume-Uni.

En lien avec l'émission des débentures convertibles au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 4,4 millions \$ lié à la composante passif dérivé.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur de 13,3 millions \$ liés à une augmentation de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. De plus, un recouvrement de charge de 18,2 millions \$ a été comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2024 en lien avec une variation de l'évaluation du passif au titre de la contrepartie éventuelle dans le secteur Marchés des capitaux aux États-Unis.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a été de 6,4 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 14,4 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 1,7 million \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 5,4 millions \$ au T4/23. La variation du taux d'impôt effectif, qui est passé de 30,7 % au T4/23 à 44,9 % au T4/24, découle essentiellement de la non-déductibilité de la charge de dépréciation du goodwill et de l'ajustement de la juste valeur des passifs dérivés aux fins de l'impôt qui ont été comptabilisés au T4/24.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la charge d'impôt sur le résultat a été de 27,3 millions \$ au titre d'un résultat net avant impôt sur le résultat de 57,1 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 20,3 millions \$ au titre d'une perte avant impôt sur le résultat de 34,4 millions \$ pour l'exercice 2023. La variation du taux d'impôt effectif, qui est passé de (59,0 %) à 47,8 % d'un exercice à l'autre, a essentiellement découlé de la non-déductibilité de la charge de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles aux fins de l'impôt qui a été comptabilisée au Canada à l'exercice 2023. En outre, la réévaluation d'actifs d'impôt différé se rapportant à des attributions dont les droits ne sont pas acquis au titre des régimes de paiements fondés sur des actions a également eu une incidence sur le taux d'impôt effectif, du fait de la baisse de valeur des attributions à base d'actions comparativement au 31 mars 2023.

RÉSULTAT NET

Au T4/24, le résultat net s'est établi à 7,9 millions \$, comparativement à 3,8 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La perte attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 6,5 millions \$, pour le trimestre clos le 31 mars 2024 par

rapport à une perte attribuable aux actionnaires ordinaires de 7,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,07 \$ au T4/24, par rapport à une perte par action ordinaire après dilution de 0,08 \$ au T4/23.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, le résultat net s'est établi à 29,8 millions \$, comparativement à une perte nette de 54,7 millions \$ pour l'exercice précédent. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 24,6 millions \$ pour l'exercice 2024, par rapport à une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 101,1 millions \$ pour l'exercice 2023. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,27 \$ pour l'exercice considéré, comparativement à une perte par action ordinaire après dilution de 1,16 \$ pour l'exercice précédent.

Compte non tenu des éléments importants¹ et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 30,8 millions \$ pour le T4/24, comparativement à 17,4 millions \$ au T4/23, soit une hausse de 76,6 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 17,4 millions \$, en hausse de 156,1 % comparativement à 6,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,15 \$ au T4/24, par rapport à 0,07 \$ au T4/23.

Compte non tenu des éléments importants¹ et avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées, le résultat net s'est chiffré à 94,2 millions \$ pour l'exercice 2024, comparativement à 101,0 millions \$ pour l'exercice 2023. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a reculé de 24,7 % et s'est établi à 45,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Pour l'exercice 2024, le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,40 \$, comparativement à 0,59 \$ pour l'exercice 2023.

Résultats par secteur d'activité – Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars 2024 par rapport au quatrième trimestre et à l'exercice clos le 31 mars 2023^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2024				2023			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	166 649 \$	291 489 \$	22 238 \$	480 376 \$	148 356 \$	297 145 \$	9 240 \$	454 741 \$
Royaume-Uni et Europe	85 426	411 474	—	496 900	96 275	343 728	—	440 003
États-Unis	342 772	6 547	—	349 319	482 750	5 019	—	487 769
Australie	88 349	63 861	—	152 210	65 472	62 412	—	127 884
Total des produits des activités ordinaires	683 196	773 371	22 238	1 478 805	792 853	708 304	9 240	1 510 397
Charges	666 874	636 661	118 203	1 421 738	836 819	591 589	116 422	1 544 830
Imputations intersectorielles	18 213	23 749	(41 962)	—	21 651	23 293	(44 944)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(1 891) \$	112 961 \$	(54 003) \$	57 067 \$	(65 617) \$	93 422 \$	(62 238) \$	(34 433) \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Produits des activités ordinaires	683 196	773 371	23 165	1 479 732	792 853	708 304	22 191	1 523 348
Charges	658 965	609 138	78 469	1 346 572	740 418	559 286	97 772	1 397 476
Imputations intersectorielles	18 213	23 749	(41 962)	—	21 651	23 293	(44 944)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	6 018	140 484	(13 342)	133 160	30 784	125 725	(30 637)	125 872
Nombre d'employés	819	1 531	448	2 798	890	1 467	472	2 829

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 26 des états financiers consolidés à la page 114.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2024 et de l'exercice 2024 » à la page 25.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste. La Société compte des bureaux et des employés dans 20 établissements au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie et en Asie.

Notre division des marchés des capitaux compte plus de 800 employés qui sont divisés en groupes selon les produits, les secteurs d'activité et les régions géographiques qu'ils couvrent, ainsi qu'en groupes offrant du soutien. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale. Les principaux secteurs cibles sont ceux de la technologie, des soins de santé et des sciences de la vie (ce qui inclut le secteur du cannabis), des métaux et des mines ainsi que des produits de consommation. Les autres secteurs couverts comprennent ceux des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie, des produits structurés et du développement durable. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les premiers appels publics à l'épargne, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc, la recherche et la tenue de marché.

Une approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et des initiatives d'harmonisation mondiales ont renforcé la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale spécialisée dans des secteurs et des régions cibles. La plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procurent un avantage concurrentiel. Marchés des capitaux Canaccord Genuity se consacre à fournir des capacités d'exécution et des connaissances spécialisées au sein de ses secteurs cibles dans diverses régions géographiques, fournissant ainsi des services différenciés par rapport à ceux d'autres banques d'investissement mondiales.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de prendre des mesures pour renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans les principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction demeure fortement déterminée à accroître l'efficacité opérationnelle et à renforcer sa plateforme mondiale par une intégration plus poussée de nos capacités à l'échelle mondiale et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre tous nos bureaux.

La Société prévoit continuer de tirer parti de ses investissements dans les activités de consultation à marge plus élevée, étant donné qu'elle a élargi ses activités grâce à l'acquisition de Results (exercice 2023), de Sawaya Partners (exercice 2022) et de Petsky Prunier (exercice 2019).

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, nous devons continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée, le cas échéant, afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose pour offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché dans tous les cycles du marché. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette division continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2} – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour le trimestre clos le 31 mars 2024					Pour le trimestre clos le 31 mars 2023				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	62 739	23 631	88 604	27 876	202 850	70 141	28 168	114 292	13 539	226 140
Charges										
Charge de rémunération	37 282	14 986	69 804	16 726	138 798	44 732	16 338	80 237	12 074	153 381
Autres charges indirectes	13 715	9 461	31 056	3 829	58 061	17 829	9 691	42 607	3 712	73 839
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	—	17 756	—	—	17 756	—	—	—	—	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	(9 151)	—	—	(9 151)	—	—	(14 278)	—	(14 278)
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des charges	50 997	33 052	100 860	20 555	205 464	62 561	26 029	108 566	15 786	212 942
Imputations intersectorielles ³	3 683	346	905	141	5 075	3 787	372	914	200	5 273
Résultat avant impôt sur le résultat ³	8 059 \$	(9 767) \$	(13 161) \$	7 180 \$	(7 689) \$	3 793 \$	1 767 \$	4 812 \$	(2 447) \$	7 925 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	1 631	1 631	—	—	—	(576)	(576)
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	62 739	23 631	88 604	27 876	202 850	70 141	28 168	114 292	13 539	226 140
Total des charges	50 997	24 475	98 439	20 555	194 466	62 561	25 615	122 396	15 786	226 358
Imputations intersectorielles ³	3 683	346	905	141	5 075	3 787	372	914	200	5 273
Résultat avant impôt sur le résultat ³	8 059 \$	(1 190) \$	(10 740) \$	7 180 \$	3 309 \$	3 793 \$	2 181 \$	(9 018) \$	(2 447) \$	(5 491) \$
Nombre d'employés	173	166	391	89	819	230	180	394	86	890

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour le trimestre clos le 31 mars 2023).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2024 et de l'exercice 2024 » à la page 25.

5) Comprend les activités à Dubaï avant qu'elles prennent fin au premier trimestre de l'exercice 2024.

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Exercice clos le 31 mars 2024					Exercice clos le 31 mars 2023				
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	166 649	85 426	342 772	88 349	683 196	148 356	96 275	482 750	65 472	792 853
Charges										
Charge de rémunération	87 746	56 415	231 363	50 755	426 279	96 256	57 917	296 074	38 576	488 823
Autres charges indirectes	60 850	33 547	126 833	16 261	237 491	64 583	30 142	145 431	18 070	258 226
Frais de restructuration	7 437	—	5 236	—	12 673	—	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	—	17 756	—	—	17 756	102 571	—	—	—	102 571
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	(9 151)	(18 174)	—	(27 325)	—	—	(14 278)	—	(14 278)
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	1 477	—	—	1 477
Total des charges	156 033	98 567	345 258	67 016	666 874	263 410	89 536	427 227	56 646	836 819
Imputations intersectorielles ³	12 576	1 383	3 628	626	18 213	15 717	1 495	3 467	972	21 651
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(1 960) \$	(14 524) \$	(6 114) \$	20 707 \$	(1 891) \$	(130 771) \$	5 244 \$	52 056 \$	7 854 \$	(65 617) \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	4 562	4 562	—	—	—	2 688	2 688
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	166 649	85 426	342 772	88 349	683 196	148 356	96 275	482 750	65 472	792 853
Total des charges	148 596	88 916	354 437	67 016	658 965	160 659	86 887	436 226	56 646	740 418
Imputations intersectorielles ³	12 576	1 383	3 628	626	18 213	15 717	1 495	3 467	972	21 651
Résultat avant impôt sur le résultat ³	5 477 \$	(4 873) \$	(15 293) \$	20 707 \$	6 018 \$	(28 020) \$	7 893 \$	43 057 \$	7 854 \$	30 784 \$

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du quatrième trimestre de 2024 et de l'exercice 2024 » à la page 25.

5) Comprend les activités à Dubaï avant qu'elles prennent fin au premier trimestre de l'exercice 2024.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste, dont les activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. En Australie et au Canada, les positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus reçus en guise d'honoraires génèrent également des produits des activités ordinaires qui sont inclus dans les produits tirés des services de financement de sociétés. La valeur de ces positions fluctue en fonction des variations des cours du marché.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	30,9 %	31,0 %	(0,1) p. p.	24,4 %	18,7 %	5,7 p. p.
Royaume-Uni et Europe	11,6 %	12,5 %	(0,9) p. p.	12,5 %	12,1 %	0,4 p. p.
États-Unis	43,7 %	50,5 %	(6,8) p. p.	50,2 %	60,9 %	(10,7) p. p.
Australie	13,8 %	6,0 %	7,8 p. p.	12,9 %	8,3 %	4,6 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %		100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 202,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, en baisse de 23,3 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et en hausse de 6,9 % sur une base séquentielle. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires pour le trimestre considéré, soit des produits des activités ordinaires de 88,6 millions \$, ou 43,7 % du total des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux. Les produits générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe ont reculé respectivement de 7,4 millions \$, ou 10,6 %, et de 4,5 millions \$, ou 16,1 %, d'un exercice à l'autre. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie au T4/24 se sont établis à 27,9 millions \$, soit une hausse de 105,9 % d'un exercice à l'autre.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale ont été de 683,2 millions \$, en baisse de 109,7 millions \$, ou 13,8 %, en regard de ceux de l'exercice précédent.

Les baisses observées pour le trimestre et l'exercice considérés s'expliquent essentiellement par la diminution des produits tirés des honoraires de consultation en raison du contexte moins propice à la conclusion de transactions de consultation malgré un solide bassin de projets, en partie compensée par une hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés.

Financement de sociétés

Au quatrième trimestre, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont élevés à 49,3 millions \$, en hausse de 20,5 % en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflet d'un léger redressement du niveau de nos activités au Canada, aux États-Unis et en Australie.

Pour l'exercice 2024, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont totalisé 149,6 millions \$, en hausse de 23,0 millions \$, ou 18,2 %, en regard de ceux de l'exercice 2023. Les produits de l'exercice 2023, plus particulièrement ceux du premier trimestre, ont subi l'incidence négative d'un recul marqué de la valeur de marché de certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant à nos activités de financement de sociétés au Canada et en Australie, ainsi que de certains ajustements de la valeur de marché liés à nos activités de facilitation au Canada.

Le secteur des métaux et mines a été le plus dynamique sur le plan des nouvelles émissions à l'exercice 2024, ce qui reflète essentiellement l'apport de l'Australie, du Canada et du Royaume-Uni. Les produits du secteur Divers comprennent les produits de transactions avec des sociétés du secteur de l'énergie et témoignent des transactions réalisées au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les produits tirés du secteur de la technologie proviennent de nos activités au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada. Les produits tirés du secteur des sciences de la vie, qui comprend les sociétés du secteur du cannabis, ont été générés essentiellement par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteur cible, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice clos le 31 mars 2024				
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	13 %	10 %	43 %	0 %	4 %
Technologie	18 %	19 %	43 %	37 %	7 %
Métaux et mines	49 %	45 %	4 %	21 %	71 %
Produits de consommation et de détail	3 %	1 %	1 %	0 %	4 %
Divers	17 %	25 %	9 %	42 %	14 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

Consultation

Malgré un solide bassin de transactions annoncées, le nombre de transactions de consultation conclues dans l'ensemble des marchés a subi l'incidence négative de l'inflation, des taux d'intérêt élevés et des perturbations géopolitiques qui ont persisté tout au long de l'exercice. Les produits tirés des activités de consultation au T4/24 se sont établis à 68,9 millions \$, en baisse de 34,9 millions \$, ou 33,6 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des activités de consultation au cours de l'exercice 2024 ont diminué de 132,8 millions \$, ou 36,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent pour s'établir à 229,8 millions \$, en raison des conditions plus difficiles pour la conclusion de transactions.

Nos activités aux États-Unis sont celles dont l'apport a été le plus important pour l'exercice 2024, générant des produits tirés des activités de consultation de 130,1 millions \$ principalement dans le secteur de la technologie. Les produits tirés de nos activités de consultation au Canada se sont accrus de 16,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour atteindre 32,6 millions \$ au quatrième trimestre et de 3,7 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 54,5 millions \$ pour l'exercice 2024, ce qui s'explique par la conclusion d'un mandat important dans le secteur de la technologie au T4/24 et l'apport solide de nos activités dans le secteur des mines. Dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, les produits tirés des activités de consultation ont diminué de 25,9 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'établir à 12,0 millions \$ au quatrième trimestre, et de 23,6 % d'un exercice à l'autre, pour atteindre 45,2 millions \$ pour l'exercice complet.

Les produits tirés des activités de consultation à marge plus élevée peuvent aider à compenser la volatilité inhérente aux activités de mobilisation de capitaux, bien que la volatilité ou l'incertitude au sein du marché puissent entraîner des retards dans le calendrier de conclusion des transactions et en ralentir la cadence. Le soutien de la croissance dans ce secteur demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos réalisations en matière d'activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance.

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES DE CONSULTATION PAR SECTEUR (EN % DES PRODUITS TIRÉS DES ACTIVITÉS DE CONSULTATION POUR CHAQUE RÉGION)

Secteurs	Exercice clos le 31 mars 2024			
	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni
Sciences de la vie	8 %	10 %	6 %	11 %
Technologie	56 %	56 %	63 %	35 %
Métaux et mines	3 %	10 %	0 %	5 %
Produits de consommation et de détail	25 %	15 %	31 %	22 %
Divers	8 %	9 %	0 %	27 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste pour le trimestre clos le 31 mars 2024 se sont établis à 31,9 millions \$, en hausse de 5,3 millions \$, ou 19,9 %, par rapport à ceux du T4/23. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 105,1 millions \$, en baisse de 11,8 millions \$, ou 10,1 %, comparativement à ceux de l'exercice 2023, ce qui reflète principalement la diminution de la volatilité du marché qui a eu pour effet de réduire le niveau d'activité sur les marchés et les possibilités de générer des produits des activités ordinaires, comparativement aux niveaux établis à l'exercice précédent. Les activités aux États-Unis sont celles dont l'apport a été le plus important dans ce secteur, générant des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste de 91,3 millions \$ pour l'exercice considéré, ce qui est surtout attribuable au groupe Actions internationales.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont établis respectivement à 43,2 millions \$ et 161,5 millions \$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, soit respectivement une baisse de 1,4 % et une hausse de 3,4 %. La hausse pour l'exercice reflète l'augmentation des activités de négociation pour les particuliers et une légère augmentation des nouvelles

émissions au Canada et au Royaume-Uni. Bien que les produits tirés des activités aux États-Unis soient inférieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce secteur a généré 48,7 % du total des produits tirés commissions et des honoraires pour le trimestre considéré.

CHARGES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Le total des charges de notre division Marchés des capitaux Canaccord Genuity pour le trimestre clos le 31 mars 2024 s'est chiffré à 205,5 millions \$, en baisse de 7,5 millions \$ ou 3,5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2024, les charges se sont fixées à 666,9 millions \$, en baisse de 169,9 millions \$, ou 20,3 %. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a respectivement reculé de 4,2 points de pourcentage et augmenté de 3,1 points de pourcentage pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charge de rémunération

La charge de rémunération dans notre division des marchés des capitaux pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 a reculé respectivement de 14,6 millions \$, ou 9,5 %, et de 62,5 millions \$, ou 12,8 %, comparativement à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui reflète en partie la réduction observée au chapitre des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement et certains ajustements de la valeur des attributions de droits à des paiements fondés sur des actions consenties au cours des périodes précédentes. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 68,4 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024, soit une légère augmentation de 0,6 point de pourcentage par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, le ratio de rémunération total s'est chiffré à 62,4 % pour cette division, en légère hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

Dans nos activités au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué respectivement de 4,4 points de pourcentage et 12,2 points de pourcentage par rapport à celle du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2023, en raison de la variation des produits des activités ordinaires relativement aux niveaux de la rémunération fixe et à l'incidence de la variation de valeur des attributions de droits à des paiements fondés sur des actions consenties au cours des périodes précédentes. Dans nos activités aux États-Unis, l'augmentation du ratio de rémunération pour le T4/24 et l'exercice 2024 a été touchée par les variations dans la composition des produits des activités ordinaires, les pressions sur les comptes de rémunération discrétionnaires en lien avec le niveau réduit des produits au cours de l'exercice et la rémunération variable associée aux différentes sources de produits. Dans nos activités en Australie, des variations des niveaux relatifs de la rémunération fixe et variable, un accroissement marqué des produits des activités ordinaires au quatrième trimestre de l'exercice 2024 et le niveau faible des produits au T4/23 ont contribué à la baisse de 29,2 points de pourcentage du ratio de rémunération total. Malgré une réduction des effectifs de 7,8 % comparativement à l'exercice précédent, la charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe a augmenté de 5,4 points de pourcentage pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, en raison surtout des coûts fixes du personnel dans un contexte de baisse des produits des activités ordinaires.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Canada	59,4 %	63,8 %	(4,4) p. p.	52,7 %	64,9 %	(12,2) p. p.
Royaume-Uni et Europe	63,4 %	58,0 %	5,4 p. p.	66,0 %	60,2 %	5,8 p. p.
États-Unis	78,8 %	70,2 %	8,6 p. p.	67,5 %	61,3 %	6,2 p. p.
Australie	60,0 %	89,2 %	(29,2) p. p.	57,4 %	58,9 %	(1,5) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	68,4 %	67,8 %	0,6 p. p.	62,4 %	61,7 %	0,7 p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, les frais d'administration ont diminué de 14,2 millions \$, ou 54,0 %, les dépenses ayant retrouvé un niveau plus normal après avoir augmenté au trimestre correspondant de l'exercice précédent à la suite de l'assouplissement des mesures liées à la pandémie de COVID-19. Les frais de négociation ont aussi diminué de 10,1 % en regard de ceux du T4/23, sous l'effet de la baisse des activités de négociation liée à nos secteurs aux États-Unis et au Canada, ce qui est généralement en phase avec les tendances sectorielles générales.

La charge d'amortissement a diminué de 29,9 %, ou 0,6 million \$, au T4/24, et de 3,5 millions \$, ou 33,8 %, pour l'exercice 2024, par rapport à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison d'une baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre des acquisitions réalisées précédemment.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le recul des charges indirectes au T4/24 a été contrebalancé par une hausse de 2,7 millions \$, ou 95,0 %, de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation en raison du déménagement prévu des bureaux de New York et de Boston. Une charge d'amortissement additionnelle a été comptabilisée en lien avec ces bureaux, même si les nouveaux locaux ne sont pas occupés et qu'ils sont encore en construction à l'heure actuelle.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les frais d'administration, les frais de négociation et la charge d'amortissement ont tous fléchi pour les raisons susmentionnées. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,5 million \$, ou 14,7 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2023, ce qui s'explique par une augmentation du montant imputé par le secteur Non sectoriel et autres. La charge d'intérêts a également augmenté de 2,9 millions \$, ou 15,5 %, reflet des activités d'emprunt de titres et de la charge d'intérêts hors trésorerie liée à une hausse des obligations locatives dans le cadre du déménagement de certains bureaux mentionné précédemment.

En raison de la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et de consultation, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi des pertes au cours de l'exercice 2024. Compte tenu de ces pertes et de la faiblesse persistante de nos secteurs cibles au Royaume-Uni, conjuguée à un contexte difficile, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Royaume-Uni dépassait sa juste valeur au 31 mars 2024. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 17,8 millions \$ au titre du goodwill pour le quatrième trimestre de l'exercice 2024. En outre, un recouvrement de charge de 9,2 millions \$ a été comptabilisé au T4/24, en raison de la variation de la valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle relative à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Comme il a été présenté dans le rapport de gestion du deuxième trimestre de l'exercice 2024, des frais de restructuration de 12,7 millions \$ liés à la compression des effectifs ont été comptabilisés au T2/24. Au deuxième trimestre de l'exercice 2024, la Société a également comptabilisé un recouvrement de charge de 18,2 millions \$ lié à la variation de la juste valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle dans le cadre de ses activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Résultat avant impôt sur le résultat

La perte nette avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, pour nos activités sur les marchés des capitaux a été de 7,7 millions \$ au trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement à un résultat net de 7,9 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 3,3 millions \$ au T4/24, par rapport à une perte nette avant impôt sur le résultat de 5,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2023.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la perte nette avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 1,9 million \$ comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 65,6 millions \$ pour l'exercice 2023. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 6,0 millions \$, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 30,8 millions \$ pour l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la gestion des comptes assortis d'honoraires, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 15 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 31 mars 2024. Les produits des activités ordinaires de cette division proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires, des activités de gestion de portefeuille, des intérêts et des activités de planification financière. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division se sont établis à 82,0 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024. La division offre des services aux clients au Royaume-Uni et à l'échelle internationale et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tiers, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Cette division comptait 257 experts en placement au 31 mars 2024.

Au 31 mars 2024, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement également inscrits aux États-Unis. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de cette division se sont établis à 51,4 % pour le trimestre clos le 31 mars 2024. Cette division comptait 145 équipes de conseillers en placement au 31 mars 2024.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait neuf bureaux au 31 mars 2024. Cette division comptait 120 équipes de conseillers en placement au 31 mars 2024.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport de notre secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits des activités ordinaires, nous nous attendons à rendre notre entreprise considérablement moins sensible aux activités de négociation associées aux produits tirés des transactions.

Nous continuons d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans nos activités de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre, les acquisitions et la technologie, nous formons activement nos spécialistes en planification financière et dans d'autres secteurs de croissance pour offrir un soutien plus complet aux investisseurs dont les besoins évoluent constamment, tout en générant une croissance interne au sein de nos secteurs d'activité.

La Société prévoit demeurer à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté deux séries d'actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, une filiale de la Société qui est également la société mère de toutes les sociétés en exploitation incluses dans CGWM UK. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles émises aux investisseurs institutionnels et aux actions préférentielles émises aux dirigeants de CGWM UK, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients et des produits tirés des activités fondées sur les honoraires. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et compétences mondiales, ainsi que sur les investissements dans l'évolution de notre technologie et de notre offre de produits et notre bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits des activités ordinaires et de rentabilité sur plusieurs années consécutives. Nous restons fortement déterminés à investir dans la technologie et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits visant à attirer des investisseurs fortunés et à fournir à nos conseillers des ressources pour les aider à développer leurs activités.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux menées par Canaccord Genuity dans la région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires	77 574 \$	78 410 \$	(1,1) %	298 036 \$	302 164 \$	(1,4) %
Charges						
Charge de rémunération	44 046	43 453	1,4 %	159 160	168 001	(5,3) %
Autres charges indirectes	20 655	19 256	7,3 %	83 582	73 763	13,3 %
Frais de restructuration	—	—	—	158	—	n. p.
Total des charges	64 701 \$	62 709 \$	3,2 %	242 900 \$	241 764 \$	0,5 %
Imputations intersectorielles ²	6 608	4 837	36,6 %	21 002	20 926	0,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 265 \$	10 864 \$	(42,3) %	34 134 \$	39 474 \$	(13,5) %
ASG (discretionnaires) ³	11 855	8 834	34,2 %			
ASA ⁴	38 406	35 694	7,6 %			
Nombre d'équipes de conseillers	145	145	—			
Nombre d'employés	536	499	7,4 %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	64 273 \$	62 709 \$	2,5 %	241 316 \$	241 764 \$	(0,2) %
Imputations intersectorielles ²	6 608	4 837	36,6 %	21 002	20 926	0,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 693 \$	10 864 \$	(38,4) %	35 718 \$	39 474 \$	(9,5) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

- 3) Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes, dont les programmes de solutions gérées de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et le Programme de gestion des placements des particuliers. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 77,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice, soit une légère baisse de 0,8 million \$, ou 1,1 %, par rapport à ceux du T4/23. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, ce secteur a généré des produits des activités ordinaires de 298,0 millions \$, soit une diminution de 4,1 millions \$, ou 1,4 %, d'un exercice à l'autre, en raison de la baisse des produits tirés des activités de consultation et des activités de financement de sociétés, neutralisée en partie par une augmentation de 11,5 % des produits d'intérêts portée par le contexte de hausse des taux d'intérêt.

Les ASA¹ au Canada ont progressé de 7,6 % pour s'établir à 38,4 milliards \$ au 31 mars 2024, en regard de 35,7 milliards \$ au 31 mars 2023, ce qui reflète les entrées de trésorerie nettes positives et les nouveaux actifs pour le compte des clients en lien avec nos activités d'acquisition et de recrutement, ainsi qu'une hausse de la valeur de marché. Les produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires dans ce secteur ont augmenté de 7,3 points de pourcentage par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice 2023 et ont représenté 51,4 % des produits tirés des activités de gestion de patrimoine au Canada pour le quatrième trimestre de l'exercice 2024. Au 31 mars 2024, il y avait 145 équipes de conseillers au Canada, soit le même nombre qu'à l'exercice précédent.

Le total des charges de ce secteur a été de 64,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, en hausse de 2,0 millions \$, ou 3,2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, et s'est établi à 242,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2024, soit une légère augmentation de 1,1 million \$, ou 0,5 %, comparativement à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale a augmenté légèrement de 1,4 % par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 44,0 millions \$ au T4/24 et a diminué de 5,3 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 159,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2024. La charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 56,8 % au T4/24 et à 53,4 % pour l'exercice considéré, soit respectivement une hausse de 1,4 point de pourcentage et une baisse de 2,2 points de pourcentage.

Les autres charges indirectes de ce secteur se sont accrues respectivement de 1,4 million \$, ou 7,3 %, et de 9,8 millions \$, ou 13,3 %, par rapport à celles du trimestre et de l'exercice clos le 31 mars 2023 et ont un profil similaire à celles des périodes de comparaison de l'exercice précédent. Les augmentations sont attribuables à la hausse de la charge d'intérêt, des frais liés aux locaux et au matériel et des frais de développement. La charge d'intérêts s'est accrue de 1,6 million \$, ou 177,2 %, par rapport à celle du T4/23 et de 3,5 millions \$, ou 92,8 %, en regard de celle de l'exercice précédent, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt. Les frais de développement ont augmenté de 1,4 million \$, ou 37,8 %, comparativement à ceux du T4/23 et de 3,0 millions \$, ou 19,2 %, pour l'exercice, en raison surtout de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés. Les frais liés aux locaux et au matériel ont augmenté de 1,7 million \$, ou 39,4 %, comparativement à ceux de l'exercice 2023, ce qui s'explique par une augmentation du montant imputé par le secteur Non sectoriel et autres.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2024 s'est élevé à 6,3 millions \$, en baisse de 4,6 millions \$, ou 42,3 %, en regard de celui du T4/23. Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2024 s'est établi à 34,1 millions \$, en baisse de 5,3 millions \$, ou 13,5 %, en regard de celui de l'exercice clos le 31 mars 2023. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a reculé de 38,4 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 6,7 millions \$ au T4/24, et de 9,5 % d'un exercice à l'autre pour s'élever à 35,7 millions \$ pour l'exercice 2024.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires	105 469 \$	103 730 \$	1,7 %	411 474 \$	343 728 \$	19,7 %
Charges						
Charge de rémunération	44 140	42 527	3,8 %	176 658	163 634	8,0 %
Autres charges indirectes	40 313	41 922	(3,8) %	155 890	117 628	32,5 %
Frais de restructuration	—	—	—	652	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	5 926	(100,0) %
Total des charges	84 453	84 449	0,0 %	333 200	287 188	16,0 %
Imputations intersectorielles ²	560	558	0,4 %	2 250	2 236	0,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	20 456	18 723	9,3 %	76 024	54 304	40,0 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	9 665	8 798	9,9 %	37 687	32 651	15,4 %
ASG ³	59 084	55 101	7,2 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	257	252	2,0 %			
Nombre d'employés	751	737	1,9 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	78 274 \$	76 776 \$	2,0 %	307 696 \$	255 348 \$	20,5 %
Imputations intersectorielles ²	560	558	0,4 %	2 250	2 236	0,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	26 635	26 396	0,9 %	101 528	86 144	17,9 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	8 587	8 492	1,1 %	32 145	27 015	19,0 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

5) Comprend les résultats d'exploitation de PSW depuis le 31 mai 2022.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, ils sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation, mais plus sensibles aux variations de la valeur de marché. Au T4/24, les produits des activités ordinaires de ce secteur ont atteint un montant trimestriel sans précédent de 105,5 millions \$, en hausse de 1,7 million \$, ou 1,7 %, par rapport à ceux du T4/23. Les produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ont grimpé de 67,7 millions \$, ou 19,7 %, en regard de ceux de l'exercice précédent pour se chiffrer à 411,5 millions \$, ce qui constitue un nouveau record. Le contexte de hausse des taux d'intérêt a également eu une incidence positive sur les produits d'intérêts de ce secteur, qui ont atteint 97,3 millions \$ pour l'exercice 2024 par rapport à 30,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

Au 31 mars 2024, les ASG¹ au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne s'élevaient à 59,1 milliards \$, en hausse de 7,2 % en regard de 55,1 milliards \$ au 31 mars 2023, du fait de l'augmentation de la valeur de marché et de la fluctuation des taux de change. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG¹ ont augmenté de 4,6 %, passant de 33,0 milliards £ au 31 mars 2023 à 34,6 milliards £ au 31 mars 2024. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont représenté 82,0 % du total des produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2024, ce qui représente une hausse de 1,8 point de pourcentage comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale a progressé de 1,6 million \$, ou 3,8 %, au T4/24 et de 13,0 millions \$, ou 8,0 %, pour l'exercice clos le 31 mars 2024, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté légèrement de 0,9 point de pourcentage, passant de 41,0 % au T4/23 à 41,9 % au T4/24. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 42,9 %, en baisse de 4,7 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est en partie attribuable à un changement dans la composition des produits des activités ordinaires.

Les autres charges indirectes de ce secteur se sont chiffrées à 40,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024 comparativement à 41,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,6 million \$, ou 3,8 % d'un trimestre à l'autre. Le recul des autres charges indirectes découle surtout de la diminution de la charge d'intérêts et de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation en raison du reclassement de certaines charges au cours de la période.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

correspondante de l'exercice précédent. Les frais d'administration ont également diminué de 15,3 % par rapport à ceux du T4/23, les charges ayant retrouvé un niveau plus normal.

Les autres charges indirectes se sont établies à 155,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2024, en hausse de 38,3 millions \$, ou 32,5 %, comparativement à celles de l'exercice précédent, les frais de développement, la charge d'intérêts et les frais liés aux communications et à la technologie ayant affiché les hausses les plus importantes. L'accroissement des frais de développement découle des coûts relatifs aux mesures incitatives liées au recrutement et d'autres frais liés aux initiatives d'affaires. L'ajout de personnel est le principal facteur responsable de l'augmentation des frais liés aux communications et à la technologie en regard de ceux de l'exercice 2023. L'augmentation de 113,9 % de la charge d'intérêts par rapport à celle de l'exercice précédent découle essentiellement de la charge d'intérêts sur la dette bancaire plus élevée, attribuable à la hausse des taux d'intérêt.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2024, le résultat avant impôt sur le résultat de ce secteur a été de 20,5 millions \$, comparativement à 18,7 millions \$ au T4/23, et le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 26,6 millions \$ par rapport à 26,4 millions \$ au T4/23. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 76,0 millions \$, comparativement à 54,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2023, et le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 101,5 millions \$ par rapport à 86,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Le BAIIA¹, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités, a été de 75,0 millions £ pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires	17 035 \$	14 969 \$	13,8 %	63 861 \$	62 412 \$	2,3 %
Charges						
Charge de rémunération	11 608	11 105	4,5 %	42 673	44 492	(4,1) %
Autres charges indirectes	4 711	4 314	9,2 %	17 888	18 145	(1,4) %
Total des charges	16 319	15 419	5,8 %	60 561	62 637	(3,3) %
Imputations intersectorielles ²	140	54	159,3 %	497	131	279,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	576	(504)	214,3 %	2 803	(356)	n. p.
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	118	(133)	188,7 %	696	23	n. p.
ASG ³	6 432	5 432	18,4 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	120	119	0,8 %			
Nombre d'employés	244	231	5,6 %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	16 224 \$	15 301 \$	6,0 %	60 126 \$	62 174 \$	(3,3) %
Imputations intersectorielles ²	140	54	159,3 %	497	131	279,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	671	(386)	273,8 %	3 238	107	n. p.
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	118	(133)	188,7 %	696	23	n. p.

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

5) Les résultats d'exploitation ont été consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée et incluse dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024 (32,7 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2024, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 17,0 millions \$, en hausse de 2,1 millions \$, ou 13,8 %, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice considéré, les produits des activités ordinaires ont totalisé 63,9 millions \$, en hausse de 1,4 million \$, ou 2,3 %, en regard de ceux de l'exercice 2023.

Les ASG¹ des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 6,4 milliards \$ au 31 mars 2024, en hausse de 18,4 % comparativement à ceux du T4/23, ce qui est attribuable à l'augmentation des nouveaux actifs nets et à l'amélioration de la valeur de marché. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 13,8 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie. Les produits tirés des honoraires dans nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 39,2 %

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

des produits de gestion de patrimoine pour le trimestre clos le 31 mars 2024, une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2023.

La charge de rémunération totale de ce secteur a respectivement augmenté de 0,5 million \$, ou 4,5 %, et diminué de 1,8 million \$, ou 4,1 %, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires pour le T4/24 et pour l'exercice 2024 a été respectivement de 68,1 % et 66,8 %, en baisse respectivement de 6,0 points de pourcentage et 4,5 points de pourcentage par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les autres charges indirectes se sont établies à 4,7 millions \$, une hausse de 0,4 million \$, ou 9,2 %, par rapport à celles du T4/23 qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des frais d'administration et des frais de développement. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les autres charges indirectes ont été essentiellement en phase avec celles de l'exercice précédent, affichant une légère diminution de 1,4 % par rapport à celles de l'exercice 2023.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2024, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établie à 0,6 million \$, comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 0,5 million \$ au T4/23. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 0,7 million \$ par rapport à une perte nette avant impôt sur le résultat de 0,4 million \$ pour le T4/23. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 2,8 millions \$, comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 0,4 million \$ pour l'exercice précédent. Pour l'exercice considéré, le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 3,2 millions \$ par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 0,1 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Exercices clos les 31 mars		Variation d'un exercice à l'autre
	2024	2023		2024	2023	
Produits des activités ordinaires	6 120 \$	7 140 \$	(14,3) %	22 238 \$	9 240 \$	140,7 %
Charges						
Charge de rémunération	11 374	25 600	(55,6) %	53 882	71 922	(25,1) %
Autres charges indirectes	7 955	12 204	(34,8) %	41 916	32 816	27,7 %
Frais de restructuration	—	—	—	4 664	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	11 629	(100,0) %	13 250	11 629	13,9 %
Ajustement de la juste valeur des débtentures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	n. p.	4 421	—	n. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	10	(100,0) %	70	55	27,3 %
Total des charges	23 750	49 443	(52,0) %	118 203	116 422	1,5 %
Imputations intersectorielles ²	(12 383)	(10 722)	(15,5) %	(41 962)	(44 944)	6,6 %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(5 247)	(31 581)	83,4 %	(54 003)	(62 238)	13,2 %
Nombre d'employés	448	472	(5,1) %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Produits des activités ordinaires	6 350 \$	7 140 \$	(11,1) %	23 165 \$	22 191 \$	4,4 %
Total des charges	16 968	32 911	(48,4) %	78 469	97 772	(19,7) %
Imputations intersectorielles ²	(12 383)	(10 722)	(15,5) %	(41 962)	(44 944)	6,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	1 765	(15 049)	111,7 %	(13 342)	(30 637)	56,5 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 43.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 25.

n. p. : non pertinent

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives. La

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

répartition entre les secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions et les charges engagées par ces secteurs sont comptabilisées dans les imputations intersectorielles.

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont chiffrés à 6,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement à 7,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les produits des activités ordinaires se sont établis à 22,2 millions \$, comparativement à 9,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires annuels est en grande partie attribuable à l'incidence d'une réduction de 13,0 millions \$ des produits des activités ordinaires de l'exercice précédent en raison des ajustements de la juste valeur comptabilisés à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles.

Le total des charges de ce secteur pour le trimestre clos le 31 mars 2024 a diminué de 25,7 millions \$, ou 52,0 % pour s'établir à 23,8 millions \$ par rapport à celui du trimestre clos le 31 mars 2023. Pour l'exercice, le total des charges a légèrement augmenté de 1,5 % pour s'élever à 118,2 millions \$ comparativement à celui de l'exercice clos le 31 mars 2023.

La charge de rémunération a diminué de 14,2 millions \$, ou 55,6 %, comparativement à celle du trimestre clos le 31 mars 2023, et de 18,0 millions \$, ou 25,1 %, pour l'exercice, ce qui est en partie attribuable à la variation de la juste valeur de certaines attributions de droits à un paiement fondé sur des actions consenties au cours des périodes précédentes.

Les autres charges indirectes ont diminué de 34,8 % comparativement à celles du T4/23, en raison surtout des frais de développement plus élevés au T4/23, lesquels comprenaient des honoraires professionnels en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée, contrebalancés en partie par la hausse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et de la charge d'intérêts hors trésorerie sur les obligations locatives en lien avec le déménagement du bureau de Vancouver. Un montant supplémentaire au titre de la charge d'amortissement et de la charge d'intérêts sur les obligations locatives a été comptabilisé même si le nouveau bureau n'est pas occupé et qu'il est encore en construction à l'heure actuelle.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, les autres charges indirectes ont augmenté de 9,1 millions \$, ou 27,7 %, en raison surtout des frais de développement plus élevés, lesquels comprenaient des honoraires professionnels en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée qui ont été engagés au premier trimestre de l'exercice 2024. De plus, des frais de restructuration de 4,7 millions \$ en lien avec la compression des effectifs et des ajustements de la juste valeur de 13,3 millions \$ liés à la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle relatives aux actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK ont été comptabilisés au cours du premier semestre de l'exercice 2024.

La Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 4,4 millions \$ lié à la composante passif dérivé des débentures convertibles émises au quatrième trimestre de l'exercice 2024.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat de ce secteur s'est établie à 5,2 millions \$ au T4/24, comparativement à une perte de 31,6 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Le résultat avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 1,8 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 15,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la perte avant impôt sur le résultat a été de 54,0 millions \$ comparativement à une perte de 62,2 millions \$ pour l'exercice 2023. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 13,3 millions \$, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 30,6 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dans toutes les régions où CG exerce ses activités. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

Informations financières trimestrielles pour le T4/24 et les sept trimestres précédents¹

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 mars 2024. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	202 850	189 843	144 809	145 694	226 140	196 879	205 697	164 137
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	77 574	77 035	70 813	72 614	78 410	77 364	73 429	72 961
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	105 469	101 829	101 004	103 172	103 730	85 691	80 970	73 337
Australie	17 035	16 178	15 409	15 239	14 969	16 633	14 889	15 921
Non sectoriel et autres	6 120	4 258	5 255	6 605	7 140	5 549	5 537	(8 986)
Total des produits des activités ordinaires	409 048	389 143	337 290	343 324	430 389	382 116	380 522	317 370
Résultat net	7 912	28 005	(5 867)	(268)	3 763	(82 065)	26 564	(3 004)
Résultat par action ordinaire de base	(0,07) \$	0,15 \$	(0,20) \$	(0,15) \$	(0,08) \$	(1,10) \$	0,17 \$	(0,14) \$
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,07) \$	0,14 \$	(0,20) \$	(0,15) \$	(0,08) \$	(1,10) \$	0,14 \$	(0,14) \$
Résultat net compte non tenu des éléments importants ¹	30 779 \$	33 304 \$	10 717 \$	19 433 \$	17 428 \$	28 197 \$	35 426 \$	19 935 \$
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,20 \$	0,24 \$	— \$	0,10 \$	0,10 \$	0,20 \$	0,30 \$	0,13 \$
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,15 \$	0,20 \$	— \$	0,07 \$	0,07 \$	0,16 \$	0,25 \$	0,11 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LE T4/24 ET LES SEPT TRIMESTRES PRÉCÉDENTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	409 048	\$ 389 143	\$ 337 290	\$ 343 324	\$ 430 389	\$ 382 116	\$ 380 522	\$ 317 370
Total des charges selon les IFRS	394 687	352 045	337 964	337 042	424 962	462 902	341 490	315 476
Produits des activités ordinaires								
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres								
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	230	360	218	119	—	233	1 271	11 447
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	409 278	\$ 389 503	\$ 337 508	\$ 343 443	\$ 430 389	\$ 382 349	\$ 381 793	\$ 328 817
Charges								
Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity								
Amortissement des immobilisations incorporelles	218	279	316	350	214	1 643	1 535	1 264
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151)	—	(18 174)	—	(14 278)	—	—	—
Frais de restructuration	—	—	12 673	—	—	—	—	—
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	1 975	—	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	1 477	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	17 756	—	—	—	—	102 571	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	200	532	362	573	648	523	437	367
Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity								
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 754	5 707	5 727	5 639	6 314	5 830	5 944	4 312
Frais de restructuration	—	—	810	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	(1 656)	7 582
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	948	724	926	1 288	1 477	649	1 265	586
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres								
Frais de restructuration	—	—	1 306	3 358	—	—	—	—
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	2 361	—	—	—	—	—	—	—
Frais de développement	—	—	(249)	15 287	4 903	808	1 310	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	—	13 250	—	11 629	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	—	—	—	—	—	—
Total des éléments importants – charges	24 482	7 242	16 947	26 495	10 907	112 024	10 312	14 111
Total des charges compte non tenu des éléments importants	370 205	344 803	321 017	310 547	414 055	350 878	331 178	301 365
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	39 073	\$ 44 700	\$ 16 491	\$ 32 896	\$ 16 334	\$ 31 471	\$ 50 615	\$ 27 452
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté(e)	8 294	11 396	5 774	13 463	(1 094)	3 274	15 189	7 517
Résultat net – ajusté	30 779	\$ 33 304	\$ 10 717	\$ 19 433	\$ 17 428	\$ 28 197	\$ 35 426	\$ 19 935
Dividendes sur actions privilégiées	2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 391	\$ 2 391	\$ 2 391
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	17 397	\$ 20 767	\$ (299)	\$ 7 578	\$ 6 793	\$ 16 561	\$ 25 793	\$ 11 879
Résultat par action ordinaire ajusté – base	0,20	\$ 0,24	\$ —	\$ 0,10	\$ 0,10	\$ 0,20	\$ 0,30	\$ 0,13
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution	0,15	\$ 0,20	\$ —	\$ 0,07	\$ 0,07	\$ 0,16	\$ 0,25	\$ 0,11

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) En raison du changement dans le nombre d'actions après dilution découlant du rachat des débetures convertibles au quatrième trimestre de l'exercice 2022 et de l'incidence des actions privilégiées convertibles émises au quatrième trimestre de l'exercice 2023 et au premier trimestre de l'exercice 2024, ainsi que de l'arrondissement et de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur les montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice considéré.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés des transactions de prise ferme et de consultation ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société.

La Société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 409,0 millions \$ au T4/24, ce qui représente une augmentation de 11,0 % par rapport aux produits des activités ordinaires moyens des sept trimestres précédents. Sur une base consolidée, les produits tirés des honoraires de consultation au quatrième trimestre affichent un recul de 8,2 % par rapport à ceux de la moyenne des sept trimestres précédents et reflètent une conjoncture moins favorable pour la conclusion de transactions au cours de l'exercice 2024. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont chiffrés à 55,8 millions \$, en hausse de 39,5 % par rapport à la moyenne des sept trimestres précédents, lesquels rendent compte du repli abrupt du marché qui s'est amorcé au T1/23.

En raison du contexte de hausse de taux d'intérêt, les produits d'intérêts ont augmenté de 7,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 49,3 millions \$, soit une hausse de 30,9 % comparativement à la moyenne des sept trimestres précédents. Les produits tirés des commissions et des honoraires, les produits tirés des activités de financement de sociétés et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté respectivement de 7,0 %, 20,0 % et 6,7 % par rapport à ceux du T3/24.

Marchés des capitaux mondiaux

Les activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 202,9 millions \$, soit une hausse de 11,5 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, et bien que ce montant demeure inférieur aux niveaux historiques, il reflète une légère reprise en regard du repli prolongé des marchés mondiaux ayant perturbé le niveau d'activité de l'ensemble de nos secteurs, mais plus particulièrement ceux des activités de consultation et des activités de financement de sociétés. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des sept derniers trimestres se sont chiffrés à 226,1 millions \$ et les moins élevés, à 144,8 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹, ce secteur a renoué avec la rentabilité au deuxième semestre de l'exercice 2024 et a généré au T4/24 un résultat avant impôt sur le résultat de 3,3 millions \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 16,7 millions \$ au trimestre précédent. Le résultat avant impôt sur le résultat le plus élevé au cours des sept derniers trimestres s'est chiffré à 26,2 millions \$ au T2/23, soit un montant inférieur aux niveaux historiques pour cette division. Pour l'exercice considéré, le résultat avant impôt sur le résultat a totalisé 6,0 millions \$ comparativement à 30,8 millions \$ pour l'exercice précédent.

Bien que les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis soient celles qui ont le plus contribué aux produits des activités ordinaires de cette division, les produits des activités ordinaires du quatrième trimestre se sont établis à 88,6 millions \$, en baisse de 15,8 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, ce qui reflète les conditions toujours difficiles pour les activités de mobilisation de capitaux et le contexte moins propice à la conclusion de transactions de fusions et acquisitions.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada se sont chiffrés à 62,7 millions \$ au T4/24, en hausse de 74,1 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, et reflètent une progression modeste au titre des activités de prise ferme et de consultation. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des sept derniers trimestres ont été de 70,1 millions \$ et les moins élevés, de 14,3 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie se sont élevés à 27,9 millions \$ au quatrième trimestre, soit une hausse de 54,9 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, et bien que ce montant demeure inférieur aux niveaux historiques, il reflète une conjoncture plus propice aux activités de financement de sociétés dans cette région, surtout dans le secteur des métaux et des mines.

Les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 23,6 millions \$ au T4/24, ce qui constitue une hausse de 4,6 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres. Au cours des sept derniers trimestres, les produits des activités ordinaires trimestriels les plus élevés de ce secteur se sont chiffrés à 31,3 millions \$ et les moins élevés, à 13,3 millions \$.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits des activités de gestion de patrimoine mondiale se sont établis à 200,1 millions \$ au quatrième trimestre, en hausse de 9,3 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres, ce qui constitue un nouveau record trimestriel pour cette division. Les produits trimestriels les moins élevés générés par cette division au cours des sept derniers trimestres se sont élevés à 162,2 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat de ce secteur s'est établi à 34,0 millions \$ au T4/24, en hausse de 2,5 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont progressé de 3,9 % par rapport à ceux des sept derniers trimestres. Les actifs sous administration¹ de ce secteur se sont établis à 38,4 milliards \$, en hausse de 7,6 % d'un exercice à l'autre et de 8,9 % comparativement à la moyenne des sept derniers trimestres, en raison des entrées de trésorerie nettes ainsi que de l'augmentation de la valeur de marché.

Les activités de CGWM UK ont contribué de façon constante à nos produits des activités ordinaires et à notre rentabilité. Les produits des activités ordinaires se sont établis à 105,5 millions \$ au T4/24, soit un nouveau record trimestriel et une hausse de 13,6 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres grâce à la progression des produits d'intérêts. Les ASG¹ pour ce groupe se chiffraient à 59,1 milliards \$ à la fin du T4/24, en hausse de 7,2 % comparativement à ceux du T4/23, en lien avec l'augmentation de la valeur de marché et la fluctuation des taux de change.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie se sont élevés à 17,0 millions \$ au T4/24, en hausse de 9,2 % par rapport à la moyenne des sept derniers trimestres. Les ASG¹ s'établissaient à 6,4 milliards \$ au 31 mars 2024, en hausse de 18,4 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2023, ce qui reflète nos démarches de recrutement actives au cours du dernier exercice et les variations de la valeur de marché.

Non sectoriel et autres

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique principalement par l'ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, de même que par les variations des produits d'intérêts et des profits ou pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Situation financière

Données de l'état de la situation financière aux 31 mars					
(en milliers \$ CA)	2024	2023	2022	2021	2020
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	855 604 \$	1 008 432 \$	1 788 261 \$	1 883 292 \$	997 111 \$
Titres détenus	575 011	715 078	1 051 229	1 041 583	931 467
Créances clients	3 426 058	3 355 203	3 438 655	3 973 442	3 275 841
Impôt sur le résultat à recevoir	33 753	34 209	1 967	738	5 603
Actifs d'impôt différé	71 004	90 733	98 224	81 229	39 487
Placements	12 913	18 101	22 928	12 193	10 105
Matériel et aménagements des locaux loués	61 000	48 180	34 643	23 070	24 860
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	903 842	928 735	697 272	531 038	565 587
Actif au titre de droits d'utilisation	193 280	103 729	117 066	85 216	106 134
Total de l'actif	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$
Passif et capitaux propres					
Titres vendus à découvert	495 246 \$	556 303 \$	567 290 \$	889 607 \$	875 017 \$
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	3 484 461	3 739 992	4 853 894	5 170 957	3 680 186
Impôt sur le résultat à payer	2 096	2 177	15 952	56 285	11 721
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 672	13 342	6 574	12 119	7 042
Tranche à court terme des obligations locatives	24 579	26 712	23 928	24 311	23 417
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	10 112	17 325	10 618	17 706	57 859
Obligations locatives	190 169	92 526	101 620	70 591	88 922
Passifs dérivés	110 007	61 705	41 090	—	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	12 345	36 673	34 668	19 577	58 340
Emprunt bancaire	287 857	293 780	145 467	66 200	79 192
Passifs d'impôt différé	53 337	55 728	24 875	13 552	9 903
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Déventures convertibles	80 973	—	—	168 112	128 322
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466	343 998	238 700	8 190	156
Capitaux propres	995 645	1 054 639	1 178 069	1 107 094	928 618
Total du passif et des capitaux propres	6 132 465 \$	6 302 400 \$	7 250 245 \$	7 631 801 \$	5 956 195 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 855,6 millions \$ au 31 mars 2024, comparativement à 1,0 milliard \$ au 31 mars 2023. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 50.

Les titres détenus s'établissaient à 575,0 millions \$ au 31 mars 2024, comparativement à 715,1 millions \$ au 31 mars 2023, en raison principalement d'une diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus et d'une baisse des actions et des débentures convertibles détenues au 31 mars 2024.

Les créances clients se chiffraient à 3,4 milliards \$ au 31 mars 2024, en comparaison de 3,4 milliards \$ au 31 mars 2023, soit un montant inchangé par rapport à celui de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2024, le goodwill s'élevait à 615,5 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 288,3 millions \$. Au 31 mars 2023, le goodwill s'établissait à 622,8 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 305,9 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc, d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, de Thomas Miller, de Patersons, d'Adam & Company, de Sawaya, de PSW, de Results et de Mercer. En raison de la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et de consultation, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi des pertes au cours de l'exercice 2024. Compte tenu de ces pertes et de la faiblesse persistante de nos secteurs cibles au Royaume-Uni, conjuguée à un contexte difficile, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Royaume-Uni dépassait sa juste valeur au 31 mars 2024. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 17,8 millions \$ au titre du goodwill en lien avec ses activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Au 31 mars 2024, les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 193,3 millions \$, comparativement à 103,7 millions \$ au 31 mars 2023, principalement en lien avec les nouveaux bureaux à New York, à Boston et à Vancouver, ce qui a été en partie contrebalancé par la charge d'amortissement comptabilisée au cours de l'exercice considéré.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, se chiffraient à 178,7 millions \$ au 31 mars 2024, par rapport à 191,2 millions \$ au 31 mars 2023, en raison surtout d'une diminution des actifs d'impôt différé, en partie neutralisée par une hausse du matériel et des aménagements des locaux loués.

PASSIFS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les titres vendus à découvert étaient de 495,2 millions \$ au 31 mars 2024, par rapport à 556,3 millions \$ au 31 mars 2023, en raison surtout d'une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que sur les actions et les débentures convertibles.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,5 milliards \$ au 31 mars 2024, en baisse par rapport à 3,7 milliards \$ au 31 mars 2023, ce qui est principalement attribuable à une diminution des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières et aux clients.

La dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé étaient de 62,9 millions \$ au 31 mars 2024, en légère baisse par rapport à 65,4 millions \$ au 31 mars 2023.

Des obligations locatives de 214,7 millions \$ figuraient également à l'état de la situation financière au 31 mars 2024, comparativement à 119,2 millions \$ au 31 mars 2023, en lien avec l'ajout de nouveaux bureaux à New York, à Boston et à Vancouver.

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 22,5 millions \$ étaient comptabilisées au 31 mars 2024 (54,0 millions \$ au 31 mars 2023) relativement à l'acquisition de Sawaya et de Results. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2024, la Société a comptabilisé une réduction de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, ce qui a donné lieu à un recouvrement de charge de 18,2 millions \$ au titre de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, et à un recouvrement de charge de 9,2 millions \$ au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni au quatrième trimestre de l'exercice 2024. De plus, au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2023, la Société a effectué un paiement de 1,1 million \$ en lien avec la contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Results et un paiement de 3,6 millions \$ en lien avec la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté deux séries d'actions privilégiées convertibles émises par la filiale de la Société, CGWM UK. Les deux séries d'actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument, dans certaines circonstances, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice 2024, un ajustement de la juste valeur du passif dérivé de 13,3 millions \$ (11,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2023) a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé. La juste valeur du passif dérivé lié aux deux séries d'actions privilégiées convertibles au 31 mars 2024 s'élevait à 76,9 millions \$ (61,7 millions \$ au 31 mars 2023) et est présentée dans les passifs dérivés à l'état de la situation financière consolidé.

Le 15 mars 2024, la Société a émis des débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (« débentures convertibles ») pour un produit de 110,0 millions \$. Les débentures convertibles portent intérêt à un taux de

7,75 % par année payable semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 30 juin 2024. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 9,68 \$ par action ordinaire. Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises au porteur au moment de la conversion des débentures est limité dans la mesure où le porteur ne peut détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à la suite de la conversion. En cas d'avis de rachat des débentures convertibles par la Société, le porteur peut choisir de convertir les débentures convertibles en actions ordinaires et au moment de la conversion, le montant maximal d'actions pouvant être émises peut être dépassé pourvu que le porteur obtienne toutes les approbations des organismes de réglementation pouvant être nécessaires. Si le porteur n'obtient pas l'approbation des organismes de réglementation au moment de la conversion, la Société versera au porteur un montant en trésorerie correspondant à l'excédent de la valeur de conversion des actions ordinaires qui auraient été alors émises sur le montant maximal d'actions pouvant être émises au moment de la conversion ainsi qu'il a été décrit précédemment.

Les modalités des débentures convertibles incluent les dispositions antidilution standards prévoyant que le prix de conversion sera ajusté en cas de réorganisation des actions ordinaires par voie d'un fractionnement, d'un regroupement, d'une distribution ou d'une opération équivalente, ou si la Société émet des droits, des options ou des bons de souscription à ses actionnaires. Si la Société verse un dividende supérieur au dividende versé dans le cours normal des activités (0,34 \$ par action ordinaire par exercice financier), alors le prix de conversion sera ajusté en multipliant le prix de conversion en vigueur au moment du versement du dividende par une fraction correspondant i) au cours actuel des actions, moins le montant de l'excédent du dividende sur le dividende versé dans le cours normal des activités, divisé par ii) le cours du marché au moment du versement du dividende excédentaire. Les débentures convertibles sont subordonnées, quant au droit de paiement, au paiement préalable d'un montant maximal de 250 000 000 \$ de dette garantie pouvant être contractée par la Société de temps à autre. Les débentures convertibles ont égalité de rang entre elles ainsi qu'avec toute autre dette secondaire et non garantie présente et future de la Société, y compris, sans s'y limiter, les dettes fournisseurs, les garanties, les obligations locatives ou d'autres passifs similaires de la Société dans le cours normal des activités, à la condition toutefois qu'aussi longtemps que les débentures convertibles sont en circulation, des débentures non garanties additionnelles d'un montant maximal de 250 000 000 \$ puissent être en circulation.

La Société a utilisé une tranche d'environ 80,0 millions \$ du produit des débentures convertibles pour consentir un prêt portant intérêts à une société en commandite qui sera la propriété de certains employés de la Société. Les débentures convertibles sont classées à titre d'instrument comportant une composante passif et une composante dérivé incorporé. Au 31 mars 2024, la valeur comptable de la composante passif des débentures convertibles était de 81,0 millions \$ et celle de la composante dérivé incorporé était de 33,1 millions \$. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, un ajustement de la juste valeur de 4,4 millions \$ au titre de la composante dérivé incorporé a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés.

Il est attendu que certains membres de la haute direction et cadres générateurs de revenus (appelés aux présentes les participants) concluront des conventions de prêt (« prêts-achats ») avec des filiales de la Société (collectivement, « Groupe CG ») et des conventions de souscription avec la société en commandite en vue de souscrire pour environ 80 millions \$ de parts de société en commandite (« parts de SEC ») de la société en commandite. Un montant total de 80 millions \$ devrait être prêté par Groupe CG aux participants aux termes des prêts-achats avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2025. Les prêts-achats portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC. La société en commandite utilisera le produit tiré de la souscription des parts de SEC pour rembourser le montant en capital impayé à la Société aux termes des prêts-achats.

Pour ce qui est des participants de Marchés des capitaux et de ceux qui sont des membres de la direction, le remboursement du montant en capital aux termes des prêts-rachats doit équivaloir à un montant correspondant à 20 % de la prime annuelle du participant, moins les retenues d'impôt sur le revenu applicables (« montant du remboursement annuel »). Tant que l'encours du prêt-subsidation demeurera impayé, les participants recevront de Groupe CG un montant correspondant à 0,67 fois le montant équivalent avant impôt sur le revenu de tout capital remboursé par le participant, le cas échéant (« montant supplémentaire »). Le montant supplémentaire, déduction faite de toute retenue d'impôt sur le revenu applicable, servira à rembourser une partie du montant en capital du prêt-achat. Les participants de Gestion du patrimoine sont tenus d'acquitter une partie du montant en capital aux termes des prêts-achats en versements mensuels égaux. Tant que l'encours du prêt-achat sera impayé, le Groupe CG versera un montant correspondant à 40 % du montant avant impôt sur le revenu du capital acquitté par les participants précités, le cas échéant (« montant supplémentaire mensuel »). Le montant supplémentaire mensuel, moins les retenues d'impôt sur le revenu applicables, servira à rembourser une partie du montant du remboursement mensuel.

Les participants verseront un apport en capital initial (« apport en capital initial ») à la société en commandite à même le produit des prêts-achats. Lorsque les approbations de certains organismes de réglementation permettant à la société en commandite de détenir plus de 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société auront été reçues, les participants seront tenus de souscrire des parts supplémentaires de SEC en versant un apport en capital supplémentaire à la société en commandite (« apport en capital supplémentaire ») d'un montant correspondant à 20 % du montant en capital des prêts-achats reçus par les participants. L'apport de capital supplémentaire des participants doit être versé en trésorerie ou en actions ordinaires de la Société. Il est attendu que la société en commandite utilisera le produit de l'apport en capital initial et de l'apport en capital supplémentaire pour rembourser (en totalité ou en quasi-totalité) le montant en capital impayé à la Société aux termes des prêts-achats.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie en trésorerie à l'égard de plusieurs acquisitions dans le secteur Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Selon les modalités initiales de la facilité, l'emprunt bancaire devait être remboursé au plus tard le 30 septembre 2024. Au

cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, l'échéance de la facilité a été prolongée et celle-ci est maintenant remboursable le 30 septembre 2025. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,6894 % au 31 mars 2024 (taux annuel de 7,177 % au 31 mars 2023).

Compte non tenu de l'obtention susmentionnée de l'emprunt bancaire lié à plusieurs acquisitions dans le secteur Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 674,7 millions \$ (667,4 millions \$ au 31 mars 2023). Ces facilités de crédit limitées, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont utilisées pour faciliter le règlement des transactions et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2024, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit (néant au 31 mars 2023).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 364,5 millions \$ au 31 mars 2024, en comparaison de 344,0 millions \$ au 31 mars 2023, en hausse de 20,5 millions \$, ce qui est surtout en lien avec la composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, déduction faite des dividendes reçus et de la fluctuation des taux de change. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 31,8 % de l'actif net des activités en Australie (32,7 % au 31 mars 2023).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (3,9 millions \$ (2,9 millions \$ US) au 31 mars 2023) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2024 et 2023, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2024 et 2023, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire aux termes de ces facilités.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau ci-après résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 31 mars 2024 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2025	Exercice 2026 – Exercice 2027	Exercice 2028 – Exercice 2029	Par la suite
Locaux et matériel	364 556	11 206	55 629	55 548	242 173
Emprunt bancaire ¹	338 223	36 676	301 547	—	—
Débiteures convertibles ²	151 297	6 624	16 500	128 173	—
Total des obligations	854 076	54 506	373 676	183 721	242 173

1) L'emprunt bancaire a été obtenu pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de CGWM UK. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 7,6894 % (taux annuel de 7,177 % au 31 mars 2023) et est remboursable par versements de capital et d'intérêts. Selon les modalités initiales de la facilité, l'emprunt bancaire devait être remboursé au plus tard le 30 septembre 2024. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, l'échéance de la facilité a été prolongée et celle-ci est maintenant remboursable le 30 septembre 2025.

2) Les débiteures convertibles comprennent les débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T4/24. Les débiteures convertibles portent intérêt à un taux de 7,5 % par année et viennent à échéance le 15 mars 2029. Les débiteures convertibles pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débiteures convertibles. Au 31 mars 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 855,6 millions \$, en baisse de 152,8 millions \$ par rapport à 1,0 milliard \$ au 31 mars 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, des flux de trésorerie de 110,6 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, en raison de l'acquisition d'actions dans le cadre du RILT, de versements de dividendes en espèces sur les actions privilégiées convertibles émises au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, de versements de dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées, de paiements de loyers, de remboursement d'emprunts bancaires, le tout en partie compensés par le produit net de l'émission de débiteures convertibles. Des flux de trésorerie de 32,8 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement principalement au titre de l'achat de matériel et des aménagements des locaux loués, de l'acquisition d'immobilisations incorporelles, et du paiement d'une contrepartie éventuelle et d'une contrepartie différée. Des flux de trésorerie de 12,9 millions \$ ont été affectés aux activités d'exploitation, principalement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 3,4 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2023, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont augmenté de 181,8 millions \$, du fait surtout du produit additionnel d'emprunts bancaires ainsi que du produit tiré de l'émission d'actions privilégiées convertibles de CGWM UK au cours de la période précédente. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 255,3 millions \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 par rapport à ceux de la période

correspondante de l'exercice précédent, ce qui découle principalement des acquisitions de PSW et de Results au cours de la période précédente. Les variations des soldes des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement et l'augmentation du résultat net ont donné lieu à une baisse des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 571,5 millions \$. De plus, les soldes de trésorerie ont diminué de 18,0 millions \$ du fait de l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 152,8 millions \$, passant de 1,0 milliard \$ au 31 mars 2023 à 855,6 millions \$ au 31 mars 2024.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer du capital réglementaire requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment en disposant des dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les niveaux d'activité actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Certains engagements incombent à la Société, comme il est décrit précédemment aux rubriques « Arrangements hors bilan » et « Dette bancaire et autres facilités de crédit ». Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités, la Société n'a conclu aucun contrat pouvant raisonnablement être considéré comme important.

Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2024	2023
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	92 084 814	87 477 151
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 189 077	99 594 391
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	116 928 318	104 497 584
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	91 764 670	87 381 995
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	S. O.	S. O.

1) Exclut 9 981 908 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiducies pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

2) Inclut 9 981 908 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiducies pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

3) Inclut 3 610 000 actions qui devraient être émises si la totalité des options sur actions liées au rendement en cours étaient exercées et 776 031 actions qui devraient être émises dans le cadre des acquisitions de Sawaya et de Results, déduction faite des renoncations estimées, ainsi que 113 636 636 actions liées aux débentures convertibles.

4) Au cours des exercices clos les 31 mars 2024 et 2023, la Société a affiché une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, le RPA après dilution est égal au RPA de base, car les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour la période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle peut exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE B

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de série C. Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2022, la Société n'avait racheté aucune action privilégiée de série C.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE D

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 15 juin 2022, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 21 des états financiers consolidés du 31 mars 2024.

ACTIONS ORDINAIRES

Le 17 août 2023, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2023 au 20 août 2024, jusqu'à 4 985 290 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2023 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2024) au gré de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 84 555 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2023 à juillet 2023 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 338 223 actions ordinaires)).

Au 31 mai 2024, 102 189 077 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

	Nombre d'actions
Solde au 31 mars 2022	99 697 799
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	285 899
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(585 300)
Solde au 31 mars 2023	99 594 391
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	2 398 693
Solde au 31 mars 2024	102 189 077

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à ses administrateurs indépendants. Aux termes du régime, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société offre un régime d'UAD à certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat consolidé.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

RÉGIME DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS DE PSW, ASSUJETTIS À DES CONDITIONS

Dans le cadre de l'acquisition de PSW, la Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions à l'intention de certains employés clés de PSW qui inclut des actions ordinaires de CGWM UK. Le régime est assujéti à diverses conditions d'acquisition des droits et, par conséquent, la Société comptabilise les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des principales filiales agissant à titre de contrepartistes et des principales sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 25 des états financiers consolidés annuels.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2024	31 mars 2023
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS ⁵	France	s. o.	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Asset Management Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
CG Wealth Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Adam & Company Investment Management Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Punter Southall Wealth Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Alternative Capital LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited ¹	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Financial Limited ²	Australie	65 %	65 %
Patersons Asset Management Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. ³	Émirats arabes unis	s. o.	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited ¹	Jersey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited ⁴	Irlande	s. o.	100 %

1) La Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 5,5 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 33,1 % de la participation en équivalents de capitaux propres.

- 2) La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 67,3 % au 31 mars 2024 (67,3 % au 31 mars 2023), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.
- 3) La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity Dubai Ltd. au cours du premier trimestre de l'exercice 2024.
- 4) Cette entreprise a été absorbée par liquidation dans une filiale dans le cadre d'une restructuration en interne au cours du premier trimestre de l'exercice 2024.
- 5) Cette entreprise a été absorbée par liquidation au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») pour les membres de la haute direction et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs ont le droit d'acheter des UAD. Certains instruments de capitaux propres dans CGWM UK ont été achetés par des dirigeants et des employés de CGWM UK en lien avec l'émission d'actions privilégiées convertibles à HPS.

(en milliers)	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Avantages du personnel à court terme	45 826	48 804
Paiements fondés sur des actions	599	892
Avantages postérieurs à l'emploi	2 025	—
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	48 450	49 696

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Créances clients	19 469	18 115
Dettes fournisseurs et charges à payer	327	600

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de la Société. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

La préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2024 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs sur l'information à fournir à l'égard des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers de niveau 2 et de niveau 3, les provisions, l'évaluation des contreparties éventuelles et l'évaluation des passifs dérivés. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquelles un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. La Société a affecté un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, et au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, et en Australie.

La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des politiques et des lois fiscales dans le cadre de ses activités au Canada et à l'étranger. Puisque les lois et les politiques fiscales de plusieurs pays font l'objet de

modifications et d'interprétations continues, le résultat final de certaines opérations fiscales reste incertain. La Société subit l'influence des modifications apportées aux lois et aux règlements fiscaux, notamment l'instauration des impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 proposés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. Les actions privilégiées convertibles émises n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier. L'exercice de jugement a été nécessaire pour conclure que les actions privilégiées convertibles sont un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, dans certaines circonstances, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur du dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. La composante passif dérivé sera réévaluée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de sa valeur, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat net de la période considérée. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui seront utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

La Société a émis des débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024. Elles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur à chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui sont utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2024, la Société détenait 65 % des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2024 et 2023. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie

largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation.

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ont été de 1,3 million \$ (13,0 millions \$ en 2023). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »).

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Les débentures convertibles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Les deux composantes sont comptabilisées dans les passifs de l'état de la situation financière consolidé. Les intérêts courus sur le montant en capital sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés et une hausse correspondante est comptabilisée dans la composante passif. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur à chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Au rachat des débentures convertibles et à l'émission du capital social, la composante passif est reclassée dans les capitaux propres.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie de certaines formes d'instruments de capitaux propres (« transactions réglées en trésorerie ou en instruments de capitaux propres »). Les employés participants peuvent recevoir des actions dont les droits sont généralement acquis sur trois ans (des UATI ou un montant en trésorerie, si les instruments sont réglés en trésorerie).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des UALR ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des

filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période considérée. Au 31 mars 2024, il y avait des contrats à terme en cours de 1,0 million \$ visant l'achat de dollars américains, comparativement à des contrats à terme en cours totalisant 1,8 million \$ au 31 mars 2023. Les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un montant notionnel de 1,8 million \$ US, une baisse de 2,1 millions \$ US par rapport au 31 mars 2023. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société a également commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 31 mars 2024, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours (position vendeur de 1,4 million \$ au 31 mars 2023).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Pilier 2

Des lois Pilier 2, lesquelles entreront en vigueur le 1^{er} avril 2024, ont été adoptées ou quasi adoptées dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales. La Société est assujettie à ces lois et a évalué son exposition aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

L'évaluation de l'exposition aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 se fonde sur les déclarations fiscales les plus récentes, les déclarations pays par pays et les états financiers disponibles des entités constitutives. La Société a relevé une exposition potentielle aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 attribuable aux bénéfices réalisés dans les

dépendances de la Couronne. Cette exposition s'explique par la présence d'entités constitutives dans ces territoires, où les taux prévus par la loi sont inférieurs à 15 %.

Si les lois Pilier 2 avaient été en vigueur pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la charge d'impôt sur le résultat et le taux d'impôt effectif retraités seraient respectivement d'environ 31,0 millions \$ et 54,3 %, ce qui représente une hausse de 3,7 millions \$ ou 6,5 % par rapport à la charge d'impôt sur le résultat de 27,3 millions \$ et du taux d'impôt effectif de 47,8 % qui ont été présentés.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour l'exercice clos le 31 mars 2024, à l'exception de ce qui suit.

Pilier 2

En mai 2023, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié le document *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications instaurent une exception temporaire obligatoire concernant la comptabilisation de l'impôt différé découlant de l'entrée en vigueur du modèle de règles du Pilier 2 dans certains territoires ainsi que la communication d'informations à son sujet, et des obligations d'information pour les entités touchées, afin d'aider les utilisateurs d'états financiers à mieux comprendre l'exposition de la Société aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2, et ce, particulièrement avant sa date d'entrée en vigueur. La Société a appliqué ces modifications au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction – Modifications d'IAS 12

Les modifications apportées à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, limitent le champ d'application de l'exception visant la comptabilisation initiale, de sorte qu'elle ne s'applique plus aux transactions qui donnent lieu des différences temporaires imposables et à des différences temporaires déductibles d'un montant égal, comme les contrats de location et les passifs relatifs au démantèlement. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2024.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2024, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2024.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En date du 31 mars 2024, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles internes et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2024.

Notre contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

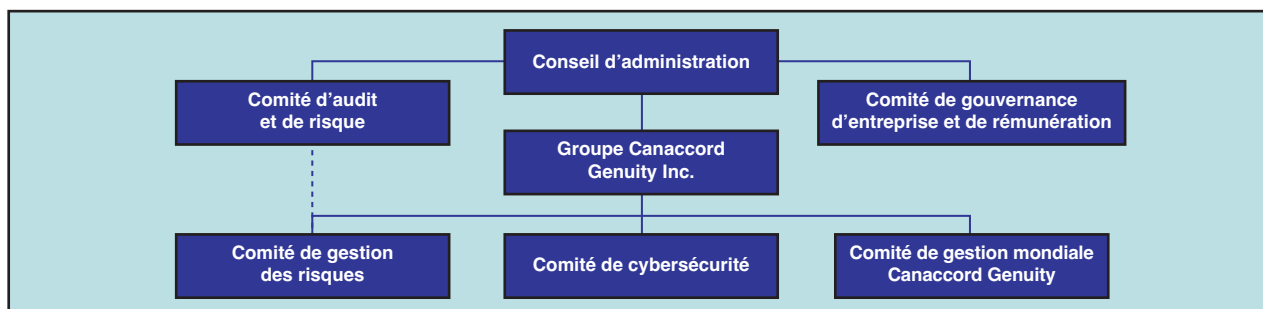
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity Inc.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des pupitres de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée au comité d'audit et de risque et au comité de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat du comité d'audit et de risque en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de la Société, de même que les politiques, procédures et limites ou seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit et de risque. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt,

au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ses activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Autoévaluation des risques et des contrôles » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Autoévaluation des risques et des contrôles

L'autoévaluation des risques et des contrôles a pour but:

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats de l'autoévaluation des risques et des contrôles servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. L'autoévaluation des risques et des contrôles est mise à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit et de risque.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés et l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act* of 1970 (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable qu'il entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue de telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité. La prédominance croissante des outils axés sur l'intelligence artificielle (IA) peut aussi accroître le risque de cyberattaques ou d'atteinte à la protection des données, l'IA permettant de lancer des cyberattaques plus automatisées, ciblées et coordonnées à l'endroit de l'infrastructure technologique de la société.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit et de risque du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'éclosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'éclosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'éclosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'éclosion. Les systèmes, processus et procédures de la Société ont permis de limiter efficacement les risques associés à l'éclosion de la pandémie de COVID-19, mais ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. L'incidence de la situation géopolitique sur l'économie mondiale est difficile à prévoir et, dans la plupart des cas, elle n'a pas eu de conséquences importantes sur la croissance économique mondiale. Cependant, les guerres en Ukraine et à Gaza et les sanctions contre la Russie ont eu des répercussions économiques considérables, compte tenu de leur incidence sur les marchés du pétrole, des produits de base et de l'agriculture à l'échelle mondiale. En outre, il est attendu que les répercussions de la crise géopolitique actuelle se feront sentir pendant les prochaines décennies. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges

d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2024, les membres de la haute direction et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 13,6 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (12,8 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissaient ou votaient ensemble, ils pourraient exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividende

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2024 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2024.

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2024 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2024, ainsi qu'un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2024 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2024.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris sa notice annuelle, se trouvent sur le site Web de la Société à l'adresse www.cgf.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca/fr.

D'autres déclarations d'entreprise, y compris les informations exigées par la TSX et le rapport sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et les politiques connexes de la Société, se trouvent à l'adresse <https://www.canaccordgenuity.com/fr/relations-investisseurs/relations-investisseurs/gouvernance-entreprise/>.

English-language copies of this report and related disclosure documents for fiscal year 2024 are available at : www.canaccordgenuity.com/investor-relations/investor-resources/financial-reports

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2024 et 2023, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 mars 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de l'audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de l'opinion de l'auditeur sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Comptabilisation des produits tirés des transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions

Au 31 mars 2024, les produits tirés des honoraires de consultation liés aux transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions du Groupe s'élevaient à 230,5 millions \$. Le Groupe comptabilise les produits tirés des honoraires de consultation lorsque l'obligation de prestation liée à la transaction sous-jacente est remplie aux termes de l'entente.

Étant donné que la taille de chaque transaction qui donne lieu à des honoraires de consultation est souvent importante et que le nombre de transactions et le moment auquel elles sont réalisées peuvent grandement varier d'une période à l'autre selon le niveau d'activité sur le marché, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Lorsque des transactions importantes sont conclues vers la date de clôture, une évaluation est effectuée pour déterminer dans quelle période le Groupe a rempli ses obligations de prestation et peut ainsi comptabiliser les produits correspondants. Les détails des méthodes comptables du Groupe relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires sont présentés à la note 5, « Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables ».

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Pour tester les produits comptabilisés tirés des honoraires de consultation, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Nous avons choisi un échantillon des transactions donnant lieu à des honoraires de consultation et examiné les contrats exécutés pour déterminer si l'obligation de prestation a été remplie progressivement ou à un moment précis.
- Nous avons testé un échantillon de transactions donnant lieu à des honoraires de consultation en cours à la date de clôture et évalué si les obligations de prestation liées aux services de consultation fournis progressivement ont été comptabilisées conformément à l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), en obtenant des

éléments probants sur la prestation des services et en établissant une comparaison avec la partie des produits comptabilisés pour la période de prestation des services.

- Nous avons passé en revue les documents sources sur une base d'échantillonnage, y compris les ententes exécutées et les encaissements, pour obtenir des éléments probants quant à savoir si les obligations de prestation ont été remplies pour les transactions de consultation conclues avant et après la fin de l'exercice, et avons évalué si les produits ont été comptabilisés dans la période appropriée.
- Nous avons évalué les méthodes comptables critiques du Groupe et les informations y afférentes dans les états financiers consolidés pour déterminer si elles reflètent adéquatement les transactions en question et si elles sont conformes à l'IFRS 15.

Dépréciation du goodwill affecté à des unités génératrices de trésorerie

Au 31 mars 2024, le Groupe avait comptabilisé un goodwill de 615,5 millions \$ à l'état de la situation financière et l'avait affecté à des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») aux fins des tests de dépréciation. La direction évalue au moins une fois par an, ou lorsqu'il existe des indices de dépréciation, si la valeur comptable de ces actifs a subi une perte de valeur. Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill, la direction compare la valeur comptable d'une UGT à sa valeur recouvrable qui est établie au moyen de la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les tests de dépréciation des UGT reposent sur des estimations des valeurs recouvrables fondées sur des prévisions sur cinq ans avec une valeur finale pour la période subséquente. Compte tenu de la nature subjective des données d'entrée importantes pour le modèle de dépréciation, y compris la fluctuation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, les résultats du modèle sont sensibles aux données d'entrée qui font appel au jugement de la direction.

Compte tenu de la subjectivité inhérente aux prévisions et à l'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'importance du goodwill comptabilisé et affecté aux UGT au 31 mars 2024, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Les détails des méthodes comptables du Groupe relatives au goodwill sont présentés à la note 5, « Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables ».

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Pour tester la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimative des UGT, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude mathématique des modèles de dépréciation utilisés à l'égard des UGT. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons comparé les valeurs comptables de chaque UGT qui figurent dans les modèles aux registres financiers du Groupe et comparé les UGT identifiées par le Groupe au niveau le plus bas auquel les activités font l'objet d'un suivi par la direction et d'autres membres de l'organisation, et évalué si le regroupement des UGT était approprié aux fins du test de dépréciation.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué les hypothèses et les données d'entrée utilisées par le Groupe aux fins du calcul de la valeur recouvrable des UGT, y compris les produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, en comparant ces hypothèses aux résultats historiques et à des données provenant de tiers.
- Nous avons procédé à des analyses de sensibilité des principales hypothèses, notamment les taux de croissance des produits des activités ordinaires et les taux de croissance des charges afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable des UGT qui résulteraient de modifications apportées aux hypothèses.
- Nous avons évalué les informations fournies par le Groupe à l'égard de cette question.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sean Musselman.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 5 juin 2024

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		855 604	1 008 432
Titres détenus	6	575 011	715 078
Créances clients	9, 25	3 426 058	3 355 203
Impôt sur le résultat à recevoir		33 753	34 209
Total des actifs courants		4 890 426	5 112 922
Actifs d'impôt différé	16	71 004	90 733
Placements	10	12 913	18 101
Matériel et aménagements des locaux loués	13	61 000	48 180
Immobilisations incorporelles	15	288 303	305 915
Goodwill	15	615 539	622 820
Actifs au titre de droits d'utilisation	14	193 280	103 729
Total de l'actif		6 132 465	6 302 400
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	6, 7	495 246	556 303
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 25	3 463 454	3 720 332
Provisions	29	21 007	19 660
Impôt sur le résultat à payer		2 096	2 177
Dettes subordonnées	17	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	18	13 672	13 342
Tranche à court terme des obligations locatives	20	24 579	26 712
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	7, 11	10 112	17 325
Total des passifs courants		4 037 666	4 363 351
Passifs d'impôt différé	16	53 337	55 728
Passifs dérivés	7, 19	110 007	61 705
Passifs différés et passifs éventuels	7, 11	12 345	36 673
Emprunt bancaire	18	287 857	293 780
Déventures convertibles	19	80 973	—
Obligations locatives	20	190 169	92 526
Total du passif		4 772 354	4 903 763
Capitaux propres			
Attribuables aux porteurs de titres de capitaux propres de GCGI		995 645	1 054 639
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		364 466	343 998
Total des capitaux propres		1 360 111	1 398 637
Total du passif et des capitaux propres		6 132 465	6 302 400

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		755 193 \$	749 114 \$
Financement de sociétés		174 694	160 944
Honoraires de consultation		230 530	364 554
Négociation à titre de contrepartiste		105 158	117 238
Intérêts		197 809	115 245
Divers		15 421	3 302
		1 478 805	1 510 397
CHARGES			
Charge de rémunération		858 652	936 872
Frais de négociation		84 505	96 083
Locaux et matériel		22 645	21 986
Communications et technologie		90 639	85 482
Intérêts		92 677	54 539
Frais d'administration		128 472	138 461
Amortissement	13, 15	38 766	41 634
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	14	29 299	26 335
Frais de développement		49 764	36 058
Frais de restructuration		18 147	—
Frais connexes aux acquisitions		—	7 403
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	15	17 756	102 571
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	7	13 250	11 629
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé	7	4 421	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	7	(27 325)	(14 278)
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		70	55
		1 421 738	1 544 830
Résultat net avant impôt sur le résultat		57 067	(34 433)
Charge d'impôt sur le résultat	16		
Exigible		12 041	20 173
Différé		15 244	136
		27 285	20 309
Résultat net de l'exercice		29 782	(54 742)
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		(13 163)	(90 104)
Participations ne donnant pas le contrôle	8	42 945	35 362
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	22	91 765	87 382
Après dilution	22	s. o.	s. o.
Résultat par action ordinaire			
De base	22	(0,27) \$	(1,16) \$
Après dilution	22	(0,27) \$	(1,16) \$
Dividendes par action privilégiée de série A	23	1,00 \$	1,00 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	23	1,71 \$	1,71 \$
Dividendes par action ordinaire	23	0,34 \$	0,34 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
Résultat net de l'exercice	29 782	(54 742)
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des profits latents à la conversion des établissements à l'étranger nette, de l'impôt	7 650	38 832
Résultat global de l'exercice	37 432	(15 910)
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	(9 056)	(54 001)
Participations ne donnant pas le contrôle 8	46 488	38 091

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	21	205 641	205 641
Actions ordinaires au début de l'exercice		566 345	576 166
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (« RILT »)		(30 116)	(69 416)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		59 981	55 240
Variation des actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	3 411
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Sawaya Partners		2 883	2 883
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement		17 187	1 924
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	(4 034)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		251	171
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	22	616 531	566 345
Surplus d'apport au début de l'exercice		49 400	64 241
Paiements fondés sur des actions, montant net		(49 400)	(12 444)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	(2 597)
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	2 537
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		—	(171)
Variation de l'actif d'impôt exigible net et de l'actif d'impôt différé liés aux paiements fondés sur des actions		—	(2 166)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		—	49 400
Résultats non distribués au début de l'exercice		119 552	251 540
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		(13 163)	(90 104)
Paiements fondés sur des actions, montant net		109	—
Exercice des options sur actions liées au rendement		(4 625)	—
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		(885)	—
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(251)	—
Dividendes sur actions ordinaires	23	(30 781)	(30 936)
Dividendes sur actions privilégiées	23	(11 408)	(10 948)
Résultats non distribués à la fin de l'exercice		58 548	119 552
Contrepartie différée au début de l'exercice		8 495	11 378
Paiement au cours de l'exercice		(2 883)	(2 883)
Contrepartie différée à la fin de l'exercice		5 612	8 495
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		105 206	69 103
Autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires de GCGI		4 107	36 103
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		109 313	105 206
Total des capitaux propres		995 645	1 054 639
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice	8	364 466	343 998
Total des capitaux propres		1 360 111	1 398 637

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

		31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		29 782	(54 742)
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	13, 15	38 766	41 634
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	14	29 299	26 335
Charge d'impôt différé		15 244	136
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	24	964	59 495
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	8	13 250	11 629
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	15	17 756	102 571
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		70	55
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	7	(27 325)	(14 728)
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé		4 421	—
Dépréciation des placements	10	5 227	4 750
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		9 045	7 603
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution des titres détenus		140 067	336 152
Diminution des créances clients		9 146	83 452
Augmentation (diminution) de l'impôt sur le résultat à recevoir/à payer, montant net		1 259	(42 351)
Diminution des titres vendus à découvert		(61 057)	(10 987)
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(238 797)	(1 135 420)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(12 883)	(584 416)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		—	(6 631)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(30 116)	(69 416)
Produit de l'émission d'actions privilégiées convertibles et d'autres instruments de capitaux propres dans les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, net des frais connexes aux acquisitions		—	102 223
Versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées convertibles émises en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne		(25 169)	(20 368)
Versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle en Australie		(6 414)	(7 683)
Produit de l'émission des débentures convertibles, montant net	19	29 844	—
Produit d'un emprunt bancaire		—	159 400
Produit de l'exercice d'options sur actions liées au rendement		12 486	1 924
Paieement d'un emprunt bancaire		(13 461)	(13 041)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(30 781)	(30 936)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(11 408)	(10 948)
Paieements de loyers		(35 577)	(33 301)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(110 596)	71 223
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués, nets des sorties	13	(23 705)	(24 348)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	15	(1 969)	(4 006)
Acquisition de Punter Southall Wealth, nette de la trésorerie acquise		—	(238 591)
Acquisition de Results International Group LLP		—	(8 211)
Acquisition des activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer Global Investments Canada Limited	11	(2 410)	—
Paieement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle	7	(4 705)	(12 955)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(32 789)	(288 111)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		3 440	21 475
Diminution de la situation de trésorerie		(152 828)	(779 829)
Situation de trésorerie au début de l'exercice		1 008 432	1 788 261
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		855 604	1 008 432
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		197 806 \$	115 231 \$
Intérêts payés		92 041 \$	52 570 \$
Impôt sur le résultat payé		36 432 \$	64 532 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2024 et 2023

et pour les exercices clos à ces dates

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGI »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan, mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, dans les dépendances de la Couronne et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 2200 – 700 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K8.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A., et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

2. Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur le coût historique, sauf pour certains placements qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les titres détenus, les titres vendus à découvert, les passifs dérivés et les contreparties différées et contreparties éventuelles. Tous ces éléments ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes, hormis certains placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés le 5 juin 2024.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat consolidés à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Certains facteurs ont une incidence sur les hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations et suscitent davantage d'incertitude à leur égard. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, l'inflation, les interventions monétaires et budgétaires importantes des gouvernements et des banques centrales visant à stabiliser la conjoncture économique, y compris le ralentissement de la croissance économique et la hausse des taux d'intérêt, ainsi que les conséquences des guerres en Ukraine et à Gaza, et de la crise humanitaire en résultant sur l'économie mondiale.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers de niveau 2 et de niveau 3, les provisions, l'évaluation des contreparties éventuelles et l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé et des débentures convertibles – composante passif dérivé. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition préliminaire. Pour l'exercice clos le 31 mars 2023, des estimations et des hypothèses ont été utilisées dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Results International Group LLP et de Punter Southall Wealth Limited.

La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des politiques et des lois fiscales dans le cadre de ses activités au Canada et à l'étranger. Puisque les lois et les politiques fiscales de plusieurs pays font l'objet de modifications et d'interprétations continues, le résultat final de certaines opérations fiscales reste incertain. La Société subit l'influence des modifications apportées aux lois et aux règlements fiscaux, notamment l'instauration des impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited (« CGWM UK »), une filiale de la Société. Les actions privilégiées convertibles émises n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier. L'exercice de jugement a été nécessaire pour conclure que les actions privilégiées convertibles sont un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, dans certaines circonstances, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur du dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. Les composantes passif dérivé seront réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de leur valeur, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat net de la période. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui sont utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

La Société a émis des débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024. Elles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur à chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Une grande part de jugement est nécessaire pour formuler les estimations et les hypothèses qui sont utilisées pour établir la juste valeur de la composante passif dérivé à chaque période de présentation de l'information financière.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited (renommée « Canaccord Genuity Asset Management ») est désignée sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », Sawaya Partners LLC est désignée sous le nom de « Sawaya », McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Taylor Limited »), dont les activités ont été par la suite transférées à CG Wealth Planning Limited, est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») est désignée sous le nom de « Patersons », les activités de gestion des placements de particuliers acquis d'Adam & Company (y compris l'acquisition de la totalité du capital émis d'Adam & Company Investment Management Limited) sont désignées sous le nom de « Adam & Company », Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade », Punter Southall Wealth Limited est désignée sous le nom de « PSW », Results International Group LLP est désignée sous le nom de « Results », et les activités de gestion privée de patrimoine au Canada de Mercer Global Investments Canada Limited sont désignées sous le nom de « Mercer ».

Consolidation

Au 31 mars 2024, la Société détenait 65 % (65 % au 31 mars 2023) des actions avec droit de vote de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (« CFGA »), et cette dernière détenait la totalité des actions de Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») et de Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »). La Société a évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CFGA et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (« IFRS 10 »), aux 31 mars 2024 et 2023. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 24), afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions à la date d'attribution et à chaque date de clôture subséquente pour ce qui est des attributions réglées en trésorerie. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 24.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 15.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et la liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les litiges et les enquêtes réglementaires en cours ou en instance. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de la Société et des antécédents. Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. Les provisions au titre du règlement d'affaires réglementaires ou d'affaires d'application de la loi sont constituées selon le jugement de la direction et se fondent sur les informations dont la Société dispose actuellement. Afin d'estimer le montant à comptabiliser, la direction s'est reportée à certaines affaires précédentes d'application de la loi réglées par d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances de ces affaires pourraient être différents de ceux de la Société. La Société comptabilise également des provisions pour restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

3. Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour l'exercice clos le 31 mars 2024, à l'exception de ce qui suit.

Pilier 2

En mai 2023, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié le document *Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2*, qui modifie l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Les modifications instaurent une exception temporaire obligatoire concernant la comptabilisation de l'impôt différé découlant de l'entrée en vigueur du modèle de règles du Pilier 2 dans certains territoires ainsi que la communication d'informations à son sujet, et des obligations d'information pour les entités touchées afin d'aider les utilisateurs d'états financiers à mieux comprendre l'exposition de la Société aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2, et ce, particulièrement avant sa date d'entrée en vigueur. La Société a appliqué ces modifications au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction – Modifications d'IAS 12

Les modifications apportées à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, limitent le champ d'application de l'exception visant la comptabilisation initiale, de sorte qu'elle ne s'applique plus aux transactions qui donnent lieu à des différences temporaires imposables et à des différences temporaires déductibles d'un montant égal, comme les contrats de location et les passifs relatifs au démantèlement. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

4. Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2024.

5. Résumé des informations significatives sur les méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de Patersons, de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier, d'Adam & Company, de Sawaya, de PSW, de Results et de Mercer comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, la marque, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, les portefeuilles de contrats, les contrats de location avantageux, les portefeuilles de clients et la technologie, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

- Marques ayant une durée de vie déterminée – jusqu'à concurrence de 3 ans
- Relations clients – jusqu'à concurrence de 14 ans
- Technologie – logiciels développés en interne ou acquis – jusqu'à concurrence de 10 ans
- Contrats de gestion de fonds – jusqu'à concurrence de 10 ans

- Portefeuille de contrats – durée du portefeuille de contrats, habituellement jusqu'à concurrence de 2 ans
- Portefeuille de clients – jusqu'à concurrence de 10 ans

Logiciels développés en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement des logiciels, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les bons du Trésor, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i) Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les « critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels »).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») s'ils ne respectent pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat consolidés comprend tous les dividendes non versés et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres détenus et les placements dans les sociétés sur lesquelles la Société n'exerce pas une influence notable.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Dans des cas rares, si la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Il n'y a aucun actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction, les autres passifs financiers devant être classés comme étant à la JVRN selon les IFRS et les passifs financiers volontairement désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la JVRN. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. Les titres vendus à découvert, les passifs dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle sont classés à la JVRN.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii) Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en

fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie appropriée.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension et pris en pension restent inscrits aux états de la situation financière consolidés. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ont été de 1,3 million \$ (13,0 millions \$ en 2023). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est hautement probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément du matériel et des aménagements des locaux loués et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Les débentures convertibles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Les deux composantes sont comptabilisées dans les passifs aux états de la situation financière consolidés. Les intérêts courus sur le montant en capital sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés et une hausse correspondante est comptabilisée dans la composante passif. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Au rachat des débentures convertibles et à l'émission du capital social, la composante passif est reclassée dans les capitaux propres.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi

adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat consolidés, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs et charges à payer dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiducies pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme (RILT) et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis. Les actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK sont prises en compte dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution en ajustant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société pour refléter la quote-part proportionnelle de celle-ci dans le résultat de CGWM UK, après conversion si le calcul est dilutif.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie de certaines formes d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en trésorerie ou en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des actions dont les droits sont généralement acquis sur trois ans (des UATI ou un montant en trésorerie, si les instruments sont réglés en trésorerie).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des UALR ainsi que des UAD aux termes du régime d'UAD pour les membres de la haute direction, qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (« transactions réglées en trésorerie »).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. La Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par

conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD pour les administrateurs indépendants est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 24). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés. Les UALR et les UAD sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR et des UAD à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération aux comptes de résultat consolidés en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat consolidés, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour restructuration

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de début d'un contrat de location, un passif à l'égard des paiements de loyers et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pour la durée du contrat sont comptabilisés. La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat consolidés et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 28.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe (y compris Dubaï avant la fin de ces activités au cours du premier trimestre de l'exercice 2024), Australie et États-Unis. Les activités de la Société en Asie sont affectées aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

6. Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	404 056 \$	357 138 \$	428 119 \$	394 284 \$
Actions et débiteures convertibles	170 955	138 108	286 959	162 019
	575 011 \$	495 246 \$	715 078 \$	556 303 \$

Au 31 mars 2024, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2024 à 2079 (de 2023 à 2080 au 31 mars 2023) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 20,00 % au 31 mars 2023).

7. Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2024 et 2023, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti		Total	
	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Actifs financiers						
Titres détenus	575 011 \$	715 078 \$	— \$	— \$	575 011 \$	715 078 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	2 052 676	1 939 685	2 052 676	1 939 685
Montants à recevoir des clients	—	—	794 709	869 883	794 709	869 883
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	268 786	332 055	268 786	332 055
Autres créances clients	—	—	309 887	213 580	309 887	213 580
Placements à la JVRN	8 648	11 569	—	—	8 648	11 569
Total des actifs financiers	583 659 \$	726 647 \$	3 426 058 \$	3 355 203 \$	4 009 717 \$	4 081 850 \$
Passifs financiers						
Titres vendus à découvert	495 246 \$	556 303 \$	— \$	— \$	495 246 \$	556 303 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 413 565	1 361 601	1 413 565	1 361 601
Montants à payer à des clients	—	—	1 552 276	1 738 806	1 552 276	1 738 806
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	497 613	619 925	497 613	619 925
Dette subordonnée	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	22 457	53 998	—	—	22 457	53 998
Emprunt bancaire	—	—	301 529	307 122	301 529	307 122
Passifs dérivés	110 007	61 705	—	—	110 007	61 705
Total des passifs financiers	627 710 \$	672 006 \$	3 772 483 \$	4 034 954 \$	4 400 193 \$	4 706 960 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2024 et 2023, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2024 \$	Juste valeur estimée 31 mars 2024		
		Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	23 201	—	23 173	28
Titres de créance de gouvernements	380 855	195 238	185 617	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	404 056	195 238	208 790	28
Actions	170 955	119 063	43 345	8 547
Actions	170 955	119 063	43 345	8 547
	575 011	314 301	252 135	8 575
Placements	8 648	—	—	8 648
	583 659	314 301	252 135	17 223
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(20 535)	—	(20 535)	—
Titres de créance de gouvernements	(336 603)	(161 913)	(174 690)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(357 138)	(161 913)	(195 225)	—
Actions	(138 108)	(121 627)	(16 481)	—
Actions	(138 108)	(121 627)	(16 481)	—
	(495 246)	(283 540)	(211 706)	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(22 457)	—	—	(22 457)
Passifs dérivés	(110 007)	—	—	(110 007)
	(627 710)	(283 540)	(211 706)	(132 464)

	31 mars 2023 \$	Juste valeur estimée 31 mars 2023		
		Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 462	—	13 462	—
Titres de créance de gouvernements	414 657	180 879	233 778	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	428 119	180 879	247 240	—
Actions	285 474	208 253	60 568	16 653
Débiteures convertibles	1 485	—	1 485	—
Actions et débiteures convertibles	286 959	208 253	62 053	16 653
	715 078	389 132	309 293	16 653
Placements	11 569	—	—	11 569
	726 647	389 132	309 293	28 222
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(3 109)	—	(3 109)	—
Titres de créance de gouvernements	(391 175)	(182 213)	(208 962)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(394 284)	(182 213)	(212 071)	—
Actions	(162 019)	(151 415)	(10 604)	—
Actions	(162 019)	(151 415)	(10 604)	—
	(556 303)	(333 628)	(222 675)	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(53 998)	—	—	(53 998)
Passifs dérivés	(61 705)	—	—	(61 705)
	(672 006)	(333 628)	(222 675)	(115 703)

Variation des actifs et des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2023	(87 481) \$
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de la période	(8 078)
Paieement de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya	3 601
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	27 325
Variation de la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle au cours de l'exercice	(13 250)
Ajout d'un passif dérivé lié à l'émission des débiteures convertibles (note 19)	(28 681)
Variation de la juste valeur des débiteures convertibles – composante passif dérivé au cours de l'exercice (note 19)	(4 421)
Paieement de la contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Results	1 104
Variation des placements évalués à la JVRN	(3 000)
Écart de conversion	(2 360)
Solde au 31 mars 2024	(115 241) \$

Estimation de la juste valeur

i. Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

ii. Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente.

Au 31 mars 2024, la Société, directement ou par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait des placements dans Capital Markets Gateway LLC, InvestX Capital Ltd. et Proactive Group Holdings Inc., qui étaient classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché (note 10).

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux investisseurs, ainsi qu'aux dirigeants et aux employés de CGWM UK (note 8) ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, un ajustement de la juste valeur de 13,3 millions \$ (11,6 millions \$ au 31 mars 2023) a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. La juste valeur totale du passif dérivé lié aux actions privilégiées convertibles A et B au 31 mars 2024 s'élevait à 45,0 millions £ (76,9 millions \$ CA) (37,0 millions £ (61,7 millions \$ CA) au 31 mars 2023) et était présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2024.

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 22,5 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2024 (54,0 millions \$ au 31 mars 2023) dans le cadre de l'acquisition de Sawaya et de Results. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a comptabilisé une réduction de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Sawaya de 18,2 millions \$ et de 9,2 millions \$ liée à l'acquisition de Résultats dans les comptes de résultat consolidés. De plus, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a effectué un paiement de 1,1 million \$ en lien avec la contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Results et un paiement de 3,6 millions \$ en lien avec la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et a été établie au moyen du modèle de simulation de Monte-Carlo faisant appel à diverses hypothèses, notamment le BAIIA prévu, des taux sans risque et des facteurs de volatilité. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de la Société.

Au cours de l'exercice clos 31 mars 2024, la Société a émis des débentures convertibles de 110,0 millions \$, comprenant une composante passif dérivé qui représente l'option de conversion. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, un ajustement de la juste valeur de 4,4 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. La juste valeur du passif dérivé était de 33,1 millions \$ au 31 mars 2024 et était présentée dans les passifs dérivés de l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2024 (note 19).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières, et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés de la Société aux 31 mars 2024 et 2023.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2024, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 6,4 millions \$ (3,1 millions \$ au 31 mars 2023) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2024 et 2023, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant dans les états de la situation financière consolidés de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 27.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2024 et 2023 :

Passif financier	Valeur comptable \$		Échéance contractuelle
	31 mars 2024	31 mars 2023	
Titres vendus à découvert	495 246	556 303	Remboursable à vue
Dette subordonnée ¹	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 463 454	3 720 332	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 672	13 342	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	10 112	17 325	Remboursable à moins d'un an
Tranche à long terme de l'emprunt bancaire	287 857	293 780	
Tranche à long terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	12 345	36 673	Exercice 2026
Débitures convertibles ²	80 973	—	Exercice 2026 à 2027
Passifs dérivés	110 007	61 705	Exercice 2029
			Exercice 2027 à 2029

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation des investissements.

2) Convertibles au gré du porteur jusqu'à la date d'échéance.

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société

est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2024 et 2023. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2024			31 mars 2023		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation 10 % de la juste de la valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation 10 % de la juste de la valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débiteures convertibles détenues	170 955	6 000	(6 000)	286 959	10 000	(10 000)
Actions et débiteures convertibles vendues à découvert	(138 108)	(5 000)	5 000	(162 019)	(6 000)	6 000

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à ses débiteures convertibles, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société a fixé un taux d'intérêt nominal fixe pour atténuer le risque de taux d'intérêt lié aux débiteures convertibles. La Société négocie aussi des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres détenus, nets des titres vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2024 et 2023 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2024			31 mars 2023		
	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	855 604	6 246	(6 246)	1 008 432	7 362	(7 362)
Titres détenus, nets des titres vendus à découvert	79 765	582	(582)	158 775	1 159	(1 159)
Sommes à payer à des clients, montant net	(757 567)	(5 530)	5 530	(868 923)	(6 343)	6 343
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	268 786	1 962	(1 962)	332 055	2 424	(2 424)
Solde – courtiers en valeurs mobilières, montant net	639 111	4 666	(4 666)	578 084	4 220	(4 220)
Dette subordonnée	(7 500)	(55)	55	(7 500)	(55)	55
Emprunt bancaire	(301 529)	(2 201)	2 201	(307 122)	(2 242)	2 242

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits aux comptes de résultat consolidés.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2024 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 241)	1 241	19 856	(19 856)
Livre sterling	(352)	352	47 173	(47 173)
Dollar australien	36	(36)	3 947	(3 947)

Au 31 mars 2023 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 407)	1 407	23 072	(23 072)
Livre sterling	(393)	393	48 975	(48 975)
Dollar australien	70	(70)	4 074	(4 074)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2024 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,8 \$ US	1,35 (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2024	—
Pour acheter des dollars américains	1,0 \$ US	1,36 (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2024	—

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2023 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	3,9 \$ US	1,35 (\$ CA/\$ US)	3 avril 2023	—
Pour acheter des dollars américains	1,8 \$ US	1,35 (\$ CA/\$ US)	3 avril 2023	—

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2024, leur échéance moyenne pondérée était de 54 jours (63 jours au 31 mars 2023). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le montant notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2024 et 2023. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2024			31 mars 2023		
	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	16 \$	13 \$	5 388 \$	108 \$	98 \$	13 812 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente à une date et à un prix futurs prédéterminés et selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé; ils sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2024, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours (position vendeur de 1,4 million \$ au 31 mars 2023).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2024 et 2023, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés aux comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
31 mars 2024	301 536	43 095	71 452	301 552
31 mars 2023	205 794	130 651	157 222	206 328

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2024, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2023).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant à l'égard de plusieurs acquisitions dans le secteur Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne.

Selon les modalités initiales de la facilité, l'emprunt bancaire devait être remboursé d'ici le 30 septembre 2024. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la facilité a été prolongée et l'emprunt bancaire est maintenant remboursable le 30 septembre 2025. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,6894 % au 31 mars 2024 (taux annuel de 7,177 % au 31 mars 2023). Au 31 mars 2024, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 301,5 millions \$ (307,1 millions \$ au 31 mars 2023) (note 18).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à plusieurs acquisitions au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne qui a été décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 674,7 millions \$ (667,4 millions \$ au 31 mars 2023). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2024, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2023).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (3,9 millions \$ (2,9 millions \$ US) au 31 mars 2023) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2024 et 2023, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

8. Participations ne donnant pas le contrôle

Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne

Le 29 juillet 2021, certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles A ») d'un montant de 125,0 millions £ (218,0 millions \$ CA) qui ont été émises par CGWM UK.

Le 31 mai 2022, certains investisseurs institutionnels ont acheté une nouvelle série d'actions privilégiées convertibles (« actions privilégiées convertibles B ») émises par CGWM UK pour un montant de 65,3 millions £ (104,1 millions \$ à la date d'émission du 31 mai 2022). Le produit, net de l'escompte de 2,1 millions \$, a été utilisé dans le cadre de l'acquisition de PSW. Les actions privilégiées convertibles B sont assorties des mêmes modalités que celles des actions privilégiées convertibles A émises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, à l'exception des différences liées aux ratios de conversion. Les deux séries d'actions privilégiées convertibles sont désignées collectivement les « actions privilégiées convertibles » dans l'analyse ci-après.

Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles, lorsque le conseil d'administration de CGWM UK en déclare, sont payables à un taux correspondant à la valeur la plus élevée entre un taux de dividende annuel de 7,5 % et la quote-part des dividendes déclarés et payés au titre des actions ordinaires de CGWM UK à laquelle les actions privilégiées convertibles donneraient droit en supposant leur conversion. Aucun dividende n'est payable au titre d'autres catégories d'actions de CGWM UK, tant et aussi longtemps que des dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées convertibles ne sont pas déclarés et payés. Si un événement de liquidité survient dans les cinq ans suivant la date de l'émission des actions privilégiées convertibles A, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles si elles avaient été émises cinq ans plus tôt, ii) le montant correspondant à un facteur de 1,5 multiplié par le prix d'émission des actions privilégiées convertibles (moins les dividendes versés antérieurement), ou iii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si un événement de liquidité survient au cinquième anniversaire de l'émission des actions ou à une date ultérieure, la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles correspondra à la valeur la plus élevée entre i) le montant en capital majoré de tout dividende cumulé et non versé attribuable aux actions privilégiées convertibles ou ii) le montant auquel auraient droit les porteurs d'actions privilégiées convertibles en supposant la conversion de ces actions. Si aucun événement de liquidité ne survient au cours des cinq premières années suivant l'émission, CGWM UK pourra acheter les actions privilégiées convertibles à la valeur la plus élevée entre le montant applicable au titre de la priorité en cas de liquidation et le montant qui conférerait aux porteurs d'actions privilégiées convertibles un taux de rendement interne de 11,5 % (y compris tous les dividendes versés antérieurement). Après le cinquième anniversaire de l'émission des actions privilégiées convertibles A, les porteurs d'actions privilégiées convertibles disposent de certains droits relativement au déclenchement d'un événement de liquidité. Les actions privilégiées convertibles sont assorties des droits usuels liés aux participations minoritaires en ce qui concerne la gouvernance de CGWM UK et les questions financières à son endroit, notamment la représentation au sein du conseil d'administration de CGWM UK.

En lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles A, CGWM UK a pris des mesures pour permettre aux dirigeants et aux employés de CGWM UK d'acheter certains instruments de capitaux propres de CGWM UK. Des instruments de capitaux propres de 24,6 millions £ (42,7 millions \$ CA au moment de l'émission) de CGWM UK ont été achetés en lien avec ce régime d'achat d'instruments de capitaux propres. Ces instruments de capitaux propres de CGWM UK comprennent des actions privilégiées dotées des mêmes caractéristiques économiques que celles des actions privilégiées convertibles A (« actions préférentielles »). Des actions préférentielles d'un montant de 7,5 millions £ (13,0 millions \$ CA) étaient en circulation au 31 mars 2024. Les autres titres de participation achetés par les dirigeants et les employés de CGWM UK sont des actions ordinaires de CGWM UK, assorties de certaines restrictions sur les transferts et de droits de gouvernance limités. En lien avec l'achat des actions ordinaires, un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6,8 millions \$ CA au 31 mars 2024) ainsi que certains prêts avec droit de recours intégral accordés à des membres du personnel ont été consentis. Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux,

celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les actions privilégiées convertibles A ne sont plus en circulation.

Dans le cadre de l'acquisition de PSW, la Société a également émis des actions ordinaires de CGWM UK d'un montant de 4,0 millions £ (6,4 millions \$ à la date d'acquisition du 31 mai 2022) comme élément de la contrepartie d'acquisition. En outre, une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants a été mise en œuvre. Des actions ordinaires de CGWM UK d'un total de 2,5 millions £ devraient être émises aux termes de cette convention.

Après conversion, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans CGWM UK. Ensemble, les instruments de capitaux propres achetés par la direction et les employés de CGWM UK en lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles A et les instruments de capitaux propres émis ou qui seront émis dans le cadre de l'acquisition de PSW représentent une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 5,1 % dans CGWM UK, en supposant la conversion de ces instruments.

Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles n'entraînent aucune obligation pour la Société de verser de la trésorerie ou tout autre actif financier aux porteurs. Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif qui reflète un dérivé visant à régler l'instrument, le cas échéant, en contrepartie de l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles était présentée dans les capitaux propres et la composante passif dérivé, dans les autres passifs aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2024.

La juste valeur des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles à l'émission a été répartie entre les composantes capitaux propres et passif dérivé respectives. La juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé a été établie en premier lieu et le montant résiduel a été comptabilisé à titre de composante capitaux propres. Les composantes passif dérivé seront réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière selon la meilleure estimation de la Société à l'égard de leur valeur. Au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2023, la Société a comptabilisé un passif dérivé de 5,0 millions £ (8,0 millions \$ au 31 mai 2022) en lien avec l'émission des actions privilégiées convertibles B. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, un ajustement de la juste valeur de 13,3 millions \$ (11,6 millions \$ au 31 mars 2023) a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés. La juste valeur de la composante passif dérivé s'élevait à 45,0 millions £ (76,9 millions \$ CA) (37,0 millions £ (61,7 millions \$ CA) au 31 mars 2023) et était présentée dans les passifs dérivés des états de la situation financière consolidés au 31 mars 2024.

La Société a recours au modèle d'évaluation Black et Scholes pour estimer la juste valeur du passif dérivé incorporé dans les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles. La juste valeur est calculée au moyen de la juste valeur estimée, déterminée selon la conversion des actions en équivalents de capitaux propres et le montant correspondant à la priorité en cas de liquidation des actions privilégiées convertibles et des actions préférentielles. Les autres hypothèses formulées comprennent celles à l'égard de la volatilité, du taux d'intérêt sans risque et du taux de dividende.

Une grande part de jugement est nécessaire pour établir les hypothèses et les estimations utilisées dans la détermination de la juste valeur de la composante passif dérivé pour chaque période de présentation de l'information financière.

Australie

La Société détenait 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 31 mars 2024 (65 % au 31 mars 2023). À des fins comptables, la Société détient une participation de 68,2 % en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA.

Canaccord Genuity (Australia) Limited (« CGAL ») mène ses activités au sein du secteur Marchés des capitaux et Canaccord Genuity Financial Limited (« CGFL »), au sein du secteur Gestion de patrimoine. Comme il est indiqué à la note 27, CGAL et CGFL sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Produits des activités ordinaires	152 210	127 838	411 474	343 728	563 684	471 566
Charges	128 454	119 690	335 450	289 424	463 904	409 114
Résultat avant impôt sur le résultat	23 756	8 148	76 024	54 304	99 780	62 452
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	7 524	(462)	11 690	6 403	19 214	5 941
Résultat net	16 232	8 610	64 334	47 901	80 566	56 511

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Attribuable aux :						
Actionnaires de GCGI	10 974	5 899	26 647	15 250	37 621	21 149
Participations ne donnant pas le contrôle	5 258	2 711	37 687	32 651	42 945	35 362
	16 232	8 610	64 334	47 901	80 566	56 511

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2024 et 2023 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Actifs courants	144 724	172 683	308 777	225 682	453 501	398 365
Actifs non courants	34 496	38 523	645 743	650 670	680 239	689 193
Passifs courants	79 818	86 439	92 316	143 925	172 134	230 364
Passifs non courants	14 964	16 313	355 936	364 915	370 900	381 228

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 354	6 655	43 798	32 329	47 152	38 984
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(6 414)	(7 683)	(39 639)	231 549	(46 053)	223 866
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 094)	(2 468)	(2 018)	(256 245)	(3 112)	(258 713)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(2 698)	(4 134)	4 700	2 928	2 002	(1 206)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 852)	(7 630)	6 841	10 561	(11)	2 931

Aux 31 mars 2024 et 2023, les participations ne donnant pas le contrôle comprenaient ce qui suit :

Aux 31 mars et pour les périodes closes à ces dates	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Solde au début de l'exercice	20 476	23 301	323 522	215 400	343 998	238 701
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	8 801	5 440	37 687	32 651	46 488	38 091
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle	(394)	(582)	5 957	(4 790)	5 563	(5 372)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(6 414)	(7 683)	—	—	(6 414)	(7 683)
Émission d'actions privilégiées convertibles, nette de l'escompte	—	—	—	102 017	—	102 017
Émission d'instruments de capitaux propres aux membres de la direction et aux employés	—	—	—	206	—	206
Reclassement à titre de passif dérivé à l'émission	—	—	—	(7 970)	—	(7 970)
Émission d'instruments de capitaux propres en lien avec l'acquisition de PSW (note 11)	—	—	—	6 376	—	6 376
Versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles	—	—	(25 169)	(20 368)	(25 169)	(20 368)
Solde à la fin de l'exercice	22 469	20 476	341 997	323 522	364 466	343 998

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		
Australie	8 801	5 440
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	37 687	32 651
Total	46 488	38 091

9. Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

Créances clients

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Courtiers en valeurs mobilières	2 052 676	1 939 685
Clients	794 709	869 883
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	268 786	332 055
Divers	309 887	213 580
	3 426 058	3 355 203

Dettes fournisseurs et charges à payer

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 413 565	1 361 601
Clients	1 552 276	1 738 806
Divers	497 613	619 925
	3 463 454	3 720 332

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, et les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI ») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 10,20 % à 11,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2024; respectivement de 9,70 % à 11,00 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2023).

Au 31 mars 2024, la provision pour créances douteuses était de 6,4 millions \$ (3,1 millions \$ au 31 mars 2023).

10. Placements

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	4 265	6 532
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	8 648	11 569
	12 913	18 101

La répartition des placements se présente comme suit :

PLACEMENTS COMPTABILISÉS SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Canaccord Genuity G Ventures Corp.	—	1 243
Katapult Technology Corp.	500	500
International Deal Gateway Blockchain Inc.	3 500	4 500
Divers	265	289
	4 265	6 532

PLACEMENTS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET (« JVRN »)

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Capital Markets Gateway LLC	4 183	4 177
InvestX Capital Ltd	3 465	3 392
Proactive Group Holdings Inc.	1 000	4 000
	8 648	11 569

Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence

La Société détenait des actions de catégorie B de Canaccord Genuity G Ventures Corp. (« CGGV »). Le 25 septembre 2023, CGGV a annoncé qu'elle serait liquidée, car elle n'a pas été en mesure de conclure une transaction admissible dans les délais impartis. Aucune distribution n'a été versée à partir du compte d'entiercement à l'égard des actions de catégorie B détenues par la Société et, par conséquent, la Société a comptabilisé une réduction de valeur de son placement en actions de 1,2 million \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

La Société est réputée exercer une influence notable sur les activités de Katapult Technology Corp. et d'International Deal Gateway Blockchain Inc. compte tenu des droits de vote potentiels, malgré le fait que la Société n'a pas à l'heure actuelle droit à une quote-part des actifs nets de ces sociétés. Par conséquent, ces placements étaient considérés comme des placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence et étaient inclus dans les placements aux états de la situation financière consolidés au 31 mars 2024.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a comptabilisé une réduction de valeur de 1,0 million \$ liée à son placement dans International Deal Gateway Blockchain Inc.

Placements détenus à la JVRN

La Société détient certains placements classés à la JVRN puisque la Société n'exerce pas une influence notable sur les activités de ces placements. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 3,0 millions \$ lié à son placement dans Proactive Group Holdings Inc.

11. Regroupements d'entreprises**ACTIVITÉS CANADIENNES DE GESTION PRIVÉE DE PATRIMOINE DE MERCER GLOBAL INVESTMENTS CANADA LIMITED**

Le 29 mai 2023, la Société, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Canada, a conclu l'acquisition précédemment annoncée des activités canadiennes de gestion privée de patrimoine de Mercer Global Investments Canada Limited (« Mercer ») pour une contrepartie au comptant de 2,4 millions \$. Des immobilisations incorporelles identifiables de 2,4 millions \$ ont été comptabilisées et concernent les relations clients.

Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à l'identification des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Les valeurs fondées sur des estimations peuvent changer au cours de la période de douze mois après la date d'acquisition.

PUNTER SOUTHALL WEALTH LIMITED

Comme il a été présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2023, la Société a finalisé le prix d'acquisition en lien avec l'acquisition de PSW. Aucun changement n'a été apporté au prix d'acquisition et à la juste valeur des actifs nets acquis à la date d'acquisition qui ont été présentés dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

RESULTS INTERNATIONAL GROUP LLP

Comme il a été présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2023, la Société a finalisé le prix d'acquisition en lien avec l'acquisition de Results. Aucun changement n'a été apporté au prix d'acquisition et à la juste valeur des actifs nets acquis à la date d'acquisition qui ont été présentés dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

12. Cession d'une entreprise

Le 24 mai 2023, la Société a vendu la totalité des actions ordinaires de Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.

La Société a comptabilisé une perte à la cession de 0,3 million \$, ainsi qu'un profit de change réalisé de 0,3 million \$ qui était auparavant inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global.

13. Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 mars 2024			
Matériel informatique	22 339	19 193	3 146
Mobilier et matériel	36 313	27 588	8 725
Aménagements des locaux loués	122 396	73 267	49 129
	181 048	120 048	61 000
31 mars 2023			
Matériel informatique	19 906	16 957	2 949
Mobilier et matériel	34 957	26 884	8 073
Aménagements des locaux loués	107 560	70 402	37 158
	162 423	114 243	48 180

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Coût				
Solde au 31 mars 2022	21 197	28 965	91 779	141 941
Acquisitions de Results et de PSW	10	110	366	486
Ajouts	2 875	6 874	15 860	25 609
Cessions	(4 620)	(1 177)	(1 245)	(7 042)
Change	444	185	800	1 429
Solde au 31 mars 2023	19 906	34 957	107 560	162 423
Ajouts	2 448	2 731	18 526	23 705
Cessions	(64)	(1 320)	(3 618)	(5 002)
Change	49	(55)	(72)	(78)
Solde au 31 mars 2024	22 339	36 313	122 396	181 048

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2022	17 522	25 564	64 212	107 298
Amortissement	2 580	2 209	6 888	11 677
Cessions	(3 604)	(1 025)	(1 152)	(5 781)
Change	459	136	454	1 049
Solde au 31 mars 2023	16 957	26 884	70 402	114 243
Amortissement	2 260	2 031	6 692	10 983
Cessions	(49)	(1 287)	(3 618)	(4 954)
Change	25	(40)	(209)	(224)
Solde au 31 mars 2024	19 193	27 588	73 267	120 048

La valeur comptable de tout matériel temporairement inutilisé n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2024 et 2023.

14. Actifs au titre de droits d'utilisation

Coût		
Solde au 31 mars 2022		188 866 \$
Ajouts		19 430
Extinction		(7 813)
Change		1 381
Au 31 mars 2023		201 864
Ajouts		121 944
Extinction		(3 277)
Change		183
Au 31 mars 2024		320 714
Amortissement		
Solde au 31 mars 2022		71 800
Charge pour l'exercice		26 335
Au 31 mars 2023		98 135
Charge pour l'exercice		29 299
Au 31 mars 2024		127 434
Valeur comptable nette au 31 mars 2023		103 729 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2024		193 280 \$

Les actifs au titre de droits d'utilisation comprennent principalement des contrats de location de bureaux.

15. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Goodwill	Marques (durée indéterminée)	Marques	Relations clients	Technologies	Permis de négociation	Contrats de gestion de fonds	Portefeuilles de contrats	Contrats de location avantageux	Portefeuille de clients	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Montant brut											
Solde au 31 mars 2022	832 911	44 930	1 884	207 501	40 285	617	36 834	10 378	523	1 931	344 883
Ajouts	184 853	—	274	137 795	4 006	—	—	682	—	—	142 757
Change	27 823	—	120	8 599	470	(14)	535	859	42	(66)	10 545
Ajustements	1 594	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2023	1 047 181	44 930	2 278	353 895	44 761	603	37 369	11 919	565	1 865	498 185
Ajouts	—	—	—	2 410	1 969	—	—	—	—	—	4 379
Change	10 475	—	29	7 539	909	(10)	917	28	1	(45)	9 368
Solde au 31 mars 2024	1 057 656	44 930	2 307	363 844	47 639	593	38 286	11 947	566	1 820	511 932
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2022	(322 632)	—	(693)	(104 081)	(28 906)	(617)	(15 636)	(7 226)	(523)	(208)	(157 890)
Amortissement	—	—	(805)	(19 040)	(3 127)	—	(3 369)	(3 626)	—	(183)	(30 150)
Dépréciation	(101 729)	—	—	(842)	—	—	—	—	—	—	(842)
Change	—	—	(76)	(1 787)	(479)	14	(384)	(641)	(42)	7	(3 388)
Solde au 31 mars 2023	(424 361)	—	(1 574)	(125 750)	(32 512)	(603)	(19 389)	(11 493)	(565)	(384)	(192 270)
Amortissement	—	—	(244)	(19 446)	(3 950)	—	(3 582)	(434)	—	(196)	(27 852)
Dépréciation	(17 756)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Change	—	—	(16)	(2 267)	(713)	10	(510)	(20)	(1)	10	(3 507)
Solde au 31 mars 2024	(442 117)	—	(1 834)	(147 463)	(37 175)	(593)	(23 481)	(11 947)	(566)	(570)	(223 629)
Valeur comptable nette											
31 mars 2023	622 820	44 930	704	228 145	12 249	—	17 980	426	—	1 481	305 915
31 mars 2024	615 539	44 930	473	216 381	10 464	—	14 805	—	—	1 250	288 303

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (« Genuity »), de la participation initiale de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (« Canaccord Genuity Australia »), de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP »), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller, de Patersons, d'Adam & Company, de Sawaya, de PSW, de Results et de Mercer comprennent les relations clients, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, les portefeuilles de contrats, la technologie et les marques acquises grâce aux acquisitions de Petsky Prunier, d'Adam & Company et de Sawaya, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	44 930	44 930		—	44 930	44 930
États-Unis	—	—	206 970	206 664	206 970	206 664
Royaume-Uni et Europe	—	—	14 323	31 304	14 323	31 304
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	—	—	92 171	89 944	92 171	89 944
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	299 379	292 145	299 379	292 145
Australie	—	—	2 696	2 763	2 696	2 763
	44 930	44 930	615 539	622 820	660 469	667 750

La marque Genuity est considérée avoir une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (« IAS 36 »), les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle.

Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance annuel composé et un taux de croissance final. Les taux d'actualisation, les taux de croissance annuels composés et les taux de croissance finaux sont présentés dans le tableau ci-après.

	Taux d'actualisation		Taux de croissance annuel composé		Taux de croissance final	
	31 mars 2024	31 mars 2023	31 mars 2024	31 mars 2023	31 mars 2024	31 mars 2023
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	s. o.	14,0 %	s. o.	10,9 %	s. o.	2,5 %
États-Unis	14,0 %	14,0 %	10,0 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et Europe	14,0 %	14,0 %	7,5 %	10,0 %	2,5 %	2,5 %
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	12,5 %	12,5 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	12,5 %	12,5 %	5,0 %	7,5 %	2,5 %	2,5 %
Australie	14,0 %	14,0 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %

En raison de la baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des activités de consultation, nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni ont subi des pertes pour l'exercice 2024. Compte tenu de ces pertes et de la faiblesse persistante de nos secteurs cibles au Royaume-Uni, conjuguée à un contexte difficile, il a été déterminé que la valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux au Royaume-Uni dépassait sa juste valeur au 31 mars 2024. Par conséquent, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 17,8 millions \$ au titre du goodwill pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

Un test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT tout changement apporté aux principales hypothèses raisonnablement possible, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Pour l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, une augmentation du taux d'actualisation de 0,5 point de pourcentage, une baisse de 0,4 point de pourcentage de la croissance annuelle composée sur cinq ans ou une diminution de 0,8 % du taux de croissance final pourraient faire en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Les charges de dépréciation seraient établies en tenant compte de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

La valeur comptable de l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe correspondait à la valeur recouvrable au 31 mars 2024 une fois la charge de dépréciation comptabilisée. Toute baisse des taux de croissance, toute augmentation du taux d'actualisation ou tout changement apporté aux estimations raisonnablement possible donnera lieu à d'autres charges de dépréciation.

16. Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent ce qui suit :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt (recouvrement) exigible		
Charge d'impôt (recouvrement) exigible	11 914	22 125
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	127	(1 952)
	12 041	20 173
Charge d'impôt (recouvrement) différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	15 251	138
Incidence du changement du taux d'impôt	(7)	(2)
	15 244	136
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat consolidés	27 285	20 309

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat	57 067	(34 433)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % en 2023)	15 409	(9 370)
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(5 574)	(5 443)
Différences permanentes	6 112	8 815
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	4 439	26 414
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	867	835
Incidence du changement du taux d'impôt	—	(1 671)
Paielements fondés sur des actions	6 223	1 446
Divers	(191)	(717)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat consolidés	27 285	20 309

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Perte latente sur les titres détenus	(3 833)	(5 778)	(1 945)	(27 992)
Provisions pour litiges	1 021	1 103	82	170
Rémunération non versée	14 358	16 978	2 387	19 492
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	1 925	2 551	625	534
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	15 741	34 968	19 227	4 400
Reports de pertes en avant	35 756	9 025	(26 731)	1 170
RILT	35 070	53 221	18 151	918
Autres immobilisations incorporelles	(86 931)	(82 348)	4 583	5 530
Divers	4 560	5 285	(1 135)	(4 086)
	17 667	35 005	15 244	136

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Actifs d'impôt différé	71 004	90 733
Passifs d'impôt différé	(53 337)	(55 728)
	17 667	35 005

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présente comme suit :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Solde d'ouverture	35 005	73 349
Charge d'impôt comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés	(15 244)	(136)
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	—	(34 191)
Avantages fiscaux comptabilisés dans les capitaux propres	(913)	(5 722)
Change et autres	(1 181)	1 705
Solde de clôture aux 31 mars	17 667	35 005

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 12,0 millions \$ (6,3 millions \$ en 2023) au Royaume-Uni et en Europe, et de 73,4 millions \$ (6,3 millions \$ en 2023) aux États-Unis ont été comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. Ces pertes peuvent

être reportées en avant indéfiniment. Des pertes fiscales reportées en avant de 41,1 millions \$ (24,1 millions \$ en 2023) pour le Canada ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé et peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

Aux dates des états de la situation financière consolidés, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 26,2 millions \$ (23,8 millions \$ en 2023) et avait d'autres différences temporaires de néant (néant en 2023) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment.

Pilier 2

Des lois Pilier 2, lesquelles entreront en vigueur le 1^{er} avril 2024, ont été adoptées ou quasi adoptées dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales. La Société est assujettie à ces lois et a évalué son exposition potentielle aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025.

L'évaluation de l'exposition potentielle aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 se fonde sur les déclarations fiscales les plus récentes, les déclarations pays par pays et les états financiers disponibles des entités constitutives. La Société a relevé une exposition potentielle aux impôts sur le résultat découlant des règles du Pilier 2 attribuable aux bénéfices réalisés dans les dépendances de la Couronne. Cette exposition potentielle s'explique par la présence d'entités constitutives dans ces territoires, où les taux prévus par la loi sont inférieurs à 15 %.

Si les lois Pilier 2 avaient été en vigueur pour l'exercice clos le 31 mars 2024, la charge d'impôt sur le résultat et le taux d'impôt effectif retraités seraient respectivement d'environ 31,0 millions \$ et 54,3 %, ce qui représente une hausse de 3,7 millions \$ et de 6,5 points de pourcentage par rapport à la charge d'impôt sur le résultat de 27,3 millions \$ et au taux d'impôt effectif de 47,8 % qui ont été présentés.

17. Dette subordonnée

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujetti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRI. Aux 31 mars 2024 et 2023, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 11,2 % et 10,7 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

18. Emprunt bancaire

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Emprunt	304 202	310 192
Moins : frais de financement non amortis	(2 673)	(3 070)
	301 529	307 122
Tranche à court terme	13 672	13 342
Tranche à long terme	287 857	293 780

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant à l'égard de plusieurs acquisitions dans le secteur Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Selon les modalités initiales de facilité, l'emprunt bancaire devait être remboursé d'ici le 30 septembre 2024. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, la facilité a été prolongée et l'emprunt bancaire est maintenant remboursable le 30 septembre 2025. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,6894 % au 31 mars 2024 (taux annuel de 7,177 % au 31 mars 2023).

19. Débentures convertibles

	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Passif	Dérivé	Passif	Dérivé
Débentures convertibles	80 973	33 102	—	—

Le 15 mars 2024, la Société a réalisé la clôture de son placement de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles par l'intermédiaire d'un placement privé sans courtier conclu avec deux investisseurs institutionnels, mobilisant ainsi un produit brut de 110,0 millions \$ (« débentures convertibles »). La Société a utilisé environ 80,0 millions \$ du produit tiré des débentures convertibles pour consentir un prêt portant intérêt à une société en commandite (« société en commandite ») qui sera détenue par certains employés de la Société. La société en commandite servira de structure de propriété à long terme pour les cadres supérieurs de la Société. La société en commandite a affecté le produit de 80,0 millions \$ tiré du prêt à l'acquisition de 9 914 000 actions ordinaires en circulation de la Société (ce qui représente une participation de 9,7 %). La Société a reçu un produit net de 29,8 millions \$, ce qui correspond au produit brut de 110,0 millions \$, moins le montant du prêt consenti à la société en commandite, déduction faite de certaines charges engagées par la Société pour le compte des investisseurs institutionnels.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux fixe annuel de 7,75 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 30 juin 2024. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 9,68 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 15 mars 2029 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises au porteur au moment de la conversion des débentures est limité dans la mesure où le porteur ne peut détenir plus de 9,9 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à la suite de la conversion. En cas d'avis de rachat des débentures convertibles par la Société, le porteur peut choisir de convertir les débentures convertibles en actions ordinaires et au moment de la conversion, le montant maximal d'actions pouvant être émises peut être dépassé pourvu que le porteur obtienne toutes les approbations des organismes de réglementation pouvant être nécessaires. Si le porteur n'obtient pas l'approbation des organismes de réglementation au moment de la conversion, la Société versera au porteur un montant en trésorerie correspondant à l'excédent de la valeur de conversion des actions ordinaires qui auraient été alors émises sur le montant maximal d'actions pouvant être émises au moment de la conversion ainsi qu'il a été décrit précédemment.

Les modalités des débentures convertibles incluent les dispositions antidilution standards prévoyant que le prix de conversion sera ajusté en cas de réorganisation des actions ordinaires par voie d'un fractionnement, d'un regroupement, d'une distribution ou d'une opération équivalente, ou si la Société émet des droits, des options ou des bons de souscription à ses actionnaires. Si la Société verse un dividende supérieur au dividende versé dans le cours normal des activités (0,34 \$ par action ordinaire par exercice financier), alors le prix de conversion sera ajusté en multipliant le prix de conversion en vigueur au moment du versement du dividende par une fraction correspondant i) au cours actuel des actions, moins le montant de l'excédent du dividende sur le dividende versé dans le cours normal des activités, divisé par ii) le cours du marché au moment du versement du dividende excédentaire.

Les débentures convertibles sont classées à titre d'instrument hybride qui comporte deux composantes : une composante passif, laquelle représente l'obligation contractuelle de la Société de verser des intérêts, et une composante dérivé incorporé, laquelle reflète la valeur de l'option de conversion. Les deux composantes sont comptabilisées dans les passifs à l'état de la situation financière consolidé.

La juste valeur initiale des débentures convertibles a été répartie entre les deux composantes. À la date d'émission du 15 mars 2024, la juste valeur de la composante passif, déduction faite des frais d'émission, s'élevait à 81,0 millions \$, et l'option de conversion, à 28,7 millions \$.

Les intérêts courus sur le montant en capital sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés et une hausse correspondante est comptabilisée dans la composante passif. Le dérivé incorporé est comptabilisé à sa juste valeur chaque date de clôture et les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. La juste valeur de l'option de conversion était de 33,1 millions \$ au 31 mars 2024 et est présentée dans les passifs dérivés de l'état de la situation financière consolidé. Par conséquent, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 4,4 millions \$ au titre de l'option de conversion dans les comptes de résultat consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

La Société a évalué les débentures convertibles au moyen d'un modèle d'évaluation unifactorielle des débentures convertibles en fonction de la qualité du crédit, qui repose sur des hypothèses à l'égard des écarts de taux et des facteurs de volatilité.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées dans le modèle :

Volatilité 42 %

Risque d'écart de taux 11,15 %

Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des débentures convertibles de la Société. Un test de sensibilité a été effectué dans le cadre de l'évaluation des débentures convertibles.

Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence de changements raisonnables apportés aux hypothèses portant sur la volatilité et aux autres hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation. Si le facteur de volatilité avait augmenté de 5,0 %, la valeur de l'option de conversion aurait augmenté de 2,2 millions \$, mais s'il avait diminué de 5,0 %, la valeur de l'option de conversion aurait diminué de 1,9 million \$.

20. Obligations locatives

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Premier exercice	11 206	34 148
Deuxième exercice	24 985	28 674
Troisième exercice	30 644	19 134
Quatrième exercice	28 618	12 000
Cinquième exercice et les suivants	269 102	48 579
Incidence de l'actualisation	(149 807)	(23 297)
Valeur actualisée des paiements de loyers minimums	214 748	119 238
Moins la tranche à court terme	(24 579)	(26 712)
Tranche à long terme des obligations locatives	190 169	92 526

21. Actions privilégiées

	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

i) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Le 1^{er} septembre 2021, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série A »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période de cinq ans close le 30 septembre 2021. Depuis le 1^{er} octobre 2021 et pour la période prenant fin le 30 septembre 2026, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,028 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 30 septembre 2021, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2021, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii) ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C ») à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a annoncé le rajustement du taux de dividende de ses actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série C »). Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, lorsque la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 4,993 % pour la période de cinq ans close le 30 juin 2022. Depuis le 1^{er} juillet 2022 et pour la période prenant fin le 30 juin 2027, inclusivement, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 6,837 %. Le taux sera rajusté tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (« actions privilégiées de série D »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 15 juin 2022, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2022, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

22. Actions ordinaires

	31 mars 2024		31 mars 2023	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	706 113	102 189 077	686 043	99 594 391
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(1 083)	(122 355)	(1 334)	(122 355)
Détenues dans le cadre du RILT	(88 499)	(9 981 908)	(118 364)	(11 994 885)
	616 531	92 084 814	566 345	87 477 151

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2022	99 697 799	685 270
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993	2 883
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	285 899	1 924
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(585 300)	(4 034)
Solde au 31 mars 2023	99 594 391	686 043
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Sawaya	195 993	2 883
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	2 398 693	17 187
Solde au 31 mars 2024	102 189 077	706 113

Le 17 août 2023, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2023 au 20 août 2024, jusqu'à 4 985 290 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(13 163) \$	(90 104) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(11 408)	(10 948)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(24 571)	(101 052)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	91 764 670	87 381 995
Résultat par action de base	(0,27) \$	(1,16) \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(24 571)	(101 052)
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,27) \$	(1,16) \$

Pour les exercices clos les 31 mars 2024 et 2023, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments étant antidilutifs.

23. Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
23 juin 2023	4 juillet 2023	0,085 \$	8 468 \$
1 ^{er} septembre 2023	15 septembre 2023	0,085 \$	8 669 \$
1 ^{er} décembre 2023	15 décembre 2023	0,085 \$	8 669 \$
1 ^{er} mars 2024	15 mars 2024	0,085 \$	8 686 \$

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2024 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2024 (note 30).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
23 juin 2023	30 juin 2023	0,25175 \$	0,42731 \$	2 852 \$
15 septembre 2023	2 octobre 2023	0,25175 \$	0,42731 \$	2 852 \$
22 décembre 2023	2 janvier 2024	0,25175 \$	0,42731 \$	2 852 \$
15 mars 2024	1 ^{er} avril 2024	0,25175 \$	0,42731 \$	2 852 \$

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2024 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 21 juin 2024 (note 30).

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2024 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 21 juin 2024 (note 30).

24. Régimes de paiements fondés sur des actions

i) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT » ou « régime »), des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (« fiducies ») qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont, par conséquent, assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 4 190 792 UATI (8 198 677 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2023) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024. Les fiduciaires ont acquis 3 801 735 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 (6 951 114 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 s'est établie à 7,86 \$ (10,17 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2023).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2022	11 180 535
UATI attribuées	8 198 677
UATI dont les droits sont acquis	(5 979 398)
UATI auxquelles il a été renoncé	(115 399)
Attributions en cours au 31 mars 2023	13 284 415
UATI attribuées	4 190 792
UATI dont les droits sont acquis	(5 814 980)
UATI auxquelles il a été renoncé	(209 366)
Attributions en cours au 31 mars 2024	11 450 861

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2022	11 023 169
Actions acquises	6 951 114
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 979 398)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2023	11 994 885
Actions acquises	3 801 735
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 814 712)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2024	9 981 908

ii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à ses administrateurs indépendants. Aux termes du régime, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante.

La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2024 était de 2,6 millions \$ (3,9 millions \$ au 31 mars 2023).

iii) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Les UAD sont réglées en espèces un an après que les participants ont quitté la Société selon certaines conditions du régime.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UAD était de 11,7 millions \$ au 31 mars 2024 (9,6 millions \$ au 31 mars 2023).

iv) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre

d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération aux comptes de résultat consolidés.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 33,4 millions \$ au 31 mars 2024 (106,9 millions \$ au 31 mars 2023).

v) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, 3 210 000 options sur actions liées au rendement ont été attribuées à un prix d'exercice de 8,65 \$.

De plus, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024, 4 422 335 options sur actions liées au rendement ont été exercées à un prix d'exercice de 6,73 \$ et 400 000 options sur actions liées au rendement ont été exercées à un prix d'exercice de 7,067 \$. Par ailleurs, 1 855 360 options sur actions liées au rendement ont été exercées en contrepartie d'un produit en trésorerie total de 12,5 millions \$ versé à la Société. Les options sur actions liées au rendement restantes ont été exercées sans décaissement. Un total de 2 398 693 actions ont été émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement au cours de la période de douze mois.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2024 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2022	5 627 955	6,79 \$
Attribuées	300 000	8,77
Exercées	(705 620)	6,73
Solde au 31 mars 2023	5 222 335	6,92
Attribuées	3 210 000	8,65
Exercées	(4 822 335)	6,73
Solde au 31 mars 2024	3 610 000	8,65

Selon l'IFRS 2, l'incidence des conditions du marché, telles qu'un objectif de cours de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Un modèle de simulation de Monte-Carlo est utilisé pour simuler une fourchette des cours futurs possibles des actions pour la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'expiration des options sur actions liées au rendement. L'objectif de cette modélisation est d'utiliser une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement en vertu de l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées dans le modèle de simulation de Monte-Carlo pour les attributions effectuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024 :

Rendement de l'action	3,97 %
Volatilité prévue	41,27 %
Taux d'intérêt sans risque	3,96 %
Durée de vie attendue	4 ans

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

vi) RÉGIME DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS DE PWS, ASSUJETTI À DES CONDITIONS

Dans le cadre de l'acquisition de PSW, la Société a adopté un régime de paiements fondés sur des actions à l'intention de certains employés clés de PSW qui inclut des actions ordinaires de CGWM UK. Le régime est assujetti à diverses conditions

d'acquisition des droits et, par conséquent, la Société comptabilise le coût de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable.

vii) CHARGE AU TITRE DES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Régime d'intéressement à long terme	15 787	45 426
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(522)	(561)
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie) – membres de la haute direction	2 063	4 029
Options sur actions liées au rendement	1 933	635
UALR (réglées en trésorerie)	(19 427)	8 685
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	1 130	1 281
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	964	59 495

25. Transactions avec des parties liées

i) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2024	31 mars 2023
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. VI	Canada	100 %	100 %
CG G Sponsors Inc. I	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie, SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS ⁵	France	s. o.	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited ¹	Guernesey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Asset Management Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
CG Wealth Planning Limited ¹	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Adam & Company Investment Management Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Punter Southall Wealth Limited ^{1, 4}	Royaume-Uni	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Alternative Capital LLC	États-Unis	100 %	100 %
CG Sawaya, LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Holdings ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) Limited Partnership	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (2021) GP ULC	Canada	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %

		Participation en %	
		31 mars 2024	31 mars 2023
Pays de constitution en société			
Canaccord Genuity Group Finance Company Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.	Bahamas	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Financial Limited ²	Australie	65 %	65 %
Patersons Asset Management Limited ²	Australie	65 %	65 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited			
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. ³	Émirats arabes unis	s. o.	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited ¹	Jersey	94,5 %	94,5 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited ⁴	Irlande	s. o.	100 %

- 1) La Société a émis des actions privilégiées convertibles à certains investisseurs institutionnels et certains instruments de capitaux propres de CGWM UK de sorte que la valeur de la transaction représente une participation de 5,55 % dans les actions ordinaires en circulation de CGWM UK. Après conversion, les actions privilégiées convertibles, les actions préférentielles et les actions ordinaires émises à la direction et aux employés de CGWM UK représentent 33,1 % de la participation en équivalents de capitaux propres (note 8).
- 2) La Société détient 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 68,2 % au 31 mars 2024 (67,3 % au 31 mars 2023), en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (note 8).
- 3) La Société a vendu sa participation dans Canaccord Genuity (Dubai) Ltd. au cours du premier trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2024.
- 4) Cette entreprise a été absorbée par liquidation dans une filiale dans le cadre d'une restructuration en interne au cours du premier trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2024.
- 5) Cette entreprise a été absorbée par liquidation au cours de l'exercice clos le 31 mars 2024.

ii) RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2024 et 2023 :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Avantages du personnel à court terme	45 826	48 804
Paiements fondés sur des actions	599	892
Avantages postérieurs à l'emploi	2 025	—
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	48 450	49 696

iii) AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Créances clients	19 469	18 115
Dettes fournisseurs et charges à payer	327	600

iv) MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

26.

Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï avant la fin de ces activités au cours du trimestre clos le 30 juin 2023), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie ainsi que du Royaume-Uni et des dépendances de la Couronne.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (« CSHP ») est attribué aux secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (Îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller, d'Adam & Company et de PSW est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (« Gestion de patrimoine au Royaume-Uni »). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Petsky Prunier et de Sawaya est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Results est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition des activités de gestion privée de patrimoine de Mercer est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les exercices clos les

	31 mars 2024				31 mars 2023			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	161 533	593 011	649	755 193	156 187	591 772	1 155	749 114
Financement de sociétés	149 598	25 096	—	174 694	126 588	34 356	—	160 944
Honoraires de consultation	229 780	750	—	230 530	362 549	2 005	—	364 554
Négociation à titre de contrepartiste	105 105	53	—	105 158	116 900	338	—	117 238
Intérêts	31 905	149 818	16 086	197 809	25 067	76 593	13 585	115 245
Divers	5 275	4 643	5 503	15 421	5 562	3 240	(5 500)	3 302
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	614 604	500 398	69 911	1 184 913	698 759	490 833	89 292	1 278 884
Amortissement	6 825	30 516	1 425	38 766	10 303	29 662	1 669	41 634
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	17 707	6 575	5 017	29 299	15 756	7 133	3 446	26 335
Frais de développement	2 869	29 849	17 046	49 764	3 383	25 296	7 379	36 058
Charges d'intérêts	21 765	68 513	2 399	92 677	18 848	32 739	2 952	54 539
Frais de restructuration	12 673	810	4 664	18 147	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	1 477	5 926	—	7 403
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	17 756	—	—	17 756	102 571	—	—	102 571
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	—	13 250	13 250	—	—	11 629	11 629
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	—	—	4 421	4 421	—	—	—	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(27 325)	—	—	(27 325)	(14 278)	—	—	(14 278)
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	70	70	—	—	55	55
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	16 322	136 710	(95 965)	57 067	(43 966)	116 715	(107 182)	(34 433)
Imputations intersectorielles	18 213	23 749	(41 962)	—	21 651	23 293	(44 944)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(1 891)	112 961	(54 003)	57 067	(65 617)	93 422	(62 238)	(34 433)

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et dans les dépendances de la Couronne (y compris à Dubaï avant la fin de ces activités au cours du premier trimestre de l'exercice 2024), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. La région Autres établissements à l'étranger a été affectée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Le tableau ci-après présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

Pour les exercices clos les

	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Canada	480 376 \$	454 741 \$
Royaume-Uni, Europe et dépendances de la Couronne	496 900	440 003
États-Unis	349 319	487 769
Australie	152 210	127 884
	1 478 805 \$	1 510 397 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada \$	Royaume-Uni et dépendances de la Couronne \$	États-Unis \$	Australie \$	Total \$
Au 31 mars 2024					
Matériel et aménagements des locaux loués	36 114	7 927	14 351	2 608	61 000
Goodwill	—	405 873	206 970	2 696	615 539
Immobilisations incorporelles	50 120	232 330	249	5 604	288 303
Actifs non courants	86 234	646 130	221 570	10 908	964 842
Au 31 mars 2023					
Matériel et aménagements des locaux loués	31 692	9 399	4 076	3 013	48 180
Goodwill	—	413 393	206 664	2 763	622 820
Immobilisations incorporelles	47 903	251 564	186	6 262	305 915
Actifs non courants	79 595	674 356	210 926	12 038	976 915

27. Gestion du capital

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débentures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2024 et 2023 :

Type de capital	31 mars 2024 \$	31 mars 2023 \$
Actions privilégiées	205 641	205 641
Actions ordinaires	616 531	566 345
Contrepartie différée	5 612	8 495
Surplus d'apport	—	49 400
Résultats non distribués	58 548	119 552
Cumul des autres éléments du résultat global	109 313	105 206
Capitaux propres	995 645	1 054 639
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466	343 998
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	301 529	307 122
Débentures convertibles	80 973	—
	1 750 113	1 713 259

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRI.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, CG Wealth Planning Limited, Adam & Company Investment Management Limited, Punter Southall Wealth Limited et Canaccord Genuity Asset Management Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.

- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (« FINRA »).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd. est assujettie aux Bahamas à la réglementation de la Securities Commission of the Bahamas.
- Canaccord Genuity Insurance Company Ltd. est assujettie à la Barbade à la réglementation de la Financial Services Commission.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2024 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

28. Fonds des clients

Au 31 mars 2024, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2,503 milliards \$ (1,464 milliard £) (3,280 milliards \$ (1,967 milliard £) au 31 mars 2023). Les fonds des clients comprenaient un montant de 3,049 millions \$ (1,784 million £) (7,121 millions \$ (4,270 millions £) au 31 mars 2023) en trésorerie aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2,497 milliards \$ (1,461 milliard £) (3,272 milliards \$ (1,962 milliard £) au 31 mars 2023) qui sont détenus au nom de clients et qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

29. Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2024 et 2023 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2022	6 647	1 575	8 222
Ajouts	13 363	—	13 363
Utilisées	(1 874)	(51)	(1 925)
Solde au 31 mars 2023	18 136	1 524	19 660
Ajouts	4 832	18 143	22 975
Utilisées	(3 860)	(17 768)	(21 628)
Solde au 31 mars 2024	19 108	1 899	21 007

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2024, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2024, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGL, à CGGI directement, ou à GCGL ainsi que certaines de ses filiales.

La Société est assujettie à certaines règles, réglementations et autres exigences réglementaires propres aux activités de courtage et, de ce fait, elle exerce ses activités dans un cadre réglementaire régi par des agences et des organismes gouvernementaux. En tant qu'entité réglementée et dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet d'examen périodiques par ces agences et organismes. La Société a mis en place des politiques et des procédures conçues dans le but d'assurer le respect de ces règles, réglementations et exigences. Dans l'éventualité où une autorité réglementaire déterminerait que la Société n'a pas suivi ou respecté certaines procédures ou exigences réglementaires, ou que les dossiers et rapports de la Société présentent des lacunes ou tout autre cas de défaillance financière ou de non-conformité, la Société pourrait être d'accord avec l'imposition d'une amende, pénalité ou sanction ou se voir imposer celles-ci par une autorité réglementaire. Si de telles circonstances se produisent, la Société établira une provision pour toute affaire pour laquelle il est probable qu'un paiement pouvant raisonnablement être estimé soit exigé.

En lien avec cette surveillance réglementaire, la Société est partie à une affaire d'application de la loi et à d'éventuelles affaires d'application de la loi découlant d'un examen réglementaire des activités de tenue de marché de gros de la Société aux États-Unis. Bien que la Société s'attende à ce que l'affaire d'application de la loi ou les éventuelles affaires d'application de la loi sous-jacentes soit résolues dans le cours normal des activités, et à ce qu'elles n'aient pas une incidence importante sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation, la Société pourrait se voir imposer une pénalité importante et devoir engager des frais supplémentaires liés à ses activités ou elle pourrait être assujettie à d'autres modalités susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités. Une estimation du règlement de l'affaire a été comptabilisée, fondée sur le jugement de la direction et sur les informations dont dispose la Société. Cependant, puisque l'issue de cette affaire n'est toujours pas connue et que le montant de la perte est incertain, la Société pourrait être tenue d'effectuer un paiement supérieur au montant comptabilisé. Afin d'estimer le montant comptabilisé, la direction s'est reportée à des affaires précédentes d'application de la loi réglées pas d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances de ces affaires étaient sensiblement différents de ceux de la Société. Puisque l'estimation de la Société repose sur une grande part de jugement en raison de l'état actuel et de la nature continue des examens, la mesure dans laquelle les mesures correctives mises en place par la Société seront prises en compte demeure inconnue, et puisque des faits ou éléments nouveaux pourraient survenir et que ces autres causes ont donné lieu à une vaste gamme de paiements au titre des règlements, il est raisonnablement possible que le règlement réel soit supérieur au montant qui a été estimé et comptabilisé au 31 mars 2024. Par conséquent, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer la différence entre le montant du règlement réel et le montant comptabilisé ni de produire une fourchette d'estimations à cet égard. Des ajustements seront comptabilisés au cours des périodes subséquentes si de nouvelles informations pouvant changer le montant estimé deviennent disponibles.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (« Bank Secrecy Act ») et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les « indications du FinCEN ») portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, la Société pourrait être incapable de récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation.

30. Événements postérieurs à la date de clôture

I. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 8 avril 2024, la Société a conclu une entente visant l'acquisition d'Intelligent Capital, une société de planification financière agréée établie à Glasgow, en Écosse, par l'intermédiaire de sa division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les

dépendances de la Couronne. Intelligent Capital exercera ses activités au sein d'Adam & Company, soit la division opérationnelle écossaise de CGWM UK. La Société examine actuellement la répartition du prix d'acquisition.

Le 31 mai 2024, la Société a annoncé avoir conclu une convention d'achat d'actions visant l'acquisition de Cantab Asset Management Ltd., par l'intermédiaire de sa division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. L'acquisition devrait être réalisée au cours du trimestre prenant fin le 30 septembre 2024.

ii. DIVIDENDES

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2024 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2024 (note 23).

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2024 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 21 juin 2024 (note 23).

Le 5 juin 2024, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2024 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 21 juin 2024 (note 23).

iii. PRÊTS ACCORDÉS À DES MEMBRES DU PERSONNEL

Il est attendu que certains membres de la haute direction et cadres générateurs de revenus (appelés aux présentes les participants) concluront des conventions de prêt (« prêts-achats ») avec des filiales de la Société (collectivement, « Groupe CG ») et des conventions de souscription avec la société en commandite en vue de souscrire pour environ 80 millions \$ de parts de société en commandite (« parts de SEC ») de la société en commandite. Le montant en capital total de 80 millions \$ devrait être prêté par Groupe CG aux participants aux termes des prêts-achats avant la clôture du premier trimestre de l'exercice 2025. Les prêts-achats portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC. La société en commandite utilisera le produit tiré de la souscription des parts de SEC pour rembourser le montant en capital impayé à la Société aux termes des prêts-achats.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2024	2023	2022	2021	2020
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	1 478 805	1 510 397	2 046 002	2 007 688	1 223 867
Charges	1 421 738	1 544 830	1 667 733	1 637 786	1 123 844
Charge d'impôt sur le résultat	27 285	20 309	107 704	100 100	13 469
Résultat net	29 782	(54 742)	270 565	269 802	86 554
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(13 163)	(90 104)	246 314	263 786	86 490
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(24 571)	(101 052)	236 830	254 382	77 086
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	(1 891)	(65 617)	321 831	317 319	48 801
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	112 961	93 422	121 009	116 855	68 174
Non sectoriel et autres	(54 003)	(62 238)	(64 571)	(64 272)	(16 952)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	11 855	8 834	8 482	6 307	4 009
ASA – Canada	38 406	35 694	37 881	32 240	18 440
ASG – Royaume-Uni et Europe	59 084	55 101	52 830	52 298	39 879
ASG – Australie	6 432	5 432	5 352	4 228	2 400
Total	103 922	96 227	96 063	88 766	60 719
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	(0,27)	(1,16)	2,50	2,30	0,78
Résultat après dilution	(0,27)	(1,16)	2,16	2,04	0,65
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	10,96	12,58	16,52	13,25	6,00
Bas	6,61	6,24	11,42	3,93	3,29
Clôture	8,90	10,95	12,35	11,50	4,33
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	92 084	87 477	88 057	95 791	93 464
Émises et en circulation	102 189	99 594	99 698	108 191	107 812
Nombre d'actions après dilution	116 928	104 498	104 500	112 568	130 723
Nombre moyen de base	91 765	87 382	94 871	96 659	98 449
Nombre moyen après dilution	s. o.	s. o.	109 434	108 978	128 303
Capitalisation boursière (en milliers)	1 040 659	1 144 253	1 290 575	1 294 532	566 031
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,34	0,34	0,32	0,25	0,20
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	3,8 %	3,1 %	2,6 %	2,2 %	4,6 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021, de Sawaya depuis le 31 décembre 2021, de Results depuis le 17 août 2022 et de PSW depuis le 31 mai 2022.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2024	2023	2022	2021	2020
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	755 193	749 114	761 843	735 239	586 884
Financement de sociétés	174 694	160 944	561 725	761 551	236 962
Honoraires de consultation	230 530	364 554	493 057	197 092	206 507
Négociation à titre de contrepartiste	105 158	117 238	158 978	246 801	108 834
Intérêts	197 809	115 245	36 028	26 288	63 690
Divers	15 421	3 302	34 371	40 717	20 990
	1 478 805	1 510 397	2 046 002	2 007 688	1 223 867
Charges					
Charge de rémunération	858 652	936 872	1 248 184	1 227 895	738 313
Frais de négociation	84 505	96 083	102 824	122 154	83 964
Locaux et matériel	22 645	21 986	20 074	19 948	18 094
Communications et technologie	90 639	85 482	73 873	67 475	66 666
Intérêts	92 677	54 539	23 598	28 364	33 678
Frais d'administration	128 472	138 461	101 431	82 310	113 612
Amortissement	38 766	41 634	27 593	26 156	32 594
Frais de développement	49 764	36 058	22 422	27 246	12 053
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	29 299	26 335	23 894	25 040	22 866
Frais de restructuration	18 147	—	—	—	1 921
Frais connexes aux acquisitions	—	7 403	9 197	5 922	(124)
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	17 756	102 571	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	13 250	11 629	8 519	—	—
Ajustement de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	—	—	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(27 325)	(14 278)	—	—	—
Perte sur extinction de débentures convertibles	—	—	5 932	4 354	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	70	55	192	922	207
	1 421 738	1 544 830	1 667 733	1 637 786	1 123 844
Résultat avant impôt sur le résultat	57 067	(34 433)	378 269	369 902	100 023
Charge d'impôt sur le résultat	27 285	20 309	107 704	100 100	13 469
Résultat net de l'exercice	29 782	(54 742)	270 565	269 802	86 554
Participations ne donnant pas le contrôle	42 945	35 362	24 251	6 016	64
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(13 163)	(90 104)	246 314	263 786	86 490
Résultats non distribués au début de l'exercice	119 552	251 540	73 220	(193 131)	(237 770)
Dividendes sur actions ordinaires	(30 781)	(30 936)	(30 797)	(23 924)	(32 447)
Dividendes sur actions privilégiées	(11 408)	(10 948)	(9 484)	(9 404)	(9 404)
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	4 091	—
Reclassement de la composante capitaux propres des débentures convertibles	—	—	—	31 802	—
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	—	(27 713)	—	—
Paiements fondés sur des actions	109	—	—	—	—
Exercice des options sur actions liées au rendement	(4 625)	—	—	—	—
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions	(885)	—	—	—	—
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis	(251)	—	—	—	—
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	58 548	119 552	251 540	73 220	(193 131)
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	58,1 %	62,0 %	61,0 %	61,2 %	60,3 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	38,1 %	40,3 %	20,5 %	20,4 %	31,5 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	96,1 %	102,3 %	81,5 %	81,6 %	91,8 %
Marge bénéficiaire avant impôt	3,9 %	(2,3) %	18,5 %	18,4 %	8,2 %
Taux d'impôt effectif	47,8 %	(59,0) %	28,5 %	27,1 %	13,5 %
Marge bénéficiaire nette	2,0 %	(3,6) %	13,2 %	13,4 %	7,1 %
Résultat par action après dilution	(0,27)	(1,16)	2,50	2,30	0,78
Marchés des capitaux	(0,27)	(1,16)	2,16	2,04	0,65
Marchés des capitaux Canaccord Genuity Gestion de patrimoine	683 196	792 853	1 303 074	1 312 228	689 469
Canaccord Genuity	773 371	708 304	720 407	663 619	511 435
Non sectoriel et autres	22 238	9 240	22 521	31 841	22 963
	1 478 805	1 510 397	2 046 002	2 007 688	1 223 867

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021, de Sawaya depuis le 31 décembre 2021, de Results depuis le 17 août 2022 et de PSW depuis le 31 mai 2022.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2024	2023	2022	2021	2020
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	855 604	1 008 432	1 788 261	1 883 292	997 111
Titres détenus	575 011	715 078	1 051 229	1 041 583	931 467
Créances clients	3 426 058	3 355 203	3 438 655	3 973 442	3 275 841
Impôt sur le résultat à recevoir	33 753	34 209	1 967	738	5 603
Actifs d'impôt différé	71 004	90 733	98 224	81 229	39 487
Placements	12 913	18 101	22 928	12 193	10 105
Matériel et aménagements des locaux loués	61 000	48 180	34 643	23 070	24 860
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	903 842	928 735	697 272	531 038	565 587
Actif au titre de droits d'utilisation	193 280	103 729	117 066	85 216	106 134
	6 132 465	6 302 400	7 250 245	7 631 801	5 956 195
Passif et capitaux propres					
Titres vendus à découvert	495 246	556 303	567 290	889 607	875 017
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	3 484 461	3 739 992	4 853 894	5 170 957	3 680 186
Impôt sur le résultat à payer	2 096	2 177	15 952	56 285	11 721
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 672	13 342	6 574	12 119	7 042
Tranche à court terme des obligations locatives	24 579	26 712	23 928	24 311	23 417
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	10 112	17 325	10 618	17 706	57 859
Obligations locatives	190 169	92 526	101 620	70 591	88 922
Passifs dérivés	110 007	61 705	41 090	—	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	12 345	36 673	34 668	19 577	58 340
Emprunt bancaire	287 857	293 780	145 467	66 200	79 192
Passifs d'impôt différé	53 337	55 728	24 875	13 552	9 903
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Déventures convertibles	80 973	—	—	168 112	128 322
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466	343 998	238 700	8 190	156
Capitaux propres	995 645	1 054 639	1 178 069	1 107 094	928 618
	6 132 465	6 302 400	7 250 245	7 631 801	5 956 195

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2024	2023	2022	2021	2020
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	173	230	235	233	228
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	536	499	489	454	432
Nombre d'employés – secteur Non sectoriel et autres	448	472	448	403	368
Total au Canada	1 157	1 201	1 172	1 090	1 028
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	166	180	143	131	136
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	751	737	581	528	548
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	391	394	378	319	313
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés – Marchés des capitaux Canaccord Genuity	89	86	91	84	83
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	244	231	222	204	200
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 798	2 829	2 587	2 356	2 308
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	145	145	146	145	146
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	490	474	464	451	435
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	257	252	220	202	210
Nombre de conseillers en Australie	120	119	115	110	119
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	11 855	8 834	8 482	6 307	4 009
ASA – Canada (en millions \$ CA)	38 406	35 694	37 881	32 240	18 440
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	59 084	55 101	52 830	52 298	39 879
ASG – Australie (en millions \$ CA)	6 432	5 432	5 352	4 228	2 400
Total (en millions \$ CA)	103 922	96 227	96 063	88 766	60 719

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Points saillants financiers trimestriels^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	409 048	389 143	337 290	343 324	430 389	382 116	380 522	317 370
Charges	394 687	352 045	337 964	337 042	424 962	462 902	341 490	315 476
Charge d'impôt sur le résultat	6 449	9 093	5 193	6 550	1 664	1 279	12 468	4 898
Résultat net	7 912	28 005	(5 867)	(268)	3 763	(82 065)	26 564	(3 004)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(3 696)	17 198	(16 129)	(10 536)	(4 326)	(92 775)	17 170	(10 173)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(6 548)	14 346	(18 981)	(13 388)	(7 178)	(95 166)	14 779	(12 564)
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity	(7 689)	15 870	(1 507)	(8 565)	7 925	(98 819)	22 800	2 477
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	27 297	31 409	25 224	29 031	29 083	29 995	22 125	12 219
Non sectoriel et autres	(5 247)	(10 181)	(24 391)	(14 184)	(31 581)	(11 962)	(5 893)	(12 802)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discretionnaires)	11 855	10 998	10 112	10 201	8 834	8 428	8 047	7 952
ASA – Canada	38 406	36 311	35 309	37 184	35 694	34 735	33 739	33 857
ASG – Royaume-Uni et Europe	59 084	56 776	52 565	54 670	55 101	54 403	49 992	52 166
ASG – Australie	6 432	6 120	5 465	5 406	5 432	5 250	4 876	4 694
Total	103 922	99 207	93 339	97 260	96 227	94 388	88 607	90 717
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	(0,07)	0,15	(0,20)	(0,15)	(0,08)	(1,10)	0,17	(0,14)
Résultat après dilution	(0,07)	0,14	(0,20)	(0,15)	(0,08)	(1,10)	0,14	(0,14)
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	8,90	7,92	8,70	11,12	11,80	8,51	10,10	12,58
Bas	7,18	6,61	8,00	7,78	8,20	6,24	6,71	8,21
Clôture	8,90	7,60	8,06	8,35	10,95	8,39	6,77	8,43
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	92 084	92 633	93 018	92 693	87 477	87 215	86 033	87 846
Émises et en circulation	102 189	102 189	101 993	99 639	99 594	99 382	99 186	99 186
Nombre d'actions après dilution	116 928	105 679	105 705	105 057	104 498	104 955	104 907	104 590
Nombre moyen de base	92 340	92 960	93 491	88 236	87 461	86 782	86 661	88 636
Nombre moyen après dilution	s. o.	104 519	s. o.	s. o.	s. o.	100 563	102 198	104 981
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,085	0,085	0,085	0,085	0,085	0,085	0,085	0,085

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021, de Sawaya depuis le 31 décembre 2021, de Results depuis le 17 août 2022 et de PSW depuis le 31 mai 2022.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	201 229	188 066	181 128	184 770	196 774	188 647	182 770	180 923
Financement de sociétés	55 786	46 488	35 459	36 961	50 962	47 494	43 772	18 716
Honoraires de consultation	69 005	74 747	46 126	40 652	104 649	75 667	101 294	82 944
Négociation à titre de contrepartiste	31 962	29 951	20 299	22 946	26 921	35 123	26 973	28 221
Intérêts	49 322	45 507	50 708	52 272	45 949	32 085	22 395	14 816
Divers	1 744	4 384	3 570	5 723	5 134	3 100	3 318	(8 250)
	409 048	389 143	337 290	343 324	430 389	382 116	380 522	317 370
Charges								
Charge de rémunération	249 966	223 097	199 666	185 923	276 066	240 303	222 059	198 444
Frais de négociation	21 513	21 165	19 849	21 978	23 417	24 109	23 809	24 748
Locaux et matériel	6 111	4 784	5 931	5 819	6 904	4 859	5 400	4 823
Communications et technologie	23 158	23 033	21 836	22 612	23 239	22 343	20 545	19 355
Intérêts	24 310	22 147	22 909	23 311	23 915	12 281	10 519	7 824
Frais d'administration	28 983	32 232	32 101	35 156	43 344	32 825	31 536	30 756
Amortissement	8 873	10 056	9 934	9 903	10 838	11 533	11 068	8 195
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	8 513	7 859	6 587	6 340	6 552	6 580	6 388	6 815
Frais de développement	10 234	7 672	9 234	22 624	13 326	5 473	10 333	6 926
Frais de restructuration	—	—	14 789	3 358	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	—	(179)	7 582
Dépréciation du goodwill et des autres actifs	17 756	—	—	—	—	102 571	—	—
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	—	13 250	—	11 629	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	4 421	—	—	—	—	—	—	—
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(9 151)	—	(18 174)	—	(14 278)	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	52	18	10	25	12	8
	394 687	352 045	337 964	337 042	424 962	462 902	341 490	315 476
Résultat avant impôt sur le résultat	14 361	37 098	(674)	6 282	5 427	(80 786)	39 032	1 894
Charge d'impôt sur le résultat	6 449	9 093	5 193	6 550	1 664	1 279	12 468	4 898
Résultat net de la période	7 912	28 005	(5 867)	(268)	3 763	(82 065)	26 564	(3 004)
Participations ne donnant pas le contrôle	11 608	10 807	10 262	10 268	8 089	10 710	9 394	7 169
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(3 696)	17 198	(16 129)	(10 536)	(4 326)	(92 775)	17 170	(10 173)
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	61,1 %	57,3 %	59,2 %	54,2 %	64,1 %	62,9 %	58,4 %	62,5 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	35,4 %	33,1 %	41,0 %	44,0 %	34,6 %	58,3 %	31,4 %	36,9 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	96,5 %	90,5 %	100,2 %	98,2 %	98,7 %	121,1 %	89,7 %	99,4 %
Marge bénéficiaire avant impôt	3,5 %	9,5 %	(0,2) %	1,8 %	1,3 %	(21,1) %	10,3 %	0,6 %
Taux d'impôt effectif	44,9 %	24,5 %	(770,5) %	n. p.	30,7 %	(1,6) %	31,9 %	n. p.
Marge bénéficiaire nette	1,9 %	7,2 %	(1,7) %	(0,1) %	0,9 %	(21,5) %	7,0 %	(0,9) %
Résultat de base par action	(0,07)	0,15	(0,20)	(0,15)	(0,08)	(1,10)	0,17	(0,14)
Résultat dilué par action	(0,07)	0,14	(0,20)	(0,15)	(0,08)	(1,10)	0,14	(0,14)
Marchés des capitaux Canaccord Genuity Gestion de patrimoine	202 850	189 843	144 809	145 694	226 140	196 879	205 697	164 137
Canaccord Genuity	200 078	195 042	187 226	191 025	197 109	179 688	169 288	162 219
Non sectoriel et autres	6 120	4 258	5 255	6 605	7 140	5 549	5 537	(8 986)
	409 048	389 143	337 290	343 324	430 389	382 116	380 522	317 370

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour l'exercice 2024 (32,7 % pour l'exercice 2023). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2024. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023).

3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019, de Patersons depuis le 21 octobre 2019, d'Adam & Company depuis le 1^{er} octobre 2021, de Sawaya depuis le 31 décembre 2021, de Results depuis le 17 août 2022 et de PSW depuis le 31 mai 2022.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	855 604	662 174	469 783	605 813	1 008 432	893 052	946 567	1 034 804
Titres détenus	575 011	566 927	614 853	470 323	715 078	778 289	733 967	686 983
Créances clients	3 426 058	2 403 960	3 158 492	2 749 142	3 355 203	3 184 749	3 279 578	3 154 183
Impôt sur le résultat à recevoir	33 753	40 361	57 865	55 040	34 209	50 011	55 840	31 777
Actifs d'impôt différé	71 004	66 182	68 823	73 657	90 733	70 950	65 928	78 661
Placements	12 913	15 673	15 802	17 897	18 101	18 781	20 969	20 402
Matériel et aménagements des locaux loués	61 000	59 308	52 203	46 458	48 180	50 849	51 467	43 883
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	903 842	915 748	915 221	927 896	928 735	924 062	1 000 600	963 555
Actif au titre de droits d'utilisation	193 280	154 416	107 148	97 162	103 729	109 236	114 557	113 903
	6 132 465	4 884 749	5 460 190	5 043 388	6 302 400	6 079 979	6 269 473	6 128 151
Passif et capitaux propres								
Titres vendus à découvert	495 246	426 731	371 852	376 069	556 303	634 594	536 647	440 641
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	3 484 461	2 469 077	3 171 631	2 712 586	3 739 992	3 481 430	3 717 035	3 682 651
Impôt sur le résultat à payer	2 096	1 847	2 170	1 908	2 177	1 552	1 638	4 270
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	13 672	13 498	13 250	13 466	13 342	13 116	6 182	6 270
Tranche à court terme des obligations locatives	24 579	25 520	25 823	26 558	26 712	26 681	25 679	23 233
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	10 112	9 321	9 048	17 156	17 325	17 547	27 779	12 615
Obligations locatives	190 169	143 558	95 580	85 548	92 526	95 887	101 735	101 709
Passifs dérivés	110 007	75 924	74 533	62 282	61 705	49 185	46 368	47 028
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	12 345	21 783	21 992	34 233	36 673	50 332	48 092	34 092
Emprunt bancaire	287 857	290 416	286 230	297 098	293 780	294 795	286 621	293 255
Passifs d'impôt différé	53 337	55 123	55 641	57 686	55 728	56 368	54 002	58 990
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débetures convertibles	80 973	0	0	0	0	0	0	0
Participations ne donnant pas le contrôle	364 466	350 263	346 169	346 629	343 998	348 212	330 355	325 914
Capitaux propres	995 645	994 188	978 771	1 004 669	1 054 639	1 002 780	1 079 840	1 089 983
	6 132 465	4 884 749	5 460 190	5 043 388	6 302 400	6 079 979	6 269 473	6 128 151

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	173	173	177	219	230	229	236	236
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	536	532	526	523	499	498	506	497
Nombre d'employés – secteur Non sectoriel et autres	448	456	455	468	472	485	468	465
Total au Canada	1 157	1 161	1 158	1 210	1 201	1 212	1 210	1 198
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	166	164	169	167	180	182	182	143
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	751	741	731	733	737	737	730	588
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	391	390	384	391	394	406	403	376
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés – Canaccord Genuity	89	93	92	90	86	84	90	92
Nombre d'employés – Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	244	235	237	239	231	229	230	218
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 798	2 784	2 771	2 830	2 829	2 850	2 845	2 615
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	145	146	147	147	145	148	149	146
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	490	507	501	515	474	477	476	474
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	257	257	256	257	252	255	256	221
Nombre de conseillers en Australie	120	116	116	121	119	116	113	114
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	11 855	10 998	10 112	10 201	8 834	8 428	8 047	7 952
ASA – Canada (en millions \$ CA)	38 406	36 311	35 309	37 184	35 694	34 735	33 739	33 857
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	59 084	56 776	52 565	54 670	55 101	54 403	49 992	52 166
ASG – Australie (en millions \$ CA)	6 432	6 120	5 465	5 406	5 432	5 250	4 876	4 694
Total (en millions \$ CA)	103 922	99 207	93 339	97 260	96 227	94 388	88 607	90 717

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Glossaire

Actifs sous administration (« ASA ») – Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (« ASG ») – Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (« ASG ») – Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires.

Comptes en gestion distincte (« CGD »)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de charge comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux liés aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements de la juste valeur applicables à certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, les charges de restructuration, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (« CGWM UK ») et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, certains frais pris en compte dans les frais de développement du secteur Non sectoriel et autres en lien avec l'offre publique d'achat par la direction expirée visant les actions ordinaires de la Société, la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles au titre des activités sur les marchés des capitaux au Canada, les coûts liés au rachat de débentures convertibles au cours de l'exercice 2022, les coûts associés à la réorganisation des activités de CGWM UK, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des débentures convertibles et certaines charges liées à des locaux loués en construction; iii) des charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt

sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et ajustées, le cas échéant, aux fins du calcul selon la méthode du rachat d'actions lorsque l'effet est dilutif; viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres éléments qui n'ont pas été pris en compte dans les éléments importants au cours des périodes précédentes pour calculer les charges, le résultat net avant impôt, le résultat net et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, tous compte non tenu des éléments importants, comprennent la dépréciation du goodwill et des autres actifs, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation des profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, les frais de restructuration, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (« RILT ») de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018 et la perte liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables au cours de l'exercice 2022; et ix) le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants et compte non tenu également de certains produits d'intérêts, charges d'intérêts et amortissements du siège social.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et

aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution se fait sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'égalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Options sur actions liées au rendement

Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice).

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'intéressement à long terme (« RILT »)

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles ils rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (« RILT » ou « régime »).

Résultat par action (« RPA »)

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Taxe pour le régime national d'assurance (« RNA »)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débentures convertibles.

Unités d'actions liées au rendement

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR ») pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées dans la charge de rémunération au compte de résultat.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration (« conseil d'administration »), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil d'administration (« mandat ») renfermant un cadre de référence pour le conseil d'administration, énonçant ses responsabilités en matière de gérance ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil d'administration sont également régies par :

- la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique);
- les statuts de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terry Lyons a été nommé par le conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administrateur principal. L'une des responsabilités de l'administrateur principal est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil d'administration et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit et par la poste à l'administrateur principal, à l'attention du secrétaire de Groupe Canaccord Genuity Inc. Il est recommandé de les acheminer comme suit : « Administrateur principal, Groupe Canaccord Genuity Inc., à l'attention du secrétaire, 40 Temperance Street, Suite 2100, Toronto (Ontario), M5H 0B4, NE S'ADRESSE QU'AU DESTINATAIRE ». Les enveloppes scellées seront acheminées à l'administrateur principal.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil d'administration prévoit que le conseil d'administration est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil d'administration revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil d'administration comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil d'administration comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (« CGER ») reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des membres de la haute direction, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Par suite de la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil d'administration nomme les membres de la haute direction de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (« CPC ») de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil d'administration.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil d'administration examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil d'administration exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil d'administration, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2024, il y a eu une évaluation, sous la supervision de la direction et avec sa participation, dont le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière ainsi que des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière ainsi que des contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2024.

Gouvernance

Le conseil d'administration compte actuellement sept membres, dont quatre sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions en l'absence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil d'administration et de ses comités.
- Un processus d'évaluation périodique a été officiellement établi pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, notamment sous la forme d'un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil d'administration a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil d'administration. Ces comités du conseil d'administration sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT ET DE RISQUE

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de quatre administrateurs indépendants. Chacun des membres du comité d'audit a des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont tous la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres actuels du comité d'audit et de risque sont Terry Lyons (président), Michael Auerbach, Amy Freedman et Jo-Anne O'Connor.

Le comité d'audit et de risque a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit et de risque peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR à l'adresse www.sedarplus.ca. Le comité d'audit et de risque a des voies de communication directes avec les auditeurs externes, le chef des finances et les cadres supérieurs des finances et discute régulièrement des problèmes avec chacun et les passe en revue.

Le comité d'audit et de risque est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. L'auditeur externe est embauché par le comité d'audit et de risque dont il relève directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit et de risque est responsable de fixer la rémunération de l'auditeur externe. L'auditeur externe assiste à chaque réunion du comité d'audit et de risque, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve chaque année la mission d'audit de l'auditeur externe. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit et de risque mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs non reliés : Michael Auerbach (président), Amy Freedman, Terry Lyons et Jo-Anne O'Connor.

Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Michael Auerbach

Président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et du comité d'audit et de risque

Michael Auerbach, 48 ans, est le fondateur et le membre dirigeant de Subversive Capital LLC, une société qui investit exclusivement dans des sociétés transformatrices dont la mission remet en question le statu quo et dont la réussite nécessite l'élaboration de stratégies réglementaires nuancées. Faisant oeuvre de pionnière dans les secteurs émergents, Subversive Capital investit principalement dans les entreprises en phase de démarrage et de développement. Depuis novembre 2021, M. Auerbach agit également à titre de membre dirigeant de Subversive Capital Advisor LLC, une société de conseils en placement inscrite auprès de la SEC. M. Auerbach possède une vaste expérience qu'il met à profit dans les fonctions qu'il exerce. Il agit à titre d'associé et de responsable de la veille stratégique au sein de DGA Group, qui est le cabinet de services-conseils d'envergure mondiale fondé par Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État des États-Unis, et a auparavant été pendant de nombreuses années un dirigeant d'Albright Stonebridge Group, une division clé de DGA Group. En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Auerbach est également administrateur d'Atai Life Sciences NV, une société biopharmaceutique au stade clinique cotée au Nasdaq, depuis juin 2021. Auparavant, il a siégé au conseil d'administration de Tilray Brands Inc., la première société du secteur du cannabis cotée au Nasdaq, de février 2018 à mai 2021. En plus de son engagement au sein de diverses sociétés, M. Auerbach joue un rôle actif dans de nombreux projets philanthropiques. Il siège actuellement au conseil du Centre pour la paix et la justice internationale Theodore C. Sorensen, du KiDS Board de l'hôpital pour enfants Hassenfeld de l'Université de New York, de Next for Autism (organisme qui produit l'événement Night of Too Many Stars), de Finding a Cure for Epilepsy and Seizures (FACES) et de la Sophie Gerson Healthy Youth Foundation. M. Auerbach est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de l'École des affaires publiques et internationales de l'Université Columbia (obtenue en 2005) et d'un baccalauréat en théorie critique de la New School for Social Research (obtenu en 1997).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Auerbach est administrateur de la société ouverte Atai Life Sciences NV.

Daniel Daviau

Dan Daviau, 59 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société le 1^{er} octobre 2015. M. Daviau a occupé le poste de chef de la direction de Corporation Canaccord Genuity au Canada d'octobre 2015 à juin 2023; il occupait le poste de président de la division Marchés des capitaux de Canaccord Genuity pour l'Amérique du Nord depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de la division Marchés des capitaux des États-Unis et a concouru à y structurer le financement de sociétés, la recherche, la vente et la négociation dans la région, et à améliorer les possibilités d'affaires transfrontalières. De 2010 à 2012, il a été chef, Financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion entre Canaccord et Genuity, annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Marchés de Capitaux Genuity, où il a occupé différents postes de dirigeant depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été cochef, Financement de sociétés à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Il y a également occupé les postes de chef, Groupe des médias et télécommunications à partir de 2000, et de chef, Groupe du financement des sociétés et technologies au Canada à partir de 1997.

Ayant amorcé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodmans LLP, M. Daviau possède une grande expérience dans une vaste gamme d'opérations financières et de fusions-acquisitions.

M. Daviau est établi à Toronto, au Canada, et il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit (LL. B.) du même établissement (Osgoode Hall) et d'un baccalauréat ès arts (mathématique et statistique) de l'Université Western Ontario.

À l'heure actuelle, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Amy Freedman

Administratrice indépendante
Comité d'audit et de risque et comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Amy Freedman, 51 ans, agit actuellement à titre de conseillère auprès de Ewing Morris & Co. Investment Partners Ltd. en lien avec le fonds d'engagement pour l'investissement, et auprès de Longacre Square Partners, une importante entreprise de communications stratégiques établie à New York. M^{me} Freedman a auparavant siégé au conseil d'administration de Park Lawn Corporation et a été cheffe de la direction de Kingsdale Advisors, une société de services de consultation et de services aux actionnaires de premier plan qui se spécialise dans la consultation stratégique et défensive, les services-conseils en matière de gouvernance, l'analyse de procurations et de votes et la communication avec les investisseurs. Avant d'occuper ses fonctions chez Kingsdale, M^{me} Freedman avait travaillé pendant plus de 15 ans dans les marchés des capitaux en tant que spécialiste du financement de sociétés au sein d'entreprises mondiales, y compris Stifel et Morgan Stanley, à Toronto et à New York. Elle est titulaire d'un MBA et d'un diplôme de Juris Doctor de l'Université de Toronto.

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M^{me} Freedman est administratrice des sociétés ouvertes suivantes : Mandalay Resources Corporation et American Hotel Income Properties REIT LP.

David Kassie

David Kassie, 68 ans, est devenu président du conseil d'administration du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il a été président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil d'administration de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef

de la direction de la Société et a occupé ce poste jusqu'à la nomination de M. Daviau à titre de chef de la direction.

M. Kassie a occupé le poste de président du conseil d'administration à temps complet. M. Kassie a annoncé qu'il quittera le conseil d'administration le 9 août 2024, date à laquelle il deviendra président émérite.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs : il fait partie du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences après en avoir été le président, et il a déjà siégé aux conseils d'administration de la Richard Ivey School of Business, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children (SickKids).

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977) et un MBA de l'Université Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, IAS.A

Administrateur principal, président du comité d'audit et de risque et du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Terrence (Terry) Lyons, IAS.A, 74 ans, est un administrateur de sociétés, et occupe actuellement les fonctions d'administrateur principal et de président du comité d'audit et de risque. Il est administrateur indépendant et président du comité d'audit de Martinrea International Inc. Il est aussi administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Badland Resources Ltd. et Waterotor Technologies Inc. (président du conseil d'administration). M. Lyons est associé directeur retraité de Brookfield Asset Management, ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Three Valley Copper Corp., de Polaris Materials Corp. (récemment acquise par Vulcan Materials), de Northgate Minerals Corp. (maintenant Alamos Gold), d'Eacom Timber Corp. (acquise par Interfor) et de Westmin Mining. Il est également vice-président de Battle Mountain Gold (acquise par Newmont Gold). Auparavant, il a siégé au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. pendant 18 ans, de 2004 à 2022, en tant qu'administrateur principal et président du comité d'audit. M. Lyons est ingénieur civil (Université de la Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université Western Ontario. Il est membre émérite du conseil consultatif de la Richard Ivey School et participe à des activités sportives et caritatives. En outre, il est l'ancien gouverneur de la Fondation olympique canadienne, l'ancien président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, l'ancien gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council, l'ancien coprésident du B.C. Business Hall of Fame, l'ancien administrateur de l'Institut des administrateurs de sociétés (en Colombie-Britannique) et l'ancien administrateur de BC Pavilion Corp. (Pavco). En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des

sociétés ouvertes suivantes : Martinrea International Inc. et Badlands Resources Ltd.

Jo-Anne O'Connor

Comité d'audit et de risque et comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Jo-Anne O'Connor, 64 ans, cumule plus de 35 ans d'expérience dans le secteur des services financiers et possède une grande expertise à l'égard des marchés des capitaux. Elle a passé plus de 30 ans (de 1985 à 2014) chez Wood Gundy et à la CIBC, occupant des postes de cadre supérieur en négociation d'actions institutionnelles. De 2017 à 2020, M^{me} O'Connor a été directrice générale et chef de la direction de Crescentwood Capital, cabinet privé. À l'heure actuelle, elle est présidente et chef de la direction de Strategem Capital Corporation, société de portefeuille dont les actions se négocient en Bourse (SGETSV) et dont l'objectif est de procurer une croissance au moyen d'actifs de placement diversifiés.

À l'heure actuelle, M^{me} O'Connor n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Rod Phillips

Administrateur

Rodney (Rod) Phillips, 59 ans, est un dirigeant d'entreprise et un leader en politique publique qui fait depuis toujours du bénévolat au sein des collectivités. Il siège actuellement aux conseils d'administration de Groupe Aecon Inc. et de Petal Health, et il est vice-président du conseil d'administration de Corporation Canaccord Genuity. Il a été député provincial de la ville d'Ajax, en Ontario, et a occupé les fonctions de ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario, de ministre des Finances de l'Ontario et de ministre des Soins de longue durée de l'Ontario. Avant d'entrer dans la fonction publique, M. Phillips a été président et chef de la direction de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de Morneau Shepell (Lifeworks). Il a commencé sa carrière en tant que consultant en gestion chez KPMG. Il a également travaillé chez Goodmans LLP et en tant que chef de cabinet du premier maire de la ville fusionnée de Toronto. M. Phillips a également été président canadien et membre du conseil consultatif mondial d'Afiniti, président du conseil d'administration de Postmedia Network Inc. et membre des conseils d'administration de Data Communications Management, de Top Aces et de la Société de la loterie interprovinciale. M. Phillips a été président bénévole de CivicAction et de TELUS Community Fund et a siégé aux conseils d'administration du Festival international du film de Toronto, de la Canadian Psychiatric Research Foundation, de la Global Business and Economic Roundtable on Addiction and Mental Health, du Conseil de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario, de Bridgepoint Health et de la Toronto Community Foundation. Il est également l'ancien président du Club canadien de Toronto. M. Phillips est titulaire d'un baccalauréat ès arts spécialisé en science politique et en anglais de l'Université Western Ontario et d'un MBA de l'Université Wilfrid-Laurier. Il est également diplômé du programme de perfectionnement des administrateurs de la Rotman School of Management, détenant le titre d'administrateur de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS.A).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Phillips est administrateur de la société ouverte Groupe Aecon Inc.

Bureaux

Marchés des capitaux

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto
Corporation Canaccord Genuity
40 Temperance Street, Suite 2100
Toronto (Ontario)
Canada M5H 0B4
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Vancouver
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Calgary
TD Canada Trust Tower
Suite 3150, 421 7th Ave. SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 4K9
Téléphone : 403.508.3883

Montréal
1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443

États-Unis

New York
535 Madison Avenue
New York, NY 10022
États-Unis
Téléphone : 212.389.8000

New York
33 Whitehall Street, 27th Floor
New York, NY 10004
États-Unis
Téléphone : 212.842.6020

New York
888 7th Avenue
New York, NY 10019
États-Unis
Téléphone : 212.331.0150

Boston
99 High Street, Suite 1200
Boston, MA 02110
États-Unis
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

San Francisco
44 Montgomery Street, Suite 1600
San Francisco, CA 94104
États-Unis
Téléphone : 415.229.7171
Sans frais : 1.800.225.6104

Nashville
1033 Demonbreun Street, Suite 620
Nashville, TN 37203
États-Unis
Téléphone : 615.490.8500

Minneapolis
45 South 7th Street, Suite 2640
Minneapolis, MN 55402
États-Unis
Téléphone : 612.332.2208

Charlotte
227 W. Trade Street, Suite 1820
Charlotte, NC 28202
États-Unis
Téléphone : 212.389.8000

Royaume-Uni et Europe

Londres
88 Wood Street
Londres, Royaume-Uni
EC2V 7QR
Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin
38 Fitzwilliam Street Upper
Grand Canal Dock
Dublin 2
D02 KV05
Irlande
Téléphone : 353.1.635.0210

Paris
38, rue de Berri
75008 Paris
France

Bahamas
119 Harbour Way, Ocean Club Estate
Paradise Island, Nassau

Asie-Pacifique

Beijing
Unit 1421-22, South Tower, Beijing
Kerry Centre, 1 Guanghua Road,
Chaoyang District
Beijing 100020
Chine
Téléphone : 8610.6528.0216

Hong Kong
Suite 1210, 12/F, ICBC Tower,
Three Garden Road, Central
Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2500

Hainan
Rm 206, 2nd Floor, Building 8829,
Walker Park
Hainan Resort Software Community
Chengmai, Hainan 571924
Chine
Téléphone : 86898.6748.6602

Australie

Melbourne
Level 42, 101 Collins Street
Melbourne, VIC 3000
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth
Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, Australie-Occidentale, 6000
Téléphone : 61.8.9263.1111

Sydney
Level 62, MLC Centre
25 Martin Place
Sydney, NSW 2000
Téléphone : 61.2.9263.2700

Portsea
3741 Point Nepean Place
Portsea, Victoria, 3944

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver

Pacific Centre

609 Granville Street, Suite 2200

P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.643.7300

Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Kelowna

1620 Dickson Avenue, Suite 320

Kelowna (Colombie-Britannique)

Canada V1Y 9Y2

Téléphone : 250.712.1100

Sans frais : 1.888.389.3331

Ontario

Toronto

40 Temperance Street, Suite 2100

Toronto (Ontario)

Canada M5H 0B4

Téléphone : 416.869.7368

Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Waterloo

80 King Street South, Suite 101

Waterloo (Ontario)

Canada N2J 1P5

Téléphone : 519.886.1060

Sans frais : 1.800.495.8071

Oakville

200-1267 Cornwall Road

Oakville (Ontario)

Canada L6J 7T5

Téléphone : 905.582.3315

Alberta

Calgary

Centennial Place – East Tower

520 3rd Avenue SW, Suite 2400

Calgary (Alberta)

Canada T2P 0R3

Téléphone : 403.508.3800

Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place

10180 – 101st Street, Suite 570

Edmonton (Alberta)

Canada T5J 3S4

Téléphone : 780.408.1500

Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba

Winnipeg

201 Portage Avenue, Suite 1010

Winnipeg (Manitoba)

Canada R3B 3K6

Téléphone : 204.259.2850

Sans frais : 1.877.259.2888

Québec

Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest

Bureau 2930

Montréal (Québec)

Canada H3B 4W8

Téléphone : 514.844.5443

Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax

Purdy's Wharf Tower II

1969 Upper Water Street

Suite 2004

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Canada B3J 3R7

Téléphone : 902.442.3162

Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Vancouver

Pacific Centre

609 Granville Street, Suite 2200

P.O. Box 10337

Vancouver (Colombie-Britannique)

Canada V7Y 1H2

Téléphone : 604.684.5992

Royaume-Uni et dépendances de la Couronne

Londres

88 Wood Street

Londres, Royaume-Uni

EC2V 7QR

Téléphone : 44.20.7523.4500

Édimbourg

4th Floor, 40 Princes Street

Édimbourg EH2 2BY

Téléphone : 44.131.380.9500

Jersey

37 Esplanade

St Helier

Jersey JE4 0XQ

Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court

Admiral Park

St. Peter Port

Guernesey GY1 2JA

Téléphone : 44.1481.733900

Guernsey – Operations

Operations Centre

Landes du Marche

Vale

Guernesey GY1 3TY

Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

55 Athol Street

Douglas

Île de Man IM1 1LA

Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House

Boardmans Way

Blackpool FY4 5FY

Téléphone : 44.1253.621575

Lancaster

2 Waterview

Lancaster

LA1 4XQ

Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street

Norwich

Norfolk NR3 1AB

Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno

Anson House

1 Cae'r Llyn

Llandudno Junction

Conwy LL31 9LS

Téléphone : 44.1492.558359

Worcester

Slip House

Princes Drive

Worcester WR1 2AB

Téléphone : 44.1905.953600

York

29 High Petergate

York

Yorkshire YO1 7HP

Téléphone : 44.1904.232780

Southampton

Ocean Village Innovation Centre
Ocean Way
Southampton SO14 3JZ
Téléphone : 44.23.8212.4170

Birmingham

7th Floor, 4 Temple Row
Birmingham B2 5HG
Téléphone : 44.121.230.1910

Guildford

4th Floor, Tempus Court
Onslow Street
Guildford GU1 4SS
Téléphone : 44.1483.961100

Newcastle

City Quadrant
11 Waterloo Street
Newcastle NE1 4DP
Téléphone : 44.1919.178520

Australie

Melbourne

Level 42, 101 Collins Street
Melbourne, VIC 3000
Téléphone : 61.3.8688.9100

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney, NSW 2000
Téléphone : 61.2.8238.6200

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, Australie-Occidentale, 6000
Téléphone : 61.8.9263.1111

Albany

Level 2, Middleton Centre
184 Aberdeen Street
Albany, Australie-Occidentale, 6330
Téléphone : 61.8.9842.4700

Busselton

Suite 3
72 Duchess Street
Busselton, Australie-Occidentale, 6280
Téléphone : 61.8.9754.0700

Gold Coast

Unit 9, 21 Upton Street
Gold Coast, Queensland, 4215
Téléphone : 61.7.5631.2300

Brisbane

Level 16
324 Queen Street
Brisbane, QLD 4000
Téléphone : 61.7.5631 2311

Adelaïde

Level 6, 26 Flinders Street
Adelaïde, Australie-Méridionale, 5000
Téléphone : 61.8.8407.5700

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Pinnacle Correspondent Services

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

40 Temperance Street, Suite 2100
Toronto (Ontario)
Canada M5H 0B4
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2

Inscription en Bourse

Actions ordinaires
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

40 Temperance Street, Suite 2100
Toronto (Ontario)
Téléphone : 416.869.7293
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente principale, chef des relations avec les investisseurs et des communications d'entreprise mondiales
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2024 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.cgf.com.
Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le Service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/25	8 août 2024	13 septembre 2024	30 septembre 2024	30 août 2024	10 septembre 2024
T2/25	7 novembre 2024	20 décembre 2024	31 décembre 2024	29 novembre 2024	10 décembre 2024
T3/25	5 février 2025	14 mars 2025	31 mars 2025	28 février 2025	13 mars 2025
T4/25	4 juin 2025	20 juin 2025	30 juin 2025	25 juin 2025	30 juin 2025

¹ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuity.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

INSCRIPTION EN BOURSE

TSX : CF, CF.PR.A, CF.PR.C

SITE WEB ET INFORMATION FINANCIÈRE

Les informations sur la gouvernance d'entreprise exigées par la TSX et l'information financière de l'exercice considéré sont disponibles sur notre site à l'adresse www.canaccordgenuity.com/fr/rerelations-investisseurs/.

CLÔTURE DE L'EXERCICE

31 mars

DÉPÔTS RÉGLEMENTAIRES

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. sur SEDAR+, visiter le site www.sedarplus.ca.

PERSONNE-RESSOURCE POUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, LES ANALYSTES ET LES MÉDIAS

Christina Marinoff

Vice-présidente principale, cheffe des relations avec les investisseurs et des communications d'entreprise mondiales
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour obtenir des renseignements à l'intention des actionnaires ou pour demander un exemplaire de ce rapport.

Relations avec les investisseurs

40 Temperance Street, Suite 2100
Toronto (Ontario) M5H 0B4
Téléphone : 416.869.7293
Courriel : investor.relations@cgf.com

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs
Computershare Inc.
100 University Avenue, 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) :

1.800.564.6253

International : 514.982.7555

Télécopieur : 1.866.249.7775

Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524

Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES ADMISSIBLES

Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

SIÈGE SOCIAL

Groupe Canaccord Genuity Inc.
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2

AUDITEUR INDÉPENDANT

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle de l'exercice 2024.

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE ADMISSIBLE

Groupe Canaccord Genuity Inc. est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le vendredi 9 août 2024 à
10 h (heure de l'Est)

Les actionnaires et les fondés de pouvoir dûment désignés peuvent participer à l'assemblée virtuelle en visitant le site <https://web.lumiagm.com/419983261>.

SERVICES DE RÉVISION ET DE CONCEPTION

The Works Design Communications Ltd.



AMÉRIQUE DU NORD

- Boston
- Calgary
- Charlotte
- Edmonton
- Halifax
- Kelowna
- Miami
- Minneapolis
- Montréal
- Nashville
- New York
- San Francisco
- Toronto
- Vancouver
- Waterloo
- Winnipeg

ROYAUME-UNI ET EUROPE

- Birmingham
- Blackpool
- Dublin
- Édimbourg
- Guernesey
- Guildford
- Île de Man
- Jersey
- Lancaster
- Llandudno
- Londres
- Newcastle
- Norwich
- Nottingham
- Southampton
- Worcester

AUSTRALIE

- Adélaïde
- Albany
- Brisbane
- Busselton
- Melbourne
- Perth
- Sydney

ASIE

- Beijing
- Hong Kong

• BUREAUX DE GESTION DE PATRIMOINE

• BUREAUX DE MARCHÉS DES CAPITAUX

www.cgf.com

English-language copies of this report and related disclosure documents for fiscal year 2024 are available at:
www.canaccordgenuity.com/investor-relations/investor-resources/financial-reports.